

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS



www.cnrs.fr

N° 4

AVRIL 2022

Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02.10 Les instances consultatives

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision modifiant la DEC190668SGCN relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU) - 30/03/2022 - - DEC221319SGCN..... p.24

04. Personnels

04.02 Recrutement

04.02.03 Personnels contractuels de droit public

04.02.03.01 CDD activités de recherche

Circulaire CIR130864DRH du 12/03/2013, modifiée les 20/03/2015, 01/01/2016, 20/11/2020 et 14/03/2022 relative à l'emploi des personnels contractuels du CNRS pour tenir compte de la loi n°2020-1674 du 24/12/2020 de programmation de la recherche - 14/03/2022 - - CIR130864DRH-3..... p.25

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2022

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie Mora-Chevais aux fonctions de directrice de la communication par intérim (DIRCOM)

- 08/04/2022 - - DEC221122DAJ..... p.50

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie-Pauline Gacoin aux fonctions de directrice de cabinet du président du CNRS - 26/04/2022 - - DEC221407DAJ..... p.51

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Christine Brunel aux fonctions de chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources - 06/04/2022 - - DEC221241DAJ..... p.52

DR01 - Paris-Villejuif

2021

Décision portant nomination de M. Houy KUOY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8243 intitulée « Institut de Recherche en Informatique Fondamentale » - 04/01/2022 - - DEC214091DR01..... p.53

Décision portant nomination de M. Emmanuel GIRAUDET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8041 intitulée « Centre de recherche sur le monde iranien : Langues, cultures, et sociétés de l'Antiquité à nos jours » - 08/07/2021 - 08/07/2021 - DEC214089DR01..... p.54

2022

Décision portant nomination de Mme Miryam Morand aux fonctions de responsable du service communication de la délégation régionale Île-de-France Villejuif - 01/04/2022 - - DEC221408DR01..... p.55

Décision portant nomination de Mme Christine BRIATTE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7050 intitulée Centre de Recherches Internationales.

- 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC213714DR01..... p.56

Décision portant nomination de Mme Carole Léon aux fonctions de responsable par intérim du pôle formation du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM) - 19/04/2022 - - DEC221498DR01..... p.57

Décision portant nomination de M. Vincent Robert, aux fonctions de responsable adjoint du pôle des systèmes d'information du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM) - 30/03/2022 - - DEC221320DR01..... p.58

Décision portant nomination de M. Laurent Hadj Rabah aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité MOY100 intitulée Délégation Ile-de-France Villejuif - 28/04/2022 - -

DEC220882DR01..... p.59

Décision portant nomination de Mme Nathalie Olivier aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité MOY100 intitulée Délégation Ile-de-France Villejuif - 18/02/2022 - 18/02/2022 -

DEC220879DR01..... p.60

Décision portant nomination de M. Ronan OGER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7164 intitulée « Astroparticule et Cosmologie ». - 08/07/2021 - - DEC214084DR01..... p.61

DR02

2020

Décision portant nomination de Mme Isabelle Prieto aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée - 05/11/2020 - - DEC201898DR02.....

p.62

2021

Décision portant nomination de M. Erwann Caillieux aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8197 intitulée Institut de biologie de l'Ecole Normale Supérieure (IBENS) - 22/07/2021 - - DEC212595DR02..... p.63

Décision portant nomination de M. Thomas Bottini aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IReMus) - 22/07/2021 - -

DEC212594DR02..... p.64

Décision portant nomination de Mme Mélanie Fourmon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8560 intitulée Centre Alexandre Koyre / Histoire des sciences et des techniques (CAK)

- 24/01/2022 - - DEC213911DR02..... p.65

Décision portant nomination de Mme Georgette Milard aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (GEMASS) - 22/07/2021 - - DEC212596DR02..... p.66

2022

Décision portant nomination de Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL aux fonctions de responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris-Centre - 12/04/2022 - -

DEC221460DR02..... p.67

Décision portant fin de fonction Mme Amandine Hansart aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UAR3194 intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron Ile-De-France (CEREPP)

- 14/04/2022 - - DEC221480DR02..... p.68

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Jérôme Sackur aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée « Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) ». - 15/03/2022 - - DEC220566INSB..... p.69

Décision portant nomination de Mme Sabrina Paris aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation

- 07/03/2022 - - DEC220333DR02..... p.70

Décision portant nomination de M. Raphaël Morera aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Dinah Ribard aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8558 intitulée « Centre de recherches historiques - CRH ». - 28/04/2022 - - DEC221196INSHS.....

p.71

Décision portant nomination de M. Yves CHOQUET en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 08/03/2022 - - DEC221116INSB..... p.72

Décision portant nomination de M Mathieu Baudin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7203 intitulée Laboratoire des Biomolécules

- 24/01/2022 - - DEC214081DR02..... p.73

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Demey aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau

- 24/01/2022 - - DEC220568DR02..... p.74

Décision portant nomination de Mme Malika Larcher aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions

- 10/02/2022 - - DEC220842DR02..... p.75

Décision portant fin de fonction et nomination de Mme Marjorie Stievenart-Ammour aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7589 intitulée Laboratoire de physique théorique et hautes énergies (LPTHE)

- 10/02/2022 - - DEC220852DR02..... p.76

Décision portant cessation de fonctions de M. Alexandre Didelet assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du cerveau - 24/01/2022 - - DEC213257DR02..... p.77

Décision portant nomination de M. Etienne Gouin aux fonctions de chargé de mission institut (CMI) - 02/03/2022 - 02/03/2022 - DEC220503INSML..... p.78

Décision portant nomination de Mme Hélène Rénel aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée

- 14/03/2022 - - DEC213910DR02..... p.79

Décision portant nomination de Mme Cynthia Traveret aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie

- 10/02/2022 - - DEC220840DR02..... p.80

Décision portant fin de fonction de M Marc Morand aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie

- 10/02/2022 - - DEC220839DR02..... p.81

Décision portant fin de fonction de M Rodrigue Marquant aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7203 intitulée Laboratoire des Biomolécules

- 07/02/2022 - - DEC220580DR02..... p.82

Décision portant fin de fonction de Mme Zaina Elmir aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8553 intitulée Département de mathématiques et applications de l'ENS

- 07/02/2022 - - DEC220579DR02..... p.83

Décision portant nomination de Mme Otilia De Oliveira aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau

- 24/01/2022 - - DEC220569DR02..... p.84

DR04

2022

Décision portant nomination de Mme Lucienne LETELLIER aux fonctions de chargée de mission - 01/04/2022 - - DEC221324PDT..... p.85

DR05

2022

Décision portant nomination de Mme Corinne Defrance aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8138 intitulée « Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe - SIRICE ». - 31/03/2022 - - DEC220550INSHS..... p.86

Décision relative à la nomination de Mme Audrey Célestine, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°2502 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et sur les post-esclavages - CIRESC » - 07/04/2022 - - DEC220786INSHS..... p.87

Décision relative à la nomination de Mme Vanina Bouté aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Anne-Valérie Schweyer aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8170 intitulée « Centre Asie du Sud-Est - CASE ». - 07/04/2022 - - DEC220804INSHS..... p.88

Décision portant cessation de fonctions de Monsieur Michel CALZAS et de Monsieur Nadir AMAROUCHE, directeurs adjoints et portant nomination de Monsieur Antoine GUILLOT et de Monsieur Olivier CHARADE aux fonctions de directeurs adjoints de l'UAR855 « Division Technique de l'INSU » (DT-INSU). - 11/04/2022 - - DEC221012INSU..... p.89

Décision portant prolongation du mandat de M. Pierre Guibentif aux fonctions de directeur de l'UAR3683 (MSH Paris-Saclay) - 21/04/2022 - - DEC221138INSHS..... p.90

Décision portant nomination de Mme Monica Brnzei aux fonctions de directrice adjointe de l'unité propre de recherche n° 841 intitulée Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT) - 31/01/2022 - 31/01/2022 - DEC213733INSHS..... p.91

Décision portant nomination de Mme Solène Hazouard aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9022 intitulée Héritages : Patrimoine(s), Culture(s), Création(s) - 03/01/2022 - - DEC220081DR05..... p.92

Décision portant nomination de M Cyril Gorny aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8006 intitulée procédés et ingénierie en mécanique et matériaux (PIMM) - 03/01/2022 - - DEC220082DR05..... p.93

Décision portant nomination de M Michel Chapron aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes (ETIS) - 03/01/2022 - - DEC220083DR05..... p.94

Décision portant nomination de M Tao-Yuan Jen aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes (ETIS) - 03/01/2022 - - DEC220084DR05..... p.95

Décision portant délégation de signature à Mme Pauline Peretz, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8244 intitulée Institut d'histoire du temps présent (IHTP) - 14/01/2022 - - DEC220329DR05..... p.96

Décision portant délégation de signature à Camille Chaserant, à Jean-Christophe Vergnaud à Mme Céline Menant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne (CES) - 03/01/2022 - - DEC220382DR05..... p.97

DR06

2021

Décision portant nomination de Mme Aurore Andrieux aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6303 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Carnot de Bourgogne (LICB) - 01/10/2021 - 01/10/2021 - DEC201848DR06..... p.98

Décision portant nomination de M. Arthur EBEL aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité ERL7004 intitulée Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux - 05/07/2021 - - DEC220793DR06..... p.99

Décision portant cessation de fonctions de M. Juan Miguel Arocas, assistant de prévention au sein de l'unité UMR6303 Laboratoire Interdisciplinaire Carnot de Bourgogne (LICB) - 01/10/2021 - 01/10/2021 - DEC201846DR06..... p.100

2022

Décision portant nomination de M. Manuel Pelletier aux fonctions d'assistant de prévention partagé au sein de l'unité UMR7360 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Environnements Continentaux (LIEC) et de l'unité UMS3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo). - 26/01/2022 - - DEC220600DR06..... p.101

Décision portant cessation de fonctions de Samuel Ferey, directeur, et nomination de Nicolas Brucker aux fonctions de directeur par intérim de l'UAR3162 (MSH Lorraine) - 21/04/2022 - - DEC221003INSHS..... p.102

Décision portant nomination de Mme Edith Rollet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR76 intitulée Institut de l'Information Scientifique et Technique - 01/05/2022 - - DEC221396DR06..... p.103

Décision portant nomination de madame Karine METROT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de la MOY1663 intitulée Service Protection des Données - 02/04/2022 - - DEC221339DR06..... p.104

DR07

2022

Décision portant désignation de M. Vincent GAERTNER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5600 intitulée "Environnement, Ville, Société".

- 22/03/2022 - - DEC213871DR07..... p.106

Décision portant nomination de M. Stefan HOHENEGGER aux fonctions de chargé de mission à temps partiel - 17/03/2022 - 17/03/2022 - DEC220175DDOR..... p.109

DR08

2022

Décision relative à la nomination de M. Lotfi Abouda aux fonctions de directeur par intérim, de Mme Audrey Viault, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7270 intitulée « Laboratoire Ligérien de Linguistique - LLL » - 07/04/2022 - - DEC220781INSHS..... p.110

DR10

2022

Décision portant nomination de M. Guillaume SEITH, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7104 intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC) - 05/04/2022 - - DEC221340DR10..... p.111

Décision portant nomination de M. Michael DUMAS, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7242 intitulée Biotechnologie et Signalisation Cellulaire (BSC) - 29/03/2022 - - DEC221313DR10..... p.112

Décision portant nomination de M. My Kene BOUN aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7522 intitulée Bureau d'Économie Théorique et Appliquée (BETA) - 29/03/2022 - - DEC221312DR10..... p.113

Décision portant fin de fonction de M. Dominique Hebting aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité FR1589 intitulée Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC). - 28/03/2022 - - DEC221286DR10..... p.114

Décision portant nomination de M. Bruno DIDIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UAR3286 intitulée Plate-forme de chimie biologique intégrative de Strasbourg (PCBIS) - 07/04/2022 - - DEC221400DR10..... p.115

Décision portant nomination de M. Roland Marquet aux fonctions de directeur-adjoint de l'unité propre de recherche n°9002 intitulée « Architecture et Réactivité de l'ARN (ARN) ». - 15/03/2022 - - DEC213507INSB..... p.116

DR11

2020

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Fannie Allouin, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5279 intitulée Laboratoire d'Electrochimie et de Physico-Chimie des Matériaux et des Interfaces (LEPMI) - 27/07/2020 - 27/07/2020 - DEC201044INC..... p.117

2022

Décision de nomination de Mme Joanna Janik en qualité de chargée de mission à temps partiel - 13/04/2022 - - DEC221446DDOR..... p.119

Décision portant nomination de M. Thierry ZAMPIERI aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

- 09/03/2022 - - DEC220707DR11..... p.121

Décision portant désignation de M. William REGAIRAZ aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR 5821 intitulée LPSC.

- 09/03/2022 - - DEC220712DR11..... p.122

Décision portant nomination de M. William REGAIRAZ aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

- 09/03/2022 - - DEC220706DR11..... p.123

Décision portant désignation de M. Guillaume WAROT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

- 09/03/2022 - - DEC220713DR11..... p.124

DR12

2022

Décision Modificative de la décision DEC213223PDT portant nomination de Mme Caroline STRUBE aux fonctions de chargée de mission - 01/04/2022 - - DEC221326PDT..... p.125

Décision portant nomination de M. Julien SAVATIER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7249 intitulée Institut Fresnel - 24/01/2022 - - DEC220263DR12..... p.126

Décision portant désignation de M. Thomas Walter CORNELIUS aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7334 intitulée Institut des Matériaux, de Microélectronique et des Nanosciences de Provence (IM2NP) - 24/02/2022 - - DEC220999DR12..... p.127

Décision portant nomination de M. Stephan Beurthey aux fonctions de chargé de mission - 13/04/2022 - - DEC221322IN2P3..... p.128

Décision portant fin de fonction de Mme Amélie LECCHI et nomination de M. Frédéric BRUNEL aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille (CINaM) - 24/02/2022 - - DEC220260DR12..... p.129

Décision portant nomination de Mme Fatoumata SOUMARE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7306 intitulée Institut de Recherches Asiatiques (IrAsia) - 23/01/2022 - - DEC220046DR12..... p.130

Décision portant nomination de Mme Stéphanie MEIRANESIO aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7064 intitulée Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS) - 24/02/2022 - - DEC220043DR12..... p.131

DR13

2022

Décision portant désignation de M Michaël BLAISE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9004 intitulée Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier. - 23/03/2022 - - DEC221237DR13..... p.132

Décision portant désignation de M Arie VAN DER LEE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5635 intitulée Institut européen des membranes. - 23/03/2022 - - DEC221236DR13..... p.135

Décision portant désignation de M Benoît LACOMBE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5004 intitulée Institut des Sciences des Plantes de Montpellier (IPSiM). - 23/03/2022 - - DEC221233DR13..... p.137

Décision portant nomination de M. Marc GOUTTEFARDE-TANICH en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 17/03/2022 - 17/03/2022 - DEC213845INS2I..... p.139

Décision portant nomination de Mme Séverine Chaumont-Dubel aux fonctions de directrice adjointe de l'unité d'appui et de recherche n°3426 intitulée « BioCampus Montpellier » - 15/03/2022 - - DEC220767INSB..... p.140

DR14

2021

Décision portant habilitation de Mme Emilie LAYRE
IPBS - UMR 5089

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Soutenance de thèse de Mr Pierre BOYER + manifestation festive - 22 octobre 2021 - 28/09/2021 - 28/09/2021 - DEC213253DR14..... p.141

2022

Décision portant nomination de M. Simon GASCOIN en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU. - 17/03/2022 - 17/03/2022 - DEC213875INSU..... p.142

DR15

2022

Décision portant nomination de M. Roland Dirlwanger aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) adjoint de la délégation Aquitaine - 11/04/2022 - - DEC221285DR15..... p.143

Décision portant nomination de M. Jacques TAILLARD aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6033 intitulée Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY) - 01/02/2022 - - DEC221333DR15..... p.144

Décision portant nomination de Monsieur Christian Gensbeitel, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n° 6034 intitulée Archéosciences Bordeaux - 28/04/2022 - - DEC220628INSHS..... p.145

Décision portant nomination de M. Jimmy Labejof aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la délégation Aquitaine - 11/04/2022 - - DEC221284DR15..... p.146

Décision portant nomination de M. Laurent Facq, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux - 28/03/2022 - - DEC221282DR15..... p.147

DR16

2022

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Carine Constans aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16)
- 05/04/2022 - - DEC221159DAJ..... p.148

DR17

2021

Décision portant désignation de M. Pierre-Emmanuel PETIT aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR 6502 intitulée Institut des Matériaux Jean Rouxel (IMN) - 06/10/2021 - - DEC213601DR17..... p.149

2022

Décision portant nomination de M. Arnaud LE RIDANT aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'Unité d'Appui à la Recherche UAR855 intitulée Division Technique de l'INSU (DT INSU) - 14/03/2022 - - DEC220986DR17..... p.151

Décision portant nomination de Mme Claudie PERON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG) - 18/03/2022 - - DEC221078DR17..... p.153

Décision portant nomination de M. Patrick Valéau aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°6211 intitulée « Centre de recherche en économie et management - CREM » - 19/04/2022 - - DEC220797INSHS..... p.155

DR19

2021

Décision portant nomination de M. Mohamed-Jalal FADILI en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 25/08/2021 - 25/08/2021 - DEC212656INS2I..... p.156

2022

Décision portant nomination de Mme Aurélie Ménard aux fonctions de déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19) - 06/04/2022 - - DEC221239DAJ..... p.157

Décision portant nomination de M. Cyril Aubert-Geoffroy aux fonctions de délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19) - 25/04/2022 - - DEC221316DAJ..... p.158

Décision portant nomination de M Thibault GALLAVARDIN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA)

- 21/02/2022 - - DEC220985DR19..... p.159

Décision portant nomination de Mme Fabienne PETIT en qualité de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU. - 17/03/2022 - 17/03/2022 - DEC213877INSU..... p.160

Décision portant nomination de Mme Céline COLANGE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6266 intitulée Identité et Différenciation de l'Espace, de l'Environnement et des Sociétés (IDEES). - 19/01/2022 - - DEC220471DR19..... p.161

Décision portant nomination de M Laurent COQUET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte 6270 intitulée Polymères, Biopolymères, Surfaces (PBS) - 19/01/2022 - - DEC220473DR19..... p.162

Instituts

2022

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Véronique Mathet aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut écologie et environnement (INEE) - 01/04/2022 - - DEC221088DAJ..... p.163

07.02. Décisions - délégations de signature

Administration centrale

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques (DAJ) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220218DAJ..... p.164

Décision portant délégation de signature à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines (DRH) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220219DAJ..... p.167

Décision portant délégation de signature à Mme Sabine Deligne, directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion (DSFIM) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220220DAJ..... p.170

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Bénézech, directeur des systèmes d'information (DSI) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220221DAJ..... p.172

Décision portant délégation à Mme Marie-Laure Inisan-Ehret, directrice des comptes et de l'information financière, en matière de téléprocédures sur le portail « impots.gouv.fr - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220222DAJ..... p.174

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Gasnot, directeur de la sûreté et conseiller pour les questions aéronautiques du CNRS - 10/02/2022 - 02/02/2022 - DEC220223DAJ..... p.176

Décision portant délégation de signature à Mme Christelle Roy, directrice de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220224DAJ..... p.177

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie Bonnaillie-Noël, directrice de la direction d'appui aux partenariats publics (DAPP) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220225DAJ..... p.178

Décision portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du comité national de la recherche scientifique (CoNRS) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220226DAJ..... p.179

Décision portant délégation de signature à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises (DRE) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220227DAJ..... p.180

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie Chevallon, directrice de la communication (DIRCOM) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220228DAJ..... p.181

Décision portant délégation de signature à Mme Gaëlle Bujan, déléguée à la protection des données du CNRS (DPO) - 10/02/2022 - 10/02/2022 - DEC220229DAJ..... p.182

Décision portant délégation de signature à Mme Marie Mora-Chevais, directrice de la communication par intérim (DIRCOM) - 08/04/2022 - - DEC221123DAJ..... p.183

Décision portant délégation de signature à M. Vincent Goujon, directeur de l'unité « Laboratoire écologie, évolution, interactions des systèmes amazoniens (LEEISA) » (UAR3456) - 07/04/2022 - - DEC221147DAJ..... p.184

DR01 - Paris-Villejuif

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Cristiana Mazzoni, directrice de l'UMR3329 intitulée « Architecture Urbanisme Société - Savoir Enseignement Recherche » (AUSSER), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 22/04/2022 - - DEC221545DR01..... p.185

Décision portant délégation de signature à M. Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172 intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité » intitulée (THALIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/04/2022 - - DEC221509DR01..... p.187

Décision portant délégation de signature à Mme Pascale Lesage, directrice du GDR3546 intitulé « Les Éléments Génétiques Mobiles: du mécanisme aux populations, une approche intégrative » (EGM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 08/04/2022 - - DEC221495DR01..... p.189

DR02

2022

Décision portant délégation de signature à M. Christian BONHOMME, directeur de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 12/04/2022 - - DEC221463DR02..... p.191

Décision portant délégation de signature à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre - 15/04/2022 - - DEC221477DR02..... p.193

Décision portant délégation de signature à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 15/04/2022 - - DEC221478DR02..... p.195

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM - 19/04/2022 - - DEC221494DR02..... p.197

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité FR550 intitulée institut de biologie physico-chimique - IBPC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 26/04/2022 - - DEC221528DR02..... p.198

Décision portant délégation de signature à Mme Vanina BOUTE, directrice de l'unité UMR8170 intitulée Centre d'Asie et du Sud-Est - CASE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/04/2022 - - DEC221405DR02..... p.200

Décision portant délégation de signature à M. Marco ZITO, directeur de l'unité UMR7585 intitulée Laboratoire physique nucléaire et hautes énergies - LPNHE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/03/2022 - - DEC221145DR02..... p.202

Décision portant délégation de signature à M. Dominique AVON, directeur de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/04/2022 - - DEC221476DR02..... p.204

DR04

2022

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7605 intitulée Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses - 01/03/2022 - - DEC221114DR04..... p.206

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9015 intitulée Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique - 01/03/2022 - - DEC221212DR04..... p.208

Décision portant délégation de signature à Madame Sophie ROSSET, directrice de l'unité UMR9015 intitulée Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221211DR04..... p.210

Décision portant délégation de signature à M. Patrick AUDEBERT, directeur de l'unité UMR7605 intitulée Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221113DR04..... p.212

DR05

2021

Décision portant délégation de signature à Mme Claire Aragau, directrice par intérim de l'unité UMR7218, intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 23/12/2021 - - DEC214079DR05..... p.214

Décision portant délégation de signature à M. Charles-Henri Rossignol pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7218 intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE - 23/12/2021 - - DEC214080DR05..... p.216

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Ariane Allet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3598 intitulée TGIR Huma-Num (TGIR Huma-Num) - 03/01/2022 - - DEC220916DR05..... p.217

Décision portant délégation de signature à Mme Elisabeth Peyroux, Mme Pauline Gluski, Mme Chafia Dordoigne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8586 intitulée Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG) - 03/01/2022 - - DEC220448DR05..... p.218

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Belan, à Mme Laurence Jacquet, à Mme Lisa Collin, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8184 intitulée Théorie économique, modélisation et applications (THEMA) - 03/01/2022 - - DEC220703DR05..... p.219

Décision portant délégation de signature à Mme Emilie Lebarbier et Mme Irène Kaplanian, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X) - 11/01/2022 - - DEC220285DR05..... p.220

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217 intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220361DR05..... p.221

Décision portant délégation de signature à M. Pierre Allard, Mme Fanny Bocquentin, Mme Liliana Stalenq, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS) - 11/01/2022 - - DEC220282DR05..... p.223

Décision portant délégation de signature à Mme Marianne Christensen, directrice de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220281DR05..... p.224

Décision portant délégation de signature à Mme Jane Freedman, Mme Florence Hulak, Mme Delphine Naudier, et Mme Sandra Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7217 intitulée Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA) - 03/01/2022 - - DEC220896DR05..... p.226

Décision portant délégation de signature à M. Benoit Semelin, directeur de l'unité UMR8112 intitulée Laboratoire d'étude du rayonnement et de la matière en astrophysique et atmosphères (LERMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC214045DR05..... p.227

Décision portant délégation de signature à M. Éric Fassin, Mme Ilaria Simonetti pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS) - 11/04/2022 - - DEC221422DR05..... p.229

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/04/2022 - - DEC221489DR05..... p.230

DR06

2022

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Edwige Helmer-Laurent, déléguée régionale de la circonscription Centre-Est (DR06) - 05/04/2022 - - DEC221257DAJ..... p.232

DR07

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Agnès Borbon, directrice par interim de l'unité UMR6016 intitulée Laboratoire de météorologie physique (LAMP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/04/2022 - - DEC221348DR07..... p.233

Décision portant délégation de signature à M. William Nasser, directeur de l'unité UMR5240 intitulée Laboratoire de Microbiologie, Adaptation et Pathogénie (MAP) , par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/04/2022 - - DEC221430DR07..... p.235

DR11

2022

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEROME, directeur par intérim de l'unité UMR5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique et de Cosmologie (LPSC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/01/2022 - - DEC214099DR11..... p.237

Décision portant délégation de signature à M. Winfried WEISSEHORN, directeur de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie Structurale (IBS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/01/2022 - - DEC214098DR11..... p.239

Décision portant délégation de signature à Mme Alexia AUFFEVES, directrice de l'unité FR2053 intitulée Centre interdisciplinaire pour les sciences et technologies quantiques de Grenoble (QuantAlps), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 31/03/2022 - - DEC221330DR11..... p.241

Décision portant délégation de signature à M. Didier BOTURYN, directeur de l'unité UMR5250 intitulée Département de Chimie Moléculaire (DCM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/03/2022 - - DEC221112DR11..... p.243

Décision portant délégation de signature à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221034DR11..... p.245

DR12

2022

Décision portant délégation de signature à M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'unité UMR3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/03/2022 - - DEC221338DR12..... p.247

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie MICHOTEY, directrice de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221328DR12..... p.249

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie MICHOTEY, directrice de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 01/02/2022 - - DEC220031DR12..... p.251

DR14

2022

Décision portant délégation de signature à M. Pascal GUIRAUD, directeur de l'unité FR3089, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts » (FERMaT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 27/01/2022 - - DEC220641DR14..... p.253

Décision portant délégation de signature Mme Micheline ABBAS, à M. Etienne DAGUE et à M. Cédric HAMON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3089, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts (FERMaT) - 27/01/2022 - - DEC220642DR14..... p.255

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas DESTAINVILLE directeur par intérim de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/03/2022 - - DEC221124DR14..... p.256

Décision portant délégation de signature à M. Fabien ALET et à Mme Malika BENTOUR, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT) - 11/03/2022 - - DEC221125DR14..... p.258

Décision portant délégation de signature à M. Bernard DUMAS directeur de l'unité UMR5546 intitulée Laboratoire de Recherche en Sciences Végétales (LRSV), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 05/04/2022 - - DEC221352DR14..... p.259

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine RIO, directrice de l'unité GDR2041 intitulée Développement et Evaluation des paramétrisations PHYSIQUES des modèles atmosphériques (DEPHY) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/02/2022 - - DEC220577DR14..... p.261

DR15

2022

Décision portant délégation de signature à M. Olivier Devillers, directeur de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/04/2022 - - DEC221491DR15..... p.263

DR16

2022

Décision portant délégation de signature à Monsieur Régis FERRIERE, directeur de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 05/04/2022 - - DEC221402DR16..... p.265

Délégation de signature consentie à Madame Marie MORA-CHEVAIS, directrice par intérim de l'unité MOY1666 intitulée « Direction de la Communication » (DIRCOM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/04/2022 - - DEC221482DR16..... p.268

Décision portant délégation de signature à Monsieur Claudio LANDIM, directeur de l'unité IRL2924 intitulée « Jean-Christophe Yoccoz » (IMPA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220608DR16..... p.270

Décision portant délégation de signature à Monsieur André-Jean ATTIAS, directeur de l'unité IRL2002 intitulée « Building Blocks for Future Electronics Laboratory (2B-FUEL) », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220607DR16..... p.272

Décision portant délégation de signature à Monsieur Olivier LAFITTE, directeur de l'unité IRL3457 intitulée « Centre de Recherches Mathématiques » (CRM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 02/02/2022 - - DEC220719DR16..... p.274

Décision portant délégation de signature à Monsieur Guy BERTRAND, directeur de l'unité IRL3555 intitulée « UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 31/01/2022 - - DEC220966DR16..... p.277

Délégation de signature consentie à Monsieur Lionel BUCHAILLOT, directeur de l'unité INS1660 intitulée « Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes » (INSIS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - 01/03/2022 - DEC221126DR16..... p.280

Décision portant modification de la décision DEC220198DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16) - 05/04/2022 - - DEC221160DAJ..... p.282

Décision portant délégation de signature à Mme Carine CONSTANS pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 05/04/2022 - - DEC221354DR16..... p.284

Décision portant délégation de signature à Madame Carine CONSTANS, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation - 05/04/2022 - - DEC221355DR16..... p.286

Décision portant délégation de signature à Monsieur Eric CONTE, directeur de l'unité UAR2503 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique » (MSHP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220132DR16..... p.288

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jakob VOGEL, directeur de l'unité UAR3130 intitulée « Centre Marc Bloch - Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales - Association de droit Allemand », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220137DR16..... p.290

Décision portant délégation de signature à Monsieur Adrien DELMAS, directeur de l'unité UAR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » (CESHS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220146DR16..... p.293

Décision portant délégation de signature à Monsieur Bernard THOMANN, directeur de l'unité UAR3331 intitulée « Asie Orientale » (Tokyo), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220154DR16..... p.296

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Aude FOUÉRÉ, directrice de l'unité UAR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220155DR16..... p.299

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre CAMMAS, directeur de l'unité UAR3365 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers - Réunion » par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220157DR16..... p.302

Décision portant délégation de signature à Monsieur Vincent GOIJON, directeur l'unité UAR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution Interactions des Systèmes Amazoniens » (LEEISA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220158DR16..... p.305

Décision portant délégation de signature à Monsieur Stéphane TRAISSAC, directeur de l'unité UMR8172 intitulée « Ecologie des Forêts de Guyane » (ECOFOG) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220245DR16..... p.308

DR17

2022

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Coussy pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC) - 12/04/2022 - - DEC221300DR17..... p.311

Décision portant délégation de signature à M. Christian Person, directeur de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/03/2022 - - DEC221294DR17..... p.312

Décision portant délégation de signature à M. Marc-André Gutscher, directeur de l'unité UMR6538 intitulée Geo-Ocean (GO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 20/04/2022 - - DEC220621DR17..... p.314

DR18

2022

Décision portant délégation de signature à M. Jean Marie TARASCON, Directeur de l'Unité Fédération de Recherche FR3459, intitulée Réseau sur le stockage Electrochimique de l'énergie (RS2E), - 07/04/2022 - - DEC221401DR18..... p.316

Décision portant délégation de signature à M. José KOVENSKY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7378 intitulée Laboratoire de Glycochimie, des Antimicrobiens et des Agroressources (LG2A) - 03/02/2022 - - DEC220716DR18..... p.318

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile DOUILLET, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8026 intitulée Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et

Sociales (CERAPS), - 03/02/2022 - - DEC220720DR18..... p.320

Décision portant délégation de signature à M. Philippe FROGUEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8199 intitulée Génomique Fonctionnelle (epi) Métabolique et Mécanismes Moléculaires impliqués dans le diabète de type 2 et les maladies associées (GI3M), - 03/02/2022 - - DEC220723DR18..... p.322

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine HUBER, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8164 intitulée Histoire, Archéologie, Littérature des Mondes Anciens (HALMA), - 08/02/2022 - - DEC220783DR18..... p.324

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DUBUISSON, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8518 intitulée Laboratoire d'optique atmosphérique (LOA) - 08/02/2022 - - DEC220784DR18..... p.326

Décision portant délégation de signature à M. Jean Benjamin HANOUNE, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR 8522 intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère (PC2A), - 08/02/2022 - - DEC220796DR18..... p.328

Décision portant délégation de signature à M. Benoît FRESSE Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP) - 10/02/2022 - - DEC220843DR18..... p.330

Décision portant délégation de signature à M. Guy BUNTINX, Directeur de l'Unité Fédération de Recherche FR2638 intitulée Institut Michel Eugène Chevreul (IMEC) - 10/02/2022 - - DEC220844DR18..... p.332

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie GRIVAUX Directrice de l'Unité Fédération de Recherche FR2037 intitulée Fédération de Recherche Mathématique des Hauts-de-France - 10/02/2022 - - DEC220846DR18..... p.334

Décision portant délégation de signature à M. Christian MASQUELIER Directeur de l'Unité Fédération de Recherche FR3104 intitulée ALISTORE-ERI (ALISTORE-ERI), - 10/02/2022 - - DEC220853DR18..... p.336

Décision portant délégation de signature à M. Yann COELLO, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9193 intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectives (SCALab), - 10/02/2022 - - DEC220856DR18..... p.338

Décision portant délégation de signature M. Guillaume DECOCQ, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7058 intitulée Ecologie et dynamique des systèmes anthropisés (EDYSAN), - 10/02/2022 - - DEC220863DR18..... p.340

Décision portant délégation de signature à M. Yann COELLO, Directeur de la Fédération de Recherche FR2052, intitulée Sciences et Cultures du Visuel (SCV), - 16/02/2022 - - DEC220942DR18..... p.342

Décision portant délégation de signature M. Eric MARKIEWICZ, Directeur de la Fédération de Recherche FR3733 intitulée Transports Terrestres et Mobilité (TTM), - 16/02/2022 - - DEC220947DR18..... p.344

Décision portant délégation de signature à M. Cristian FOCSA, Directeur par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) - 21/02/2022 - - DEC220979DR18..... p.346

Décision portant délégation de signature à Mme. Cécile LEGALLAIS, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR7338 intitulée Biomécanique et Bioingénierie (BMBI), - 22/02/2022 - - DEC220990DR18..... p.348

Décision portant délégation de signature Mme. Clarisse DHAENENS, Directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISAL) - 08/03/2022 - - DEC221103DR18..... p.350

Décision portant délégation de signature à M. Christophe NIEWIADOMSKI Directeur de l'Unité d'Appui de Recherche UAR3185 MESHS - 13/01/2022 - - DEC220253DR18..... p.352

Décision portant délégation de signature à M. Ahmed MAZZAH Directeur de l'Unité d'Appui et de Recherche UAR3290, intitulée Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique (MSAP) - 13/01/2022 - - DEC220270DR18..... p.354

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie ROLLAND-HAESE Directrice de l'Unité d'Appui et de Recherche UAR3380, intitulée Histoire, Institut de Recherche sur les Composants Logiciels et Matériels pour l'Information et la Communication Avancée (IRCICA) - 13/01/2022 - - DEC220274DR18..... p.356

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie CRESPIER Directrice de l'Equipe d'Appui et de Recherche UAR2014 intitulée Plateformes Lilloises en Biologie et Santé (PLBS) - 13/01/2022 - - DEC220279DR18..... p.358

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme RIEDI Directeur de l'Equipe d'Appui et de Recherche UAR2877 intitulée ICARE - 13/01/2022 - - DEC220286DR18..... p.360

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle LANDRIEU, Directrice de l'Equipe Mixte de Recherche EMR9002 intitulée Biologie structurale intégrative - 13/01/2022 - - DEC220290DR18..... p.362

Décision portant délégation de signature à M. David CHATAUR, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA) - 17/01/2022 - - DEC220379DR18..... p.364

Décision portant délégation de signature à M. Philippe BONNIFAIT, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7253, intitulée Heuristique et Diagnostic des Systèmes Complexes (HEUDIASYC) - 19/01/2022 - - DEC220487DR18..... p.366

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie LE BOUTILLEC, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR7319 intitulée Centre universitaire de recherches sur l'action publique et la politique. Epistémologie et Sciences sociales (CURAPP-ESS) - 19/01/2022 - - DEC220488DR18..... p.368

Décision portant délégation de signature à Franck DUMEIGNIL Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8181 intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS) - 19/01/2022 - - DEC220489DR18..... p.370

Décision portant délégation de signature à M. Hervé VEZIN, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8516 intitulée Laboratoire Avancé de Spectroscopie pour les Interactions, la Réactivité et l'Environnement (LASIRE) - 19/01/2022 - - DEC220490DR18..... p.372

Décision portant délégation de signature à M. Marc DOUAY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) - 19/01/2022 - - DEC220491DR18..... p.374

Décision portant délégation de signature à M. Yann GUERARDEL, Directeur de l'Unité UMR8576 intitulée Unité de Glycobiologie Structurale et Fonctionnelle (UGSF) - 19/01/2022 - - DEC220492DR18..... p.376

Décision portant délégation de signature à M. Charles MERIAUX, directeur de l'unité UMR8529, intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS) - 19/01/2022 - - DEC220495DR18..... p.378

Décision portant délégation de signature à M. Etienne FARVAQUE, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9221, intitulée Lille Économie et Management (LEM) - 19/01/2022 - - DEC220496DR18..... p.380

Décision portant délégation de signature à M. Thierry MELIN, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8520 intitulée Institut de l'Électronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie (IEMN) - 20/01/2022 - - DEC220498DR18..... p.382

Décision portant délégation de signature à M. Hubert LOISEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8187 intitulée Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences (LOG) - 19/01/2022 - - DEC220499DR18..... p.384

Décision portant délégation de signature à Mme Ruth WEBB, Directrice, de l'Unité Mixte de Recherche UMR8163 intitulée Savoirs, Textes, Langage (STL) - 27/01/2022 - - DEC220622DR18..... p.386

Décision portant délégation de signature à M. Karsten HAUPT, directeur de l'Unité UMR7025 intitulée Génie Enzymatique et Cellulaire (GEC), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 27/01/2022 - - DEC220624DR18..... p.388

Décision portant délégation de signature à M. Jean DUBUISSON Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9017 intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille (CIIL) - 26/01/2022 - - DEC220626DR18..... p.390

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle VAN SEUNINGEN, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR9020 intitulée Hétérogénéité, plasticité et résistance aux thérapies des cancers (CANTHER), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 26/01/2022 - - DEC220627DR18..... p.392

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste COLLIAT, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9013 intitulée Laboratoire de Mécanique, Multi-physique et Multi-échelle (LaMcube) - 27/01/2022 - - DEC220629DR18..... p.394

Décision portant délégation de signature à M. Jean Philippe LAVAL Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9014 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL) - 27/01/2022 - - DEC220630DR18..... p.396

Décision portant délégation de signature à M. Patrice WOISEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8207 intitulée Unité Matériaux et Transformations (UMET) - 27/01/2022 - - DEC220631DR18..... p.398

Décision portant délégation de signature à M. Xavier VEKEMANS, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8198 intitulée Evolution, Ecologie et Paléontologie (EEP), - 27/01/2022 - - DEC220632DR18..... p.400

Décision portant délégation de signature à M. Pierre MARQUIS, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL) - 27/01/2022 - - DEC220635DR18..... p.402

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DUBAR, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8201 intitulée Laboratoire d'Automatique, de Mécanique et d'Informatique Industrielles et Humaines (LAMIH), - 27/01/2022 - - DEC220636DR18..... p.404

Décision portant délégation de signature à M. Mathieu MORCLETTE, Directeur de l'Unité UMR7314, intitulée Réactivité et Chimie des Solides (LRCS) - 03/02/2022 - - DEC220705DR18..... p.406

Mme. Bernadette TILLARD Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8019 intitulée Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE) - 03/02/2022 - - DEC220708DR18..... p.408

Serge DAUCHY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8025 intitulée Centre d'histoire judiciaire (CHJ) - 03/02/2022 - - DEC220714DR18..... p.410

Décision portant délégation de signature à M. Thierry DENOEU, Directeur de l'Unité Fédération de Recherche FR3272, intitulée Systèmes Hétérogènes en Interaction (SHIC) - 03/02/2022 - - DEC220715DR18..... p.412

DR19

2022

Décision portant délégation de signature à M. Thierry LEQUEUX, directeur de l'unité UMR6507 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221377DR19..... p.414

Décision portant délégation de signature à Mme Joëlle LERAY, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement - 03/01/2022 - - DEC220460DR19..... p.416

Décision portant délégation de signature à M. Ionut DANAILA, directeur de l'unité UMR6085 intitulée Laboratoire de mathématiques Raphaël Salem, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221379DR19..... p.417

Décision portant délégation de signature à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de recherche interprofessionnel en aerothermochimie, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221380DR19..... p.419

Décision portant délégation de signature à M. Xavier SAUVAGE, directeur de l'unité UMR6634 intitulée Groupe de physique des matériaux, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221381DR19..... p.421

Décision portant délégation de signature à M. Pierre-Yves RENARD, directeur de l'unité intitulée UMR6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221382DR19..... p.423

Décision portant délégation de signature à M. Pascal COSETTE, directeur de l'unité UMR6270 intitulée Polymères, biopolymères, surfaces, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221383DR19..... p.425

Décision portant délégation de signature à M. Christophe IMBERT directeur de de l'unité UMR6266 intitulée Identité et différenciation de l'espace, de l'environnement et des sociétés, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221384DR19..... p.427

Décision portant délégation de signature à M. Michel GRISEL, directeur de l'unité FR3038 intitulée Institut Normand de Chimie Moléculaire, Médicinale et Macromoléculaire, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221385DR19..... p.429

Décision portant délégation de signature à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, par la déléguée régionale, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221386DR19..... p.431

Décision portant délégation de signature à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité FR3519 intitulée Institut de Recherche Energie, Propulsion et Environnement, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221387DR19..... p.433

Décision portant délégation de signature à M. Ludovic GALAS, directeur de l'unité UAR2026 intitulée High-tech Research infrastructures for Life Sciences, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221388DR19..... p.435

Décision portant délégation de signature à M. François MARIN, directeur de l'unité UMR6294 intitulée Laboratoire d'ondes et milieux complexes, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221389DR19..... p.437

Décision portant délégation de signature à M. Williams LEFEBVRE, directeur de l'unité FR3507 intitulée Microscopie électronique et sonde atomique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 07/04/2022 - - DEC221409DR19..... p.439

Décision portant délégation de signature à M. Cyril AUBERT-GEOFFROY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 07/04/2022 - - DEC221442DR19..... p.441

Décision portant délégation de signature à M. Fabrice GOURBILLEAU, directeur de l'unité FR3095 intitulée Institut de Recherche sur les Matériaux Avancés, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221378DR19..... p.442

Décision portant délégation de signature à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220459DR19..... p.444

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle LEBON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines - 03/01/2022 - - DEC220375DR19..... p.446

Décision portant délégation de signature à M. Pascal BULEON, directeur de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220373DR19..... p.448

Décision portant délégation de signature à M. Wilfrid PRELLIER, directeur de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et sciences des matériaux, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221376DR19..... p.450

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire. - 01/03/2022 - - DEC221092DR19..... p.452

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas MASSEI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière - 01/03/2022 - - DEC221093DR19..... p.454

Décision portant délégation de signature à Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19) - 06/04/2022 - - DEC221240DAJ..... p.455

Décision portant délégation de signature à M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19) - 25/04/2022 - - DEC221283DAJ..... p.461

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Céline Georges, responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale « Normandie » (DR19) - 07/04/2022 - - DEC221351DAJ..... p.467

Décision portant délégation de signature à Mme Fanny FARGET, directrice de l'unité UAR3266 intitulée Grand Accélérateur National d'Ions Lourds, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221363DR19..... p.472

Décision portant délégation de signature à M. Benoît HAELEWYN, directeur de l'unité UAR3408 intitulée Unité support CYCERON, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221364DR19..... p.474

Décision portant délégation de signature à M. Eric RICARD, directeur de l'unité UMR6139 intitulée Laboratoire de mathématiques Nicolas Oresme, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221365DR19..... p.476

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221366DR19..... p.478

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam BERNAUDIN, directrice de l'unité UMR6030 intitulée Imagerie et Stratégies thérapeutiques des pathologies cérébrales et tumorales, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221367DR19..... p.480

Décision portant délégation de signature à M. Pascal BULEON, directeur de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221368DR19..... p.482

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence JEAN-MARIE, directrice de l'unité UMR6273 intitulée Centre Michel de Bouärd - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221369DR19..... p.484

Décision portant délégation de signature à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221370DR19..... p.486

Décision portant délégation de signature à M. Paolo BELLINGERI, directeur de l'unité FR3335 intitulée Fédération de recherche Normandie Mathématiques, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221371DR19..... p.488

Décision portant délégation de signature à M. Bruno CREMILLEUX, directeur de l'unité FR3638 intitulée Fédération Normande de Recherche en Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221372DR19..... p.490

Décision portant délégation de signature à M. Gilles BAN, directeur de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de physique corpusculaire de Caen, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221373DR19..... p.492

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle MONNET, directrice de l'unité UMR6252 intitulée Centre de recherche sur les ions, les matériaux et la photonique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221374DR19..... p.494

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume CLET, directeur de l'unité UMR6506 intitulée Laboratoire de Catalyse et Spectrochimie, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/04/2022 - - DEC221375DR19..... p.496

DR20

2022

Décision portant délégation de signature à M. Oualid Chaibi pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7250 intitulée Astrophysique Relativiste, Théories, Expériences, Instrumentation, Signaux (ARTEMIS). - 01/01/2022 - - DEC220378DR20..... p.498

Décision portant délégation de signature à M. Uwe Meierhenrich pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2083 intitulée RNA as a tool and a target for medicinal chemistry and chemical biology (RNA). - 01/01/2022 - - DEC220438DR20..... p.499

Décision portant modification de la décision DEC220390DR20 portant délégation de signature à Mme Isabelle Thomlin pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7093 intitulée Laboratoire d'Océanographie de Villefranche (LOV). - 15/02/2022 - - DEC221087DR20..... p.500

Instituts

2022

Décision portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et physique des particules (IN2P3) - 10/02/2022 - 02/02/2022 - DEC220208DAJ..... p.501

Décision portant modification de la décision DEC220210DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement (INEE) - 01/04/2022 - - DEC221089DAJ..... p.504

07.03. Décisions - création et renouvellement de structures

Décisions collectives

2022

Décision portant renouvellement de l'UAR2841 CNRS Images - 15/04/2022 - - DEC221481DGDS..... p.505

DR07

2022

Décision portant modification des établissements co-tutelles de l'unité mixte de recherche n° 5317 intitulée Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM) - 21/04/2022 - - DEC221245INSHS..... p.506

DR17

2022

Décision modificative de la décision DEC312767DGDS portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche. - 11/04/2022 - - DEC221210INSU..... p.507

07.04. Décisions tarifaires

DR07

2022

Décision relative aux tarifs des prestations de l'unité - 21/04/2022 - - DEC221507DR07..... p.508

DR11

2022

Décision relative aux tarifs des prestations de l'unité UMR5821 relatif à la Plateforme GENESIS - 12/04/2022 - - DEC221464DR11..... p.510

DR13

2022

UAR3725-CEMIPAI (Centre d'Études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuse) Plateau Criblage - 25/04/2022 - - DEC221521DR13..... p.511

DR14

2021

Décision relative au tarif des produits et prestations de la plateforme Toulouse Réseau Imagerie (TRI) de l'UMR5089 intitulée Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale - 06/08/2021 - 06/08/2021 - DEC212028DR14..... p.513

2022

Décision tarifaire relative aux ressources technologiques du laboratoire RESTORE UMR5070 - 01/04/2022 - - DEC221318DR14..... p.516

Décision tarifaire relative au tarif du service animalerie souris (cage/semaine) de la FR 3743 intitulé CBI (Centre de Biologie Intégrative) - 12/04/2022 - - DEC221451DR14..... p.518

Décision relative aux tarifs des heures de vol de l'unité UAR2859 intitulée Service des Avions Français Instrumentés pour la Recherche (SAFIRE) - 28/02/2022 - 28/03/2022 - DEC221040DR14..... p.520

Décision relative à la mise à jour des tarifs pour les hébergements du laboratoire Station d'Ecologie Théorique et Expérimentale - 15/03/2022 - 15/03/2022 - DEC221026DR14..... p.522

Décision relative aux tarifs des prestations de Chimie de l'UMR5085 intitulée « Centre Inter-universitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux » - (CIRIMAT) - 01/03/2022 - 01/03/2022 - DEC221024DR14..... p.524

Décision relative aux tarifs du plateau technique imagerie de la FR3450 intitulé Agrobiosciences Interactions & Biodiversité (AIB). - 02/03/2022 - 02/03/2022 - DEC221023DR14..... p.526

Décision tarifaire relative à la plateforme du métatron de la SETE - UAR2029 - 15/03/2022 - 15/03/2022 - DEC221164DR14..... p.527

07.06. Autres décisions

Administration centrale

2022

Décision modificative n°6 portant sur l'accueil en délégation, au CNRS, des enseignants-chercheurs (campagne 2021). - 01/04/2022 - - DEC220543DRH..... p.529

Décision DEC221008DRH portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021 des DRCE - 29/03/2022 - - DEC221008DRH..... p.530

Décision modificative portant nomination de membres remplaçants à la CAP n°1, compétente à l'égard des directeurs de recherche - 07/03/2022 - - DEC221099DRH..... p.534

Cristal 2022 : liste des lauréats 2022 - 23/03/2022 - - DEC221018DRH..... p.535

Décision DEC221007DRH portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021 des DR1

- 29/03/2022 - - DEC221007DRH..... p.536

Décision portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021 des chargés de recherche hors classe

- 29/03/2022 - - DEC221006DRH..... p.544

DR02

2022

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7193 intitulée Institut des sciences de la Terre Paris - ISTEP - 23/03/2022 - - DEC221214DR02..... p.550

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371 intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB - 23/03/2022 - - DEC221216DR02..... p.551

DR11

2022

Augmentation à 50% de la quotité de Madame Karine PERRAUT, chargée de mission institut (CMI) à l'INSU. - 02/03/2022 - 02/03/2022 - DEC220737INSU..... p.552

DR15

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5536 intitulée Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques (CRMSB) - 01/04/2022 - - DEC221343DR15..... p.553

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux (IMB) - 01/03/2022 - - DEC221344DR15..... p.554

Décision portant modification de la décision DEC213325DR15 du 1er octobre 2021 portant constitution du comité de gestion du restaurant du CNRS de la délégation Aquitaine - 12/04/2022 - - DEC221457DR15..... p.555

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5107 intitulée Centre lasers intenses et applications (CELIA) - 22/02/2022 - - DEC221349DR15..... p.556

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC) - 04/03/2022 - - DEC221350DR15..... p.558

DR16

2022

Décision relative à la nomination des membres du bureau des sections et des commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique - 09/03/2022 - 09/03/2022 - DEC221108SGCN..... p.560

DR17

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6164 intitulée Institut d'électronique et des technologies du numérique (IETR) - 14/03/2022 - - DEC221162DR17..... p.564

Décision modificative n°8 relative à la régie de recettes auprès du Restaurant administratif Le Gulf Stream de la Station Biologique de Roscoff (SBR), FR2424 - 14/02/2022 - 14/02/2022 - DEC220895DR17..... p.565

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6538 intitulée Geo-Ocean (GO) - 20/04/2022 - - DEC220681DR17..... p.569

DEC221319SGCN

Décision modifiant la DEC190668SGCN relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU)

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut, notamment son article 10 ;

Vu la décision DEC190668SGCN du 14 février 2019 relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU) ;

Vu la DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la DEC220226DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Francesca GRASSIA, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique.

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Madame Sandrine ANQUETIN, Directrice de recherche, est nommée membre du bureau du conseil scientifique de l'Institut national des sciences de l'univers, en remplacement de Madame Sylvie DERENNE, démissionnaire.

Art. 2 – L'article 1^{er} de la décision du 14 février 2019 susvisée est modifié comme suit :

Les mots « Madame Sylvie DERENNE et Monsieur Philippe STEE » sont remplacés par les mots « Madame Sandrine ANQUETIN et Monsieur Philippe STEE ».

Art. 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 30-MARS-2022

*Pour le Président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia





CIRCULAIRE RELATIVE À L'EMPLOI DES PERSONNELS CONTRACTUELS DU CNRS

Publiée au Bulletin officiel du CNRS

Circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 modifiée les 20/03/2015, 01/01/2016, 30/11/2020 et 14/03/22 pour tenir compte de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. RECRUTEMENT ET GESTION DES CDD	4
A. LE CADRE DU RECRUTEMENT	4
1. Disposition internes au CNRS	4
2. Cadre juridique	4
a. Les fondements législatifs	4
b. Les modalités d'application au CNRS	6
B. LES MODALITÉS DE RECRUTEMENT AU CNRS	7
1. Les dispositions communes à tous les recrutements	7
a. Bénéficiaires	7
b. Modalités d'emploi	8
2. Les modalités propres à chaque dispositif	9
a. CDD pour formation à et par la recherche	9
b. CDD pour pratique de la recherche	10
c. CDD en accompagnement de la recherche	10
C. LES RÉMUNÉRATIONS	10
1. CDD formation à et par la recherche	10
a. CDD pratique de la recherche	10
b. CDD en accompagnement de la recherche	12
c. Cas particulier des recrutements de fonctionnaires	13
D. LE FINANCEMENT	13
1. Financement 100% par un partenaire	13
2. Cofinancement	13
E. LE SUIVI ET LA GESTION DES CDD	14
1. L'entretien d'activité	14
2. Le renouvellement ou le non renouvellement du CDD de l'agent	14
3. La réévaluation de la rémunération	15
II. RECRUTEMENT ET GESTION DES AGENTS EN CDI	16
A. LE CADRE DU RECRUTEMENT	16
1. Dispositifs de droit commun	16
2. Dispositifs spécifiques au code de la recherche	16
B. LA RÉMUNÉRATION	17
1. CDI sur le fondement de l'article 4 2°, de l'article 6 de la loi n°84-16 et de l'article 431-2-1 du code de la recherche	17
2. CDI de mission scientifique	17
C. LE SUIVI DE L'ACTIVITÉ DES AGENTS EN CDI	18
1. L'évaluation des CDI chercheurs	18
2. L'entretien d'activité des CDI ingénieurs et techniciens	18
3. La réévaluation de la rémunération	18
4. La mobilité du CDI	18
a. Mobilité interne	18
b. L'accueil en CDI	19
c. Mobilité externe	19
ANNEXES	21

La présente circulaire a pour objet de fixer les règles d'emploi des personnels contractuels en CDD et en CDI du CNRS.

Elle traite des points suivants :

- les bases réglementaires ;
- les modalités de recrutement au CNRS ;
- les modalités de détermination de la rémunération ;
- les modalités de financement ;
- le suivi et la gestion de ces agents.



I. RECRUTEMENT ET GESTION DES CDD

A. LE CADRE DU RECRUTEMENT

1. Disposition internes au CNRS

Le CNRS a décidé, quelle que soit la source du financement, d'identifier trois motifs de recrutement des personnels contractuels (décision n°DEC070010DRH du 23 février 2007) :

- la « formation à et par la recherche » pour les chercheurs doctorants ;
- la « pratique de la recherche » pour les jeunes chercheurs et les chercheurs confirmés ;
- l'« accompagnement de la recherche » pour les ingénieurs et les techniciens.

Cette typologie traduit la volonté du CNRS, employeur de ces personnels, d'offrir des activités ou des fonctions qui s'inscrivent dans le cadre d'un parcours de formation ou professionnel.

Cet objectif doit conduire les acteurs du recrutement à identifier les besoins d'emploi suffisamment en amont de toute procédure de recrutement afin de déterminer au mieux l'ensemble des éléments de la relation contractuelle, et notamment la durée prévisionnelle du recrutement. A cet égard, il est recommandé d'éviter la multiplication des CDD de courte durée.

Cet objectif oblige également ces acteurs à respecter les règles d'emploi propres à chaque motif de recrutement mais aussi les principes généraux suivants :

- l'absence d'agents dans les unités et les services sans contrat de travail, convention de stage ou convention d'accueil,
- l'obligation de conclure des conventions pour toute offre de financement de rémunération de personnels par un partenaire (doctorants en particulier) afin de préciser l'objet et les modalités de l'accueil.

Les recrutements doivent être réalisés conformément aux modalités prévues par la charte des CDD au CNRS. Il s'agit de partir des éléments de terrain (activités confiées, profil recherché) d'identifier, avec l'unité (ou le service), le motif de recrutement pertinent et la base légale qui s'y rapporte. De cet examen, préalable à tout recrutement, découlera l'ensemble des dispositions applicables pour tous les acteurs sur la période de recrutement considérée.

Ces motifs ont vocation à concerner les recrutements à durée déterminée de tous les personnels de l'établissement, à l'exception de certains recrutements spécifiques qui obéissent à des régimes juridiques particuliers à savoir :

- les CDD Marie Skłodowska-Curie ;
- les médecins de prévention ;
- les apprentis ;
- les CDD Handicap.

2. Cadre juridique

a. Les fondements législatifs

Le recrutement d'agents contractuels par le CNRS s'effectue dans le respect des dispositions applicables aux agents contractuels de l'Etat. (Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [Cf. code général de la fonction publique], décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux agents contractuels de l'Etat et code de la recherche).

En conséquence, les recrutements en CDD au CNRS doivent être réalisés sur le fondement de l'un des articles suivants :



- l'article 4 2° [Cf. nouvel article L.332-2 du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement de personnels contractuels du niveau des catégories A, B, et C pour pourvoir des emplois permanents lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient, notamment :
 - a) Lorsqu'il s'agit de fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles ;
 - b) Lorsque l'autorité de recrutement n'est pas en mesure de pourvoir l'emploi par un fonctionnaire présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions.
- l'article 6 [Cf. nouvel article L.332-3 du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement pour des besoins permanents impliquant un service à temps incomplet dans la limite de 70 % d'un service à temps complet,
- l'article 6 quater [Cf. nouvel article L.332-6 du code général de la fonction publique] qui permet le remplacement de fonctionnaires ou de contractuels :
 - o absents en raison de divers congés (congé annuel, congé de maladie, de grave ou de longue maladie, congé de longue durée, d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service, congé de maternité ou pour adoption, congé parental, congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale, de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux, de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de l'Etat) ;
 - o autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel. Aussi le recrutement contractuel sur ce motif est limité au cas d'un service subissant l'absence de plusieurs agents en situation de temps partiel et dont la charge cumulée de travail dégagée permet le recrutement d'un agent contractuel à temps plein.

Ce motif ne doit pas permettre de recruter des personnels à temps incomplet.

- l'article 6 quinquies [Cf. nouvel article L.332-7 du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement de personnels contractuels en cas de vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Ce motif est utilisé dès lors que le responsable de l'allocation de moyens pour la structure concernée a confirmé la pérennité du poste vacant en raison d'un départ en retraite ou en détachement par exemple et s'est engagé à entreprendre la procédure permettant l'occupation du poste par un fonctionnaire dans les meilleurs délais,
- l'article 6 sexies [Cf. nouvel article L.332-22 du code général de la fonction publique] qui autorise l'établissement à établir des recrutements d'agents contractuels pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité. Il peut s'agir :
 - o d'une augmentation temporaire de l'activité habituelle de l'unité ou du service pouvant résulter, par exemple, d'une commande importante entraînant temporairement un surcroît de travail et ne correspondant en aucun cas à la charge habituelle supportée ;
 - o de recruter des collaborateurs pour exécuter une tâche occasionnelle, précisément définie et non durable ;
 - o d'un besoin ponctuel de main d'œuvre faisant appel à des compétences ne relevant pas de l'activité principale de l'unité ;
 - o ou de travaux réguliers et prévisibles se répétant chaque année, à date à peu près fixe, en fonction du rythme des saisons ou des modes de vie collectifs (ex : période d'augmentation d'activité au sein du service central des concours).

Le fondement de l'article 6 sexies ne peut en aucun cas être utilisé pour pallier l'absence d'un fonctionnaire ou une vacance temporaire d'emploi.

- l'article 7 bis [Cf. nouvel article L.332-24 et suivants du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement d'agents contractuels pour occuper un emploi non permanent dans le cadre d'un « contrat à durée déterminée de projet » pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, dont l'échéance correspond à la réalisation du projet ou de l'opération.
Ce contrat, ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A/B/C), doit porter sur la réalisation, par la personne qui fait l'objet du recrutement, d'un projet déterminé, circonscrit dans le temps et qui ne peut être renouvelé que pour mener à bien le projet qui a fait l'objet du recrutement.

- l'article L.431-2-1 du code de la recherche prévoit deux dispositifs de recrutement réservés aux établissements publics à caractère scientifique et technologique.
Sur ce fondement, l'établissement peut recruter des agents contractuels sur une durée déterminée pour occuper des fonctions techniques ou administratives correspondant à des emplois des catégories A, B, C ou pour assurer des fonctions de recherche.

Les agents contractuels recrutés par le CNRS sur le fondement des articles précités sont régis par les dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié qui fixe les dispositions applicables à tous les agents contractuels des établissements publics de l'Etat.

En ce qui concerne les doctorants, la base juridique de leur recrutement en CDD se trouve aux articles L 412-1 et L 412-2 du code de la recherche (codification de l'article 23 de la loi n°82-610 du 15 juillet 1982 modifiée d'orientation de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France) qui permettent au CNRS, dans le cadre de la formation à et par la recherche, de verser des allocations individuelles spécifiques prenant la forme d'un contrat à durée déterminée couvrant la période de formation. Les doctorants sont régis par le décret n°2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche.

b. Les modalités d'application au CNRS

Lors de chaque recrutement, il convient d'identifier la base légale applicable (articles 4 2° / 6 / 6 quater / 6 quinquies / 6 sexies / 7 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouveaux articles L.332-2, L.332-3, L.332-6, L.332-7, L.332-22 et L.332-24 du code général de la fonction publique] ou l'article L.431-2-1 du code de la recherche) et l'ensemble des règles particulières qui en découlent.

Pour recourir au CDD de projet (article 7 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouveaux articles L.332-24 et suivants du code général de la fonction publique]), il convient de pouvoir identifier une mission ou une opération spécifique qui sera réalisée par la personne recrutée. Par exemple, il peut s'agir du recrutement d'un ingénieur auquel il reviendra de fabriquer un prototype ou une base de données et ce quelle que soit la source de financement (Subvention d'Etat ou ressources propres).

Lorsque les conditions de recours au CDD de projet sur le fondement de l'article 7 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouveaux article L.332-24 et suivants du code général de la fonction publique] ne sont pas réunies, et que le recrutement n'a pas pour objet de répondre à l'un des objectifs fixés aux articles 6, 6 quater, 6 quinquies, ou 6 sexies de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouveaux articles L.332-3, L.332-6, L.332-7 et L.332-22 du code général de la fonction publique], il convient de privilégier un recrutement sur le fondement de l'article L.431-2-1 du code de la recherche, notamment pour des recrutements sur projet de recherche, sur ressources propres.

S'agissant du recrutement sur un emploi permanent, c'est-à-dire des fonctions pérennes, et lorsque le recrutement n'a pas pour objet de répondre à l'un des objectifs fixés aux articles 6, 6 quater, 6 quinquies, ou 6 sexies de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouveaux articles L.332-3, L.332-6, L.332-7 et L.332-22 du code général de la fonction publique], il y a lieu de procéder au recrutement sur le fondement de l'article 4 2° de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouvel article L.332-2 du code général de la fonction publique]. Le recours à ce fondement ne pouvant être justifié que sur des fonctions pérennes, il sera principalement utilisé pour des recrutements financés sur Subvention d'Etat.

Le recrutement sur le fondement des articles 4, 6, 6 quater et 6 quinquies de la loi de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 susvisée [Cf. nouveaux articles L.332-2, L.332-3, L.332-6, L.332-7, L.332-22 et L.332-24 du code général de la fonction publique] pour pourvoir un emploi permanent par un agent contractuel implique le respect d'une procédure de recrutement spécifique décrite aux articles 3-2 à 3-10 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986.

Cette procédure de recrutement exige de publier les vacances de poste à pourvoir pour une durée au moins égale à un mois sur la place de l'emploi public.

S'agissant des recrutements sur le fondement de l'article 4 2° de la loi n°84-16 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouvel article L.332-2 du code général de la fonction publique], le constat du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire sur l'emploi à pourvoir doit être établi préalablement à l'étude des dossiers de candidature des agents contractuels. Il en sera de même en cas de renouvellement de contrat sur ce fondement.

A l'issue des entretiens, un document précisant les appréciations portées sur chaque candidat présélectionné au regard des compétences, aptitudes, qualifications... doit être rédigé par la ou les personnes ayant conduit le ou les entretiens.

Enfin, tous les candidats dont la candidature n'a pas été retenue doivent être informés par tout moyen de la décision portant refus de leur candidature.

De manière générale, les engagements pris par le CNRS dans le cadre de la signature de la charte européenne du chercheur et de la labélisation HRS4R s'appliquent à tous les recrutements d'agents contractuels au CNRS.

B. LES MODALITÉS DE RECRUTEMENT AU CNRS

1. Les dispositions communes à tous les recrutements

a.. Bénéficiaires

Pour tous les recrutements, les bénéficiaires doivent jouir de leurs droits civiques, être aptes physiquement et ne pas avoir de mention au casier judiciaire (bulletin n°2) incompatible avec les fonctions à exercer.

Nationalité : S'agissant de recrutement d'agents contractuels de l'Etat, les bénéficiaires peuvent être ressortissants de tous les pays.

Toutefois, le recrutement de personnes de nationalité étrangère est conditionné par leur situation régulière sur le territoire. Ces personnes doivent, en outre, se trouver en position régulière au regard du code du service national de l'Etat dont elles sont ressortissantes

Aptitude physique : Une visite médicale doit être effectuée par un médecin agréé avant le recrutement afin de déterminer si l'intéressé est physiquement apte à l'exercice des fonctions postulées.

Age : Les bénéficiaires doivent être âgés de 18 ans minimum et de 65 à 67 ans maximum¹.

A titre exceptionnel, le recrutement de bénéficiaires âgés de 16 à 18 ans peut être autorisé pour des périodes très courtes et dans le cadre de la législation propre à ces personnels protégés. Ainsi, leur recrutement n'est possible que sous réserve de l'autorisation de leur représentant légal et dans la mesure où les travaux qui leur sont confiés ne revêtent en aucun cas un caractère dangereux conformément aux articles D. 4153-21 et suivants du code du travail.

Diplôme : Les bénéficiaires doivent être titulaires d'un diplôme correspondant à celui exigé lors du recrutement d'un fonctionnaire pour des fonctions de même niveau, ou d'une expérience professionnelle suffisante correspondant aux missions qui lui seront confiées.

Ainsi, une personne titulaire d'un titre ou d'un diplôme immédiatement inférieur à celui requis pour l'exercice de ses fonctions et qui justifie d'une expérience professionnelle salariée exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins trois ans en lien avec les qualifications requises pour le poste peut être recrutée pour le niveau considéré.

¹ Loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et décret n°2011-2034 du 29 décembre 2011.

De même, une personne qui n'est titulaire d'aucun diplôme pourra être recrutée en tant qu'agent contractuel, dès lors qu'elle justifie d'une expérience professionnelle salariée exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée :

- d'au moins deux ans en lien avec les qualifications requises pour un poste de niveau V ;
- d'au moins trois ans en lien avec les qualifications requises pour un poste de niveau IV ;
- d'au moins quatre ans en lien avec les qualifications requises pour un poste de niveau III ;
- d'au moins cinq ans en lien avec les qualifications requises pour un poste de niveau II ;
- d'au moins sept ans en lien avec les qualifications requises pour un poste de niveau I ou de niveau chercheur.

S'agissant des recrutements de CDD « accompagnement de la recherche » il revient aux services des ressources humaines d'apprécier l'expérience professionnelle au regard du poste proposé. Ils peuvent le cas échéant solliciter des experts du métier concerné. S'agissant des recrutements de CDD « pratique de la recherche », les services des ressources humaines se rapprocheront des directeurs adjoints scientifiques des instituts.

b. Modalités d'emploi

Les fonctions : Issues du besoin d'emploi exprimé en amont, les fonctions sont qualifiées dans le contrat en tenant compte des tableaux de fonctions de la présente circulaire (*cf. tableaux infra*) et des référentiels métiers existant dans l'établissement.

Quotité : Les recrutements effectués sur le fondement de l'article 4 2°, article 6 quater, article 6 quinquies, article 6 sexies de la loi du 11 janvier 1984 précitée [Cf. nouveaux articles L.332-2, L.332-6, L.332-7, L.332-22) sont obligatoirement réalisés pour des fonctions devant être effectuées à temps plein. L'exercice des fonctions à temps partiel ne peut être sollicité par un agent contractuel qu'à l'issue d'un an de services à temps complet.

Seuls les contrats conclus sur le fondement de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984 précitée [Cf. nouvel article L.332-3 du code général de la fonction publique] aux fins de pourvoir des besoins permanents à temps incomplet peuvent être réalisés sur des quotités inférieures au temps plein et ce dans la limite de 70% d'un temps plein. Ces recrutements doivent conserver un caractère exceptionnel et être justifiés par le directeur d'unité.

Durée d'emploi : Elle est déterminée par la base légale retenue pour établir le contrat.

Sur le fondement des articles 4 2° et 6 [Cf. nouveaux article L.332-2 et L.332-3 du code général de la fonction publique], la durée du contrat ne peut excéder 3 ans. Il peut être renouvelé dans les conditions prévues à l'article 6 bis de la loi du 11 janvier 1984 [Cf. nouvel article L.332-4 du code général de la fonction publique (*cf. infra*).

Sur le fondement de l'article 6 quater [Cf. nouvel article L.332-6 du code général de la fonction publique], la durée du CDD peut être égale à la durée de l'absence de l'agent fonctionnaire ou contractuel remplacé. Les congés listés à l'article 6 quater étant principalement donnés pour des durées initiales qui peuvent être renouvelés, le recrutement initial de l'agent contractuel est d'une durée limitée à celle du congé considéré. Lorsque le congé de l'agent fonctionnaire ou contractuel est prolongé, le contrat de l'agent contractuel peut être prolongé d'autant.

Sur le fondement de l'article 6 quinquies [Cf. nouvel article L.332-7 du code général de la fonction publique], la durée est d'un an renouvelable dans la limite d'un an si, au terme de la première année, le recrutement d'un fonctionnaire pour pourvoir la vacance de poste s'est avéré infructueux.

Sur le fondement de l'article 6 sexies [Cf. nouvel article L.332-22 du code général de la fonction publique], le recrutement est limité à six mois sur une période de douze mois consécutifs lorsque le recrutement est motivé par un accroissement saisonnier d'activité ou à douze mois sur une période de dix-huit mois consécutifs lorsque le recrutement est motivé par un accroissement temporaire d'activité.

Sur le fondement de l'article 7 bis [Cf. nouvel article L.332-24 du code général de la fonction publique], le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans. La durée du contrat correspond nécessairement à la durée prévisionnelle du projet qui a justifié le recrutement.

Sur le fondement de l'article L.431-2-1 du code de la recherche, la durée du recrutement à durée déterminée ne comporte pas de seuil minimal. La durée du contrat est fixée par les parties dans la limite de 6 ans.

Le recours aux personnels contractuels ne saurait en aucun cas être un moyen de pérenniser l'emploi d'une personne par le jeu de recrutements successifs. Aussi toute demande ayant pour effet de porter la période en CDD au-delà d'une durée de trois années fera l'objet d'un examen attentif en lien avec l'institut concerné.

Dans l'hypothèse où l'agent justifie d'une période d'emploi sur le même poste de travail mais rémunéré par un autre employeur, cette période devra également être prise en considération dans la durée de trois ans.

J'attire votre attention sur le fait qu'en vertu de l'article 6 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 [Cf. nouvel article L.332-4 du code général de la fonction publique], un contrat à durée déterminée pourrait se voir transformer en contrat à durée indéterminée si celui-ci est conclu ou renouvelé en application des articles 4 2° et 6 susmentionnés [Cf. nouveaux articles L.332-2 et L.332-3 du code général de la fonction publique] au-delà d'une durée de six ans. En effet, le CNRS est, dans ce cas, tenu de proposer à l'agent un CDI. De même, lorsqu'un agent dont le contrat est fondé sur l'article 4 2° ou l'article 6 atteint une ancienneté de 6 ans avant l'échéance de son contrat en cours, le CNRS doit lui proposer un avenant de CDIisation.

L'article 6 bis précise que :

- 1) la durée de 6 ans est comptabilisée au titre de l'ensemble des services effectués dans les emplois occupés en application des articles 4 2°, 6, 6 quater, 6 quinquies et 6 sexies [Cf. nouveaux articles L.332-2, L.332-3, L.332-6, L.332-7 et L.332-22 du code général de la fonction publique];
- 2) la durée de services publics effectifs s'apprécie dans des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique ;
- 3) elle doit avoir été accomplie dans sa totalité auprès du même établissement public ;
- 4) pour l'appréciation de cette durée, les services accomplis à temps incomplet et à temps partiel sont assimilés à du temps complet ;
- 5) les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, sous réserve que la durée des interruptions entre deux contrats soit inférieure ou égale à 4 mois.

Pour le calcul de la durée d'interruption entre deux contrats, la période de l'état d'urgence sanitaire déclaré sur le fondement de l'article L.3131-12 du code de la santé publique n'est pas prise en compte.

Les services accomplis sur le fondement de l'article 7 bis [Cf. nouvel article L.332-24 du code général de la fonction publique] ne sont pas pris en compte dans la durée des services effectifs ouvrant droit à CDIisation.

Il convient de souligner que, si à l'initiative du CNRS, un CDD n'était pas renouvelé, aucun autre CDD ne pourrait être engagé pour occuper le même poste de travail. Seul un personnel permanent pourrait reprendre les tâches anciennement dévolues au CDD (par exemple : TA Cergy Pontoise 28 juin 2010 n° 0709150).

2. Les modalités propres à chaque dispositif

a. CDD pour formation à et par la recherche

Le contrat doctoral est utilisé pour les chercheurs en devenir auxquels le CNRS ouvre la possibilité de réaliser des travaux de recherche au sein de ses unités de recherche. Ces travaux doivent les mener à l'obtention d'une thèse.

L'article L.412-2 du code de la recherche et le décret n°2009-464 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche précisent les conditions de recrutement et d'emploi des doctorants.

Les modalités du contrat doctoral sont précisées par la note du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, et de la recherche datée du 29 novembre 2016 portant application des dispositions du décret n°2009-464 du 23 avril 2009.

b. CDD pour pratique de la recherche

Il s'agit des « CDD chercheurs ». Ces contrats sont réalisés pour satisfaire des besoins d'emploi auxquels le CNRS ne peut satisfaire immédiatement par le biais de personnels titulaires.

Ces contrats sont utilisés pour des personnes de toute nationalité venant effectuer, sur la base des dispositions communes à tout recrutement, des activités de recherche au sein des unités du CNRS.

c. CDD en accompagnement de la recherche

Il s'agit des « CDD ingénieurs et techniciens ».

Ces contrats sont réalisés pour satisfaire des besoins d'emploi auxquels le CNRS ne peut satisfaire immédiatement par le biais de ses personnels titulaires.

Il s'agit des recrutements permettant d'assurer la continuité du service ou s'inscrivant dans un projet particulier. Les recrutements sont effectués dans le cadre des dispositions applicables aux agents contractuels de la fonction publique et destinés à faire réaliser des activités correspondant à celles des agents ingénieurs et techniciens de l'établissement.

C. LES RÉMUNÉRATIONS

1. CDD formation à et par la recherche

Les doctorants bénéficient au CNRS d'une rémunération brute forfaitaire mensuelle minimale de 2 135,00 €.

a. CDD pratique de la recherche

➤ *Le principe d'une rémunération préfixée*

La rémunération brute forfaitaire mensuelle est déterminée en application d'un barème tenant compte de la durée de l'expérience acquise dans des fonctions de recherche après l'obtention du doctorat².

² Pour les personnes titulaires d'un titre ou d'un diplôme immédiatement inférieur au doctorat, recrutées au regard de leur expérience professionnelle (*cf. chapitre II supra, section I/A/ diplôme*), seule la fraction d'expérience professionnelle supérieure à trois ans sera prise en compte pour déterminer le montant de leur rémunération (la fraction de trois ans ayant été prise en compte pour la détermination du niveau de recrutement).

Pour les personnes qui ne sont titulaires d'aucun diplôme, recrutées au regard de leur expérience professionnelle (*cf. chapitre II supra, section I/A/ diplôme*), seule la fraction d'expérience professionnelle supérieure à sept ans sera prise en compte pour déterminer le montant de leur rémunération.

Le barème de rémunération, indexé sur la valeur du point d'indice fonction publique et établi par zone de résidence, est publié au bulletin officiel du CNRS. Il est réactualisé en fonction de l'augmentation de la valeur du point.

J'attire votre attention sur le fait que le barème de rémunération permet exclusivement de déterminer le montant de la rémunération de l'agent en contrat à durée déterminée lors de son recrutement et ne constitue pas une « grille » d'évolution qui permettrait à l'agent de bénéficier d'une augmentation automatique de sa rémunération.

Cas particuliers :

- la rémunération des chercheurs ayant une expérience inférieure à 2 ans après l'obtention du doctorat est comprise entre 2648,79 € et 3054,06 €.
- les chercheurs dont l'expérience est inférieure à deux ans lors de leur recrutement et dont la rémunération est inférieure à 3054,06 € bénéficient d'une augmentation automatique de leur rémunération au début de leur troisième année de contrat : celle-ci est automatiquement portée à 3054,06 €.

Les contrats de travail font mention de la rémunération forfaitaire ainsi déterminée.

De même, c'est ce montant brut forfaitaire mensuel exprimé en euros que la délégation gestionnaire a la charge de saisir dans le système d'information (SIRHUS).

Il est précisé que le supplément familial de traitement (SFT), le remboursement des frais de transport auxquels les bénéficiaires ont droit, ainsi que toute autre indemnité applicable aux personnels contractuels du CNRS, sont attribués en sus de la rémunération forfaitaire ainsi identifiée. Pour les agents contractuels percevant une rémunération forfaitaire, le SFT est calculé sur la base d'un indice unique de référence (décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié).

➤ *Par exception un rémunération forfaitaire individualisée*

1. Au niveau local

Le directeur d'unité peut solliciter une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée jusqu'à 15 % auprès du délégué régional. Le directeur d'unité doit alors motiver sa demande au regard de la spécificité des fonctions confiées et/ou au regard de la situation particulière du chercheur.

2. Au niveau national

A titre exceptionnel, il est possible de recourir à une majoration supérieure à 15 %.

Dans ce cas, le délégué régional sur demande motivée du directeur d'unité d'une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée saisit le Président qui décide du montant de la majoration accordée. L'avis du directeur scientifique concerné peut être sollicité.

Le recours à une rémunération forfaitaire individualisée ne se justifie que pour les recrutements de personnes dotées de compétences hautement spécialisées ou sur des emplois de responsabilité. Ainsi, pour les actions s'inscrivant dans la volonté de l'établissement d'être attractif pour les personnels dits de « haut niveau », la rémunération pourra être déterminée en fonction des rémunérations du marché du travail, sur la base notamment des dernières rémunérations des bénéficiaires concernés.

Je vous rappelle que la motivation sollicitée doit permettre à l'établissement de justifier des majorations accordées auprès du Contrôleur général dans le cadre du contrôle a posteriori des actes. En outre, le délégué régional doit être en mesure de pouvoir dénombrer à tout moment les majorations ainsi accordées.

b. CDD en accompagnement de la recherche

➤ *Le principe d'une rémunération préfixée*

La rémunération brute forfaitaire mensuelle est déterminée en application d'un barème tenant compte de la durée de l'expérience acquise dans des fonctions du niveau de celles faisant l'objet du recrutement³.

Le barème de rémunération, indexé sur la valeur du point d'indice fonction publique et établi par zone de résidence, est publié au bulletin officiel du CNRS.

J'attire votre attention sur le fait que le barème de rémunération permet exclusivement de déterminer le montant de la rémunération de l'agent en contrat à durée déterminée lors de son recrutement et ne constitue pas une « grille » d'évolution qui permettrait à l'agent de bénéficier d'une augmentation automatique de sa rémunération.

Les contrats de travail font mention de la rémunération forfaitaire ainsi déterminée.

De même, c'est ce montant brut forfaitaire mensuel exprimé en euros que la délégation gestionnaire a la charge de saisir dans le système d'information (SIRHUS).

Il est précisé que le supplément familial de traitement (SFT), le remboursement des frais de transport auxquels les bénéficiaires ont droit, ainsi que toute autre indemnité applicable aux personnels contractuels du CNRS, sont attribués en sus de la rémunération forfaitaire ainsi identifiée. Pour les agents contractuels percevant une rémunération forfaitaire, le SFT est calculé sur la base d'un indice unique de référence (décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié).

➤ *Par exception une rémunération forfaitaire individualisée*

1. Au niveau local

Le directeur d'unité peut solliciter une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée jusqu'à 15% auprès du délégué régional. Le directeur d'unité doit alors motiver sa demande au regard de la spécificité des fonctions confiées et/ou au regard de la situation particulière de la personne recrutée.

2. Au niveau national

A titre exceptionnel, il est possible de recourir à une majoration supérieure à 15 %.

Dans ce cas, le délégué régional sur demande motivée du directeur d'unité d'une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée saisit le Président- directeur général qui décide du montant de la majoration accordée. L'avis du directeur scientifique concerné peut être sollicité.

Le recours à une rémunération forfaitaire individualisée ne se justifie que pour les recrutements de personnes dotées de compétences hautement spécialisées ou sur des emplois de responsabilité. Ainsi, pour les actions s'inscrivant dans la volonté de l'établissement d'être attractif pour les personnels dits de « haut niveau », la

³ Pour les personnes titulaires du titre ou diplôme du niveau requis, il est tenu compte des années d'expérience acquises dans des fonctions du niveau de celles faisant l'objet du recrutement (notamment la période de préparation de la thèse).

Pour les personnes titulaires d'un titre ou d'un diplôme immédiatement inférieur à celui requis, recrutées au regard de leur expérience professionnelle (cf. *chapitre II/section I/A/ diplôme*), seule la fraction d'expérience professionnelle supérieure à 3 ans sera prise en compte pour déterminer le montant de leur rémunération (la fraction de trois ans ayant été prise en compte pour la détermination du niveau de recrutement).

Pour les personnes qui ne sont titulaires d'aucun diplôme, recrutées au regard de leur expérience professionnelle, seule la fraction d'expérience professionnelle supérieure à la durée déterminée au Chapitre II supra (section I/A/ diplôme) sera prise en compte pour déterminer le montant de leur rémunération.

rémunération pourra être déterminée en fonction des rémunérations du marché du travail, sur la base notamment des dernières rémunérations des bénéficiaires concernés.

Je vous rappelle que la motivation sollicitée doit permettre à l'établissement de justifier des majorations accordées auprès du Contrôleur général dans le cadre du contrôle a posteriori des actes. En outre, le délégué régional doit être en mesure de pouvoir dénombrer à tout moment les majorations ainsi accordées.

c. Cas particulier des recrutements de fonctionnaires

L'accueil de fonctionnaires titulaires, notamment ceux des autres EPST, doit s'effectuer par détachement sur un emploi de titulaire. L'accueil sur contrat doit rester exceptionnel. Les recrutements en contrat à durée déterminée de fonctionnaires titulaires s'inscrivent alors dans le cadre d'un accueil en détachement sur un emploi ne conduisant pas à pension (article 14 – 4° du décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions).

La rémunération mensuelle brute forfaitaire correspond à :

- la rémunération fixée par notre établissement pour les recrutements de doctorants,
- la rémunération déterminée au regard de leur rémunération dans leur corps d'origine pour les recrutements de chercheurs ou IT, tout gain de rémunération doit être justifié au regard des fonctions confiées.

D. LE FINANCEMENT

L'origine du financement de tout recrutement doit être identifiée dans le contrat lui-même et au sein de l'outil de gestion du personnel (SIRHUS).

En effet, l'origine du financement de tout recrutement est une donnée essentielle à conserver à des fins tant comptables que statistiques.

Le financement du recrutement peut être assuré à 100% par le CNRS, à 100% par un partenaire ou cofinancé.

1. Financement 100% par un partenaire

Dans un souci d'attractivité des métiers de la recherche, il est nécessaire qu'un financement ne se limite pas à la prise en charge de la rémunération du recrutement (salaires et charges qui s'y rapportent) mais prévoit également les coûts indirects qui peuvent s'y rattacher.

Certaines conventions sont gérées au niveau national (conventions ARC, AFM, DGA...). Elles sont instruites par le service conseil et expertise juridique de la Direction des ressources humaines et transmises à la délégation Paris Michel-Ange pour la mise en œuvre.

2. Cofinancement

Le financement conjoint de recrutements par un ou plusieurs partenaire(s) et le CNRS concerne, à titre principal, les recrutements de doctorants. Il peut également concerner le recrutement de jeunes chercheurs.

Il convient de faire figurer dans les conventions de cofinancement les modalités de la prise en charge des rémunérations, des charges afférentes, des frais de gestion ainsi qu'éventuellement des coûts indirects des recrutements envisagés. En tout état de cause, c'est le CNRS qui recrute et verse la rémunération à l'agent recruté ; l'organisme partenaire doit donc verser au CNRS le montant de sa participation.

Le cofinancement peut être mis en œuvre avec des administrations, des entreprises ou tout organisme extérieur public ou privé, français ou étranger.

E. LE SUIVI ET LA GESTION DES CDD

Le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat précise les règles applicables au personnel contractuel. Il traite des modalités de recrutement, des congés, de la mobilité, du temps partiel, de la discipline et de la fin de contrat des agents contractuels. Il précise également les attributions des commissions consultatives paritaires qui sont compétentes s'agissant des agents en CDD. Au CNRS, ces commissions ont été instaurées par décisions n°080040DRH et n°080041DRH en date du 22 juillet 2008 modifiées.

Le décret du 17 janvier 1986 s'accompagne de la circulaire du ministère de la fonction publique en date du 20 octobre 2016.

Par ailleurs, il est rappelé que les agents en CDD peuvent postuler aux concours externes mais aussi au concours internes sous réserve qu'ils remplissent les conditions prévues par le décret 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des EPST.

En plus du dispositif réglementaire, une charte bénéficiant aux agents en contrat à durée déterminée a été élaborée et marque l'engagement du CNRS envers les agents en contrat à durée déterminée qu'il emploie. Il s'agit de responsabiliser les recruteurs sur l'intégration de l'agent recruté, son accompagnement tout au long du contrat et la préparation de la fin de contrat. Il s'agit également de rechercher une homogénéité de traitement, d'information, et d'accompagnement quel que soit le lieu de recrutement.

1. L'entretien d'activité

Tout agent en contrat à durée déterminée qui en fait la demande doit bénéficier d'un entretien d'activité avec son responsable hiérarchique ou le directeur de l'unité.

Lors de cet entretien, seront abordés :

- le bilan des activités du CDD dans l'établissement ;
- les objectifs des prochains mois du poste occupé par le CDD ;
- les formations nécessaires au CDD pour accomplir sa mission ;
- la préparation de la fin du CDD.

Les agents en CDD recrutés pour répondre à un besoin permanent et pour une durée supérieure à un an bénéficient d'un entretien systématique avec leur responsable hiérarchique après 6 mois d'activité puis à une fréquence annuelle.

Lors de ces entretiens, outre les actions de formations sur l'enrichissement des compétences, l'accompagnement organisé par le CNRS pour faciliter l'accès à l'emploi est également proposé.

2. Le renouvellement ou le non renouvellement du CDD de l'agent

Il résulte des dispositions de l'article 45 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat que l'employeur a l'obligation de prévenir l'agent recruté en CDD de ses intentions de renouveler ou non le contrat.

Un courrier informant l'agent recruté en CDD du renouvellement ou non de son contrat doit être envoyé par le CNRS au plus tard :

- huit jours avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure à six mois ;
- un mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure ou égale à six mois et inférieure à deux ans ;
- deux mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure ou égale à deux ans ;
- trois mois avant le terme de l'engagement pour le contrat susceptible d'être reconduit pour une durée indéterminée.

- Par ailleurs, la notification de la décision de non-renouvellement doit être précédée d'un entretien lorsque le contrat est susceptible d'être reconduit pour une durée indéterminée ou lorsque la durée du contrat ou de l'ensemble des contrats conclus pour répondre à un besoin permanent est supérieure ou égale à trois ans.
- Lorsqu'il est proposé de renouveler le contrat, l'agent contractuel dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation. En cas de non-réponse dans ce délai, l'intéressé est présumé renoncer à l'emploi.
- S'agissant de l'agent titulaire d'un CDD de projet, les délais dans lesquels il doit recevoir cette information sont les suivants :
 - au plus tard deux mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure ou égale à trois ans ;
 - au plus tard trois mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à trois ans.

L'agent recruté en CDD à compter du 1er janvier 2021 dont le contrat, renouvellement compris, est d'une durée inférieure ou égale à un an et dont la rémunération brute est inférieure ou égale à deux fois le SMIC, bénéficie à la fin de son contrat d'une indemnité de fin de contrat d'un montant brut égal à 10% de la rémunération brute perçue.

En cas de rupture anticipée d'un contrat conclu sur le fondement de l'article 7 bis [Cf. article L.332-24 du code général de la fonction publique] au motif que le projet ou l'opération ne peut pas se réaliser ou que le résultat du projet ou de l'opération a été atteint, avant l'échéance prévue du contrat, l'agent perçoit une indemnité de rupture anticipée d'un montant brut égal à 10% de la rémunération brute totale perçue à la date de l'interruption anticipée du contrat.

3. La réévaluation de la rémunération

Conformément à l'article 1-3 du décret du 17 janvier 1986 précité, la rémunération des agents recrutés en contrat à durée déterminée sur le fondement des articles 4 ou 6 de la loi n°84-16 [Cf. nouveaux articles L.332-2 et L.332-3 du code général de la fonction publique] et de l'article L.431-2-1 du code de la recherche fait l'objet d'une réévaluation lorsqu'ils ont acquis une ancienneté de trois ans en continu sur des contrats CNRS.

S'agissant des CDD de projet, la réévaluation de la rémunération peut intervenir en cours de contrat au vu des résultats de l'entretien professionnel sans attendre que l'agent ait acquis une ancienneté de trois ans.

La réévaluation est effectuée notamment au vu des résultats professionnels tels qu'ils ont été mis en avant lors de l'entretien professionnel ou de l'éventuelle évolution des fonctions.

La réévaluation de la rémunération ne conduit pas nécessairement à une augmentation de la rémunération versée à l'agent. Lorsque la réévaluation donne lieu à une augmentation de la rémunération, elle prend la forme d'un pourcentage appliqué à la rémunération servie à l'agent. Ce pourcentage ne peut excéder les valeurs suivantes :

- 4,0% pour les travaux scientifiques ;
- 3,9% pour les travaux techniques hautement spécialisés (niveau 1) ;
- 3,6% pour les travaux d'études et de conception (niveau 2) ;
- 3,2% pour les travaux d'études techniques (niveau 3) ;
- 1,5% pour les travaux de réalisation (niveau 4) ;
- 0,6% pour les travaux d'exécution (niveau 5).

La décision faisant suite à cette réévaluation est prise par le délégué régional sur proposition du directeur d'unité.

II. RECRUTEMENT ET GESTION DES AGENTS EN CDI

A. LE CADRE DU RECRUTEMENT

1. Dispositifs de droit commun

Conformément aux dispositions de l'article 6 bis de la loi n°84-16 [Cf. nouvel article L.332-4 du code général de la fonction publique], le recrutement d'un agent contractuel en CDI peut être réalisé sur la base des fondements suivants :

- l'article 4 2° [Cf. nouvel article L.332-2 du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement de personnels contractuels du niveau des catégories A, B, et C pour pourvoir des emplois permanents lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient, notamment :
 - a) Lorsqu'il s'agit de fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles ;
 - b) Lorsque l'autorité de recrutement n'est pas en mesure de pourvoir l'emploi par un fonctionnaire présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions.
- l'article 6 [Cf. nouvel article L.332-3 du code général de la fonction publique] qui permet le recrutement pour des besoins permanents impliquant un service à temps incomplet dans la limite de 70 % d'un service à temps complet,

Tout recrutement d'un agent en contrat à durée indéterminée sur l'un des fondements précités doit faire l'objet d'une décision de la direction générale de l'établissement.

2. Dispositifs spécifiques au code de la recherche

En application du code de la recherche, le recrutement d'un agent contractuel en CDI peut être réalisé sur la base des fondements suivants:

- l'article L.431-2-1 du code de la recherche qui permet le recrutement d'un agent contractuel sur une durée indéterminée pour occuper des fonctions techniques ou administratives correspondant à des emplois des catégories A, B, C ou pour assurer des fonctions de recherche. Tout recrutement d'un agent en contrat à durée indéterminée sur ce fondement doit faire l'objet d'une décision de la direction générale de l'établissement.
- l'article L.431-6 du code de la recherche qui permet de recruter un agent sur un CDI dit de mission scientifique pour occuper un emploi non permanent dans le cadre d'un projet ou d'une opération de recherche financé majoritairement sur ressources propres dont la durée prévisionnelle est supérieure à 6 ans.

Il permet ainsi de recruter un personnel spécifiquement pour l'accomplissement du projet ou de l'opération de recherche et de faire coïncider la durée du contrat avec celle du projet de recherche ou de l'opération de recherche.

Ce type de contrat peut être conclu sur des fonctions de recherche ou des fonctions d'ingénieurs/techniciens quelle que soit la catégorie hiérarchique.

Les catégories de projet ou d'opération de recherche au titre desquelles un contrat de mission scientifique peut être envisagé sont fixées par décision du Président-directeur général du CNRS (Cf annexe).

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée et il prend fin avec la réalisation du projet ou de l'opération de recherche.

Le contrat peut être rompu de manière anticipée après la première année :

- lorsque le projet ou l'opération pour lequel ce contrat a été conclu ne peut pas se réaliser,
- du fait de l'achèvement anticipé du projet ou de l'opération au regard de sa durée prévisible.

Cette rupture anticipée ouvre droit au versement d'une indemnité de rupture anticipée. Le montant de celle-ci est égal :

- soit à 10 % de la rémunération brute totale perçue à la date d'interruption du contrat, dans la limite de 100 % de la rémunération brute annuelle prévue par le contrat au moment de la rupture,
- soit au montant prévu par l'article 54 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié, si ce mode de calcul est plus favorable à l'agent.

Quel que soit le fondement sur lequel repose le contrat, les agents contractuels recrutés par le CNRS en CDI sont régis par les dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié qui fixe les dispositions applicables à tous les agents contractuels des établissements publics de l'Etat à l'exception de certaines dispositions s'agissant des agents disposant d'un CDI de mission scientifique en application du décret n° 2021-1449 du 4 novembre 2021 relatif au contrat de mission scientifique prévu par l'article L. 431-6 du code de la recherche.

B. LA RÉMUNÉRATION

1. CDI sur le fondement de l'article 4 2°, de l'article 6 de la loi n° 84-16 et de l'article 431-2-1 du code de la recherche

La rémunération d'un agent recruté en CDI sur l'un de ces fondements n'est pas déterminée en tenant compte du barème de rémunération applicable aux agents contractuels du CNRS.

Cette dernière est déterminée à l'occasion de la saisine de la direction générale portant sur le recrutement de l'agent sur proposition motivée du directeur d'unité en tenant compte du niveau de diplôme, de l'expérience acquise, du niveau de responsabilité du poste à pourvoir, des moyennes observées sur le marché du travail dans le secteur, d'éventuels référentiels à caractère ministériel ou interministériel, de la rémunération des fonctionnaires présentant un niveau comparable de qualification, d'expérience et de responsabilité et éventuellement du niveau de rémunération précédemment perçu par le candidat.

2. CDI de mission scientifique

Par principe, la rémunération d'un agent recruté en CDI de mission scientifique est quant à elle déterminée en tenant compte du barème de rémunération des agents contractuels du CNRS compte tenu de la durée de l'expérience acquise dans des fonctions du niveau de celles faisant l'objet du recrutement.

Il est précisé que le supplément familial de traitement (SFT), le remboursement des frais de transport auxquels les bénéficiaires ont droit, ainsi que toute autre indemnité applicable aux personnels contractuels du CNRS, sont attribués en sus de la rémunération forfaitaire ainsi identifiée. Pour les agents contractuels percevant une rémunération forfaitaire, le SFT est calculé sur la base d'un indice unique de référence (décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié).

Par exception, le directeur d'unité peut solliciter une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée jusqu'à 15% auprès du délégué régional. Le directeur d'unité doit alors motiver sa demande au regard de la spécificité des fonctions confiées et/ou au regard de la situation particulière de la personne recrutée.

A titre exceptionnel, il est possible de recourir à une majoration supérieure à 15 %.

Dans ce cas, le délégué régional sur demande motivée du directeur d'unité d'une majoration de la rémunération forfaitaire préfixée saisit le Président-directeur général qui décide du montant de la majoration accordée. L'avis du directeur scientifique concerné peut être sollicité.

Le recours à une rémunération forfaitaire individualisée ne se justifie que pour les recrutements de personnes dotées de compétences hautement spécialisées ou sur des emplois de responsabilité. Ainsi, pour les actions s'inscrivant dans la volonté de l'établissement d'être attractif pour les personnels dits de « haut niveau », la rémunération pourra être déterminée en fonction des rémunérations du marché du travail, sur la base notamment des dernières rémunérations des bénéficiaires concernés.

Je vous rappelle que la motivation sollicitée doit permettre à l'établissement de justifier des majorations accordées auprès du Contrôleur général dans le cadre du contrôle a posteriori des actes. En outre, le délégué régional doit être en mesure de pouvoir dénombrer à tout moment les majorations ainsi accordées.

C. LE SUIVI DE L'ACTIVITÉ DES AGENTS EN CDI

1. L'évaluation des CDI chercheurs

Les CDI chercheurs doivent présenter un rapport d'activité en vue de leur évaluation par leur(s) sections du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS). Cette évaluation est effectuée selon la même périodicité que les chercheurs titulaires.

2. L'entretien d'activité des CDI ingénieurs et techniciens

Les agents en CDI font l'objet d'une évaluation en application des dispositions de l'article 1-4 V du décret du 17 janvier 1986 précité. Cette évaluation donne lieu, suite à un entretien avec le supérieur hiérarchique direct, à l'établissement d'un dossier annuel d'activité comparable à celui des fonctionnaires.

Ce dossier est communiqué à l'agent qui, le cas échéant, le complète par ses observations sur la conduite de l'entretien, sur ses perspectives de mobilité et sur ses besoins de formation. Il est signé par l'agent et versé à son dossier.

3. La réévaluation de la rémunération

La rémunération des agents en contrat à durée indéterminée fait l'objet d'une réévaluation tous les trois ans. La réévaluation est effectuée au vu notamment :

- des résultats des entretiens professionnels et de l'éventuelle évolution des fonctions pour les IT ;
- de l'évaluation effectuée par le comité national pour les chercheurs.

La réévaluation de la rémunération ne conduit pas nécessairement à une augmentation de la rémunération versée à l'agent. Lorsque la réévaluation donne lieu à une augmentation de la rémunération, elle prend la forme d'un pourcentage appliqué à la rémunération servie à l'agent. Ce pourcentage ne peut excéder les valeurs suivantes :

- 8,3% pour les travaux scientifiques ;
- 7,3% pour les travaux techniques hautement spécialisés (niveau 1) ;
- 7,1% pour les travaux d'études et de conception (niveau 2) ;
- 6,0% pour les travaux d'études techniques (niveau 3) ;
- 3,9% pour les travaux de réalisation (niveau 4) ;
- 1,3% pour les travaux d'exécution (niveau 5).

La décision faisant suite à cette réévaluation est prise par le délégué régional sur proposition du directeur d'unité.

Cas particulier : les agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée au titre de l'ex-INIST Diffusion sont maintenus dans la grille spécifique qui leur est actuellement applicable et sont soumis au régime de réévaluation de la rémunération sus-décrit une fois qu'ils ont atteint le sommet de leur grille.

4. La mobilité du CDI

a. Mobilité interne

La mobilité interne des CDI chercheurs s'organise selon les mêmes modalités que pour les chercheurs titulaires. Ils peuvent postuler aux concours externes du CNRS.

Les agents en CDI, ingénieurs et techniciens, du CNRS peuvent postuler aux emplois offerts dans le cadre des campagnes NOEMI et FSEP de même niveau. Ils peuvent postuler aux concours externes du CNRS et aux concours internes s'ils remplissent les conditions pour s'y porter candidat.

b. L'accueil en CDI

Les agents titulaires d'un CDI dans des administrations de l'Etat, des autorités administratives indépendantes ou des établissements publics de l'Etat qui seraient recrutés au CNRS conservent leur CDI en application de l'article 6 ter de la loi du 11 janvier 1984 précitée [Cf. nouvel article L.332-5 du code général de la fonction publique].

Depuis le 8 août 2019, il en est de même pour les agents titulaires d'un CDI dans des communes, des départements, des régions ou des établissements publics en relevant et dans l'un des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

c. Mobilité externe

➤ *La mise à disposition*

L'agent employé pour une durée indéterminée, à l'exception de l'agent recruté sur un CDI de mission, peut faire l'objet d'une mise à disposition dans les conditions prévues par l'article 33 - 1 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions applicables aux agents contractuels de l'Etat. Cette mise à disposition ne peut intervenir qu'avec l'accord de l'agent.

Elle fait l'objet d'une convention conclue entre l'administration d'origine et l'administration d'accueil qui s'inspire de celle en vigueur pour la mise à disposition des fonctionnaires dans les conditions du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985.

Dans cette situation, l'agent demeure régi par les dispositions du décret du 17 janvier 1986 précité

➤ *Le congé de mobilité*

L'agent en CDI peut solliciter sous réserve des nécessités de service un congé de mobilité.

Il est accordé dans les conditions prévues à l'article 33-2 du décret du 17 janvier 1986 précité.

➤ *L'accueil en délégation des CDI de mission scientifique*

Pendant son contrat, l'agent bénéficiant d'un CDI de mission scientifique peut être accueilli en délégation, avec son accord, en France ou à l'étranger, auprès notamment d'un établissement d'enseignement supérieur, d'un organisme de recherche ou d'une entreprise pendant une durée maximale de trois ans renouvelable une fois pour poursuivre ses activités dans le cadre du projet ou de l'opération de recherche pour lequel il a été recruté.

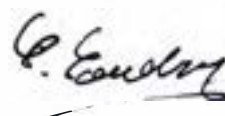
5. Le suivi des contrats CDI de missions

Chaque année, le Président-directeur général de l'établissement présente au comité social d'administration de l'établissement et, pour les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, à la commission de la recherche du conseil académique ou à l'instance en tenant lieu, un bilan de la mise en œuvre des contrats relevant du présent décret.

L'information porte notamment sur les mesures prises en matière d'accompagnement et de reclassement des agents à l'issue de leur contrat.

Fait à Paris, le 14 mars 2022

Le directeur général délégué aux ressources
Christophe Coudroy



ANNEXES

Extrait de la loi n° 83- 634 du 13 juillet 1983 modifiée Extrait de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée
 Décision n° DEC221104DRHfixant les catégories de projets et d'opérations de recherche pouvant bénéficier
 d'un CDI de mission scientifique

LOI N° 83-634 DU 13 JUILLET 1983 PORTANT DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES EXTRAIT

Article 3 [Cf. nouvel article L.311-1 du code général de la fonction publique]- Sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents de l'Etat, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont, à l'exception de ceux réservés aux magistrats de l'ordre judiciaire et aux fonctionnaires des assemblées parlementaires, occupés soit par des fonctionnaires régis par le présent titre, soit par des fonctionnaires des assemblées parlementaires, des magistrats de l'ordre judiciaire ou des militaires dans les conditions prévues par leur statut.

Article 5 [Cf. nouvel article L.321-1 du code général de la fonction publique] - Sous réserve des dispositions de l'article 5 bis Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire : 1° S'il ne possède la nationalité française ;

2° S'il ne jouit de ses droits civiques ;

3° Le cas échéant, si les mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions ;

4° S'il ne se trouve en position régulière au regard du code du service national ;

5° S'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Article 5 bis [Cf. nouveaux articles L.321-2 et L.321-3 du code général de la fonction publique] - Les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France ont accès, dans les conditions prévues au statut général, aux corps, cadres d'emplois et emplois. Toutefois, ils n'ont pas accès aux emplois dont les attributions soit ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté, soit comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'Etat ou des autres collectivités publiques. Ils ne peuvent avoir la qualité de fonctionnaires :

1° S'ils ne jouissent de leurs droits civiques dans l'Etat dont ils sont ressortissants ; 2° S'ils ont subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions ;

3° S'ils ne se trouvent en position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants ;

4° S'ils ne remplissent les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Les statuts particuliers précisent, en tant que de besoin, les conditions dans lesquelles les fonctionnaires ne possédant pas la nationalité française peuvent être nommés dans les organes consultatifs dont les avis ou les propositions s'imposent à l'autorité investie du pouvoir de décision.

Les fonctionnaires qui bénéficient des dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas se voir conférer de fonctions comportant l'exercice d'attributions autres que celles qui sont mentionnées au premier alinéa.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

LOI N° 84-16 DU 11 JANVIER 1984 PORTANT DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT EXTRAIT

Article 3 [Cf. nouvel article L.342-1 du code général de la fonction publique] - Les emplois permanents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat énumérés ci-après ne sont pas soumis à la règle énoncée à l'article 3 du titre Ier du statut général :

1° Les emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la décision du Gouvernement, en application de l'article 25 du présent titre ;

1° bis Les emplois de direction de l'Etat. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent 1° bis, notamment la liste des emplois concernés, les modalités de sélection permettant de garantir l'égal accès aux emplois publics ainsi que les conditions d'emploi et de rémunération des personnes recrutées en application du présent 1° bis. Les agents contractuels nommés à ces emplois suivent une formation les préparant à leurs nouvelles fonctions, notamment en matière de déontologie ainsi que d'organisation et de fonctionnement des services publics. L'accès d'agents contractuels à ces emplois n'entraîne pas leur titularisation dans un corps de l'administration ou du service ni, au terme du contrat, qui doit être conclu pour une durée déterminée, la reconduction de ce dernier en contrat à durée indéterminée ;

2° Les emplois des établissements publics de l'Etat, sous réserve des dispositions du code de la recherche pour les agents publics qui y sont soumis ; [...]

Article 4 [Cf. nouvel article L.332-2 du code général de la fonction publique] - Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 du titre Ier du statut général, des agents contractuels peuvent être recrutés dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ; 2° Lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient, notamment :

- a) Lorsqu'il s'agit de fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles ;
- b) Lorsque l'autorité de recrutement n'est pas en mesure de pourvoir l'emploi par un fonctionnaire présentant l'expertise ou l'expérience professionnelle adaptée aux missions à accomplir à l'issue du délai prévu par la procédure mentionnée à l'article 61 ;

3° Lorsque l'emploi ne nécessite pas une formation statutaire donnant lieu à titularisation dans un corps de fonctionnaires

Article 6 [Cf. nouvel article L.332-3 du code général de la fonction publique] - Les fonctions qui, correspondant à un besoin permanent, impliquent un service à temps incomplet d'une durée n'excédant pas 70 % d'un service à temps complet, sont assurées par des agents contractuels.

Article 6 bis [Cf. nouvel article L.332-4 du code général de la fonction publique] - Les contrats conclus en application du 2° de l'article 3 et des articles 4 et 6 peuvent l'être pour une durée indéterminée.

Lorsque ces contrats sont conclus pour une durée déterminée, cette durée est au maximum de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Tout contrat conclu ou renouvelé en application du 2° de l'article 3 et des articles 4 et 6 avec un agent qui justifie d'une durée de services publics de six ans dans des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique est conclu, par une décision expresse, pour une durée indéterminée.

La durée de six ans mentionnée au troisième alinéa du présent article est comptabilisée au titre de l'ensemble des services effectués dans des emplois occupés en application du 2° de l'article 3 et des articles 4, 6, 6 quater, 6 quinquies et 6 sexies. Elle doit avoir été accomplie dans sa totalité auprès du même département ministériel, de la même autorité publique ou du même établissement public. Pour l'appréciation de cette durée, les services accomplis à temps incomplet et à temps partiel sont assimilés à du temps complet.

Les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, sous réserve que la durée des interruptions entre deux contrats n'excède pas quatre mois. Pour le calcul de la durée d'interruption entre deux contrats, la période de l'état d'urgence sanitaire déclaré sur le fondement de l'article L. 3131-12 du code de la santé publique n'est pas prise en compte.

Lorsqu'un agent atteint l'ancienneté mentionnée au troisième alinéa du présent article avant l'échéance de son contrat en cours, celui-ci est réputé être conclu à durée indéterminée. L'autorité d'emploi lui adresse une proposition d'avenant confirmant la nouvelle nature du contrat. En cas de refus par l'agent de l'avenant proposé, l'agent est maintenu en fonctions jusqu'au terme du contrat à durée déterminée en cours.

Article 6 ter [Cf. nouvel article L.332-5 du code général de la fonction publique] - Lorsque l'Etat ou un établissement public à caractère administratif propose un nouveau contrat sur le fondement des articles 4 ou 6 à un agent contractuel lié par un contrat à durée indéterminée à l'une des personnes morales mentionnées à l'article 2 de la présente loi, à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ou à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière pour exercer des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique, le contrat peut être conclu pour une durée indéterminée.

Article 6 quater [Cf. nouvel article L.332-6 du code général de la fonction publique] - Les remplacements de fonctionnaires occupant les emplois permanents de l'Etat et de ses établissements publics mentionnés à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, dans la mesure où ils correspondent à un besoin prévisible et constant, doivent être assurés en faisant appel à d'autres fonctionnaires.

Des agents contractuels peuvent être recrutés pour assurer le remplacement momentané de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental, d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale, de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux, de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de l'Etat.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée. Il est renouvelable par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer.

Article 6 quinquies [Cf. nouvel article L.332-7 du code général de la fonction publique] - Pour les besoins de continuité du service, des agents contractuels peuvent être recrutés pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 61 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 6 sexies [Cf. nouvel article L.332-22 du code général de la fonction publique] - Des agents contractuels peuvent être recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité lorsque cette charge ne peut être assurée par des fonctionnaires.

La durée maximale des contrats ainsi conclus et leurs conditions de renouvellement sont fixées par le décret prévu à l'article 7.

Article 6 septies [Cf. nouveaux articles L.445-5 et L.445-6 du code général de la fonction publique] -

Lorsque, du fait d'un transfert d'autorité ou de compétences entre deux départements ministériels ou autorités publiques, un agent est transféré sous l'autorité d'une autorité ou d'un ministre autre que celle ou celui qui l'a recruté par contrat, le département ministériel ou l'autorité publique d'accueil lui propose un contrat reprenant, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les clauses substantielles du contrat dont il est titulaire. S'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée, seul un contrat de même nature peut lui être proposé.

Les services accomplis au sein du département ministériel ou de l'autorité publique d'origine sont assimilés à des services accomplis auprès du département ministériel ou de l'autorité publique d'accueil.

En cas de refus de l'agent d'accepter le contrat proposé, le département ministériel ou l'autorité publique d'accueil peut prononcer son licenciement.

Article 7 [Cf. nouvel article L.332-28 du code général de la fonction publique] - Le décret qui fixe les dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat recrutés dans les conditions définies aux articles 4, 6, 6 quater, 6 quinquies et 6 sexies de la présente loi est pris en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de la fonction publique. Il comprend notamment, compte tenu de la spécificité des conditions d'emploi

des agents contractuels, des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires, sauf en ce qui concerne les régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse.

Article 7 bis [Cf. nouveaux articles L.332-24 et suivants du code général de la fonction publique] - Les administrations de l'Etat et les établissements publics de l'Etat autres que ceux à caractère industriel et commercial peuvent, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans.

Le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance fixé par décret en Conseil d'Etat. Toutefois, après l'expiration d'un délai d'un an, il peut être rompu par décision de l'employeur lorsque le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement.

Les modalités d'application du présent article, notamment les modalités de mise en œuvre d'une indemnité de rupture anticipée du contrat, sont prévues par décret en Conseil d'Etat.

DEC221104DRH

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Vu** le code de la recherche, notamment son article L. 431-6 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1993 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;
Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;
Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;
Vu le décret n° 2021-1449 du 4 novembre 2021 relatif au contrat de mission scientifique prévu par l'article L. 431-6 du code de la recherche, notamment son article 1^{er} ;
Vu l'avis du conseil scientifique en date du 27 janvier 2022 ;

DECIDE

Article unique

Les catégories de projet ou d'opération de recherche pouvant bénéficier du contrat de mission scientifique prévu par l'article L. 431-6 du code de la recherche sont les suivantes :

- Projet ou opération de recherche ou de développement sélectionné dans le cadre d'appels à projets régionaux, nationaux, européens et internationaux ;
- Projet ou opération de recherche ou de développement retenu dans le cadre des grands programmes d'investissement de l'État tels que les infrastructures de recherche ou les programmes de la mission « investissements d'avenir » et ceux qui en prendront la suite ;
- Projet ou opération de recherche, s'inscrivant dans le cadre du contrat d'objectifs de l'établissement ou bénéficiant d'une convention de subvention signée avec l'État ;
- Projet ou opération d'étude ou d'expertise mené en collaboration avec des entreprises de recherche et développement ou des bailleurs de fonds publics ou privés.

Fait à Paris, le **14 MARS 2022**

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221122DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie Mora-Chevais aux fonctions de directrice de la communication par intérim (DIRCOM)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050213DAJ du 21 décembre 2005 modifiée portant création de la direction de la communication,

DECIDE :

Article 1^{er}. - Il est mis fin aux fonctions de directrice de la communication de Mme Sophie Chevallon, à compter du 14 avril 2022.

A compter de cette même date, Mme Marie Mora-Chevais est nommée aux fonctions de directrice de la communication par intérim.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221407DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie-Pauline Gacoin aux fonctions de directrice de cabinet du président du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} mai 2022, Mme Marie-Pauline Gacoin est nommée directrice de cabinet du président du CNRS, en remplacement de Mme Marie-Hélène Beauvais, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 26 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221241DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Christine Brunel aux fonctions de chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Article 1^{er}. – Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Normandie exercées par Mme Christine Brunel, à compter du 7 avril 2022.

A compter de cette même date, Mme Christine Brunel est nommée aux fonctions de chargée de mission à temps plein auprès du directeur général délégué aux ressources pour l'appui à la mission pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR) dans le cadre du projet d'évolution des délégations régionales du CNRS.

Article 2. – La décision DEC220987DAJ du 23 février 2022 portant nomination de Mme Christine Brunel aux fonctions de chargée de mission est abrogée à compter du 7 avril 2022.

Article 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 6 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC214091DR01

Décision portant nomination de M. Houy KUOY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8243 intitulée « Institut de Recherche en Informatique Fondamentale ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR8243 intitulée « Institut de Recherche en Informatique Fondamentale » et nommant M. Frédéric MAGNIEZ directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 8243 en date du 18/12/2019 ;

Considérant que M. Houy KUOY a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS - campus d'Ivry-sur-Seine du 18 au 20 mai, puis du 15 au 17 juin 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Houy KUOY, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8243 intitulée « Institut de Recherche en Informatique Fondamentale », à compter du 19 décembre 2019.


M. Houy KUOY exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Houy KUOY, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

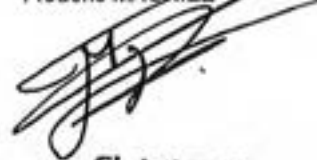
Article 2 : la présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 janvier 2022

Visa de la déléguée régionale du CNRS IdF Villejuif
Marie-Hélène PAPILLON

Pour la Déléguée régionale
et par délégation, l'adjoint à la Déléguée régionale

Frédéric VALES

Le directeur de l'unité
Frédéric MAGNIEZ



Christine Clerici

Visa de la présidente de l'Université de Paris
Christine CLERICI


Université de Paris

DEC214089DR01

Décision portant nomination de M. Emmanuel GIRAUDET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8041 intitulée « Centre de recherche sur le monde iranien : Langues, cultures, et sociétés de l'Antiquité à nos jours ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC191238DGDS portant création et de l'unité mixte n° UMR8041 intitulée « Centre de recherche sur le monde iranien : Langues, cultures, et sociétés de l'Antiquité à nos jours » et nommant Mme Maria SZUPPE en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 8041¹ en date du 08/06/2020 ;

Considérant que M. Emmanuel GIRAUDET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS - campus d'Ivry-sur-Seine - le 17 juin 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Emmanuel GIRAUDET, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8041 intitulée « Centre de recherche sur le monde iranien : Langues, cultures, et sociétés de l'Antiquité à nos jours », à compter du 18 juin 2021.

M. Emmanuel GIRAUDET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Emmanuel GIRAUDET, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif le 08/07/2021

Pour la Déléguée régionale

et par délégation, l'adjoint à la Déléguée régionale

Visa de la déléguée régionale du CNRS,
Marie-Hélène PAPILLON

Visa du président de l'École Pratique des Hautes Études,
Jean-Michel VERDIÈRE

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

Le directrice de l'unité
Maria SZUPPE

Visa du président de l'Institut national des langues et civilisations orientales, Jean-François HUCHET

Visa du président de l'Université Sorbonne Nouvelle,
Jamil Jean-Marc DAKHLIA



DEC221408DR01

Décision portant nomination de Mme Miryam Morand aux fonctions de responsable du service communication de la délégation régionale Île-de-France Villejuif

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220185DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Miryam Morand, ingénieure d'études, est nommée, à compter du 1^{er} avril 2022, responsable du service communication de la délégation régionale Île-de-France Villejuif.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC213714DR01

Décision portant nomination de Mme Christine BRIATTE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7050 intitulée « Centre de Recherches Internationales »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant renouvellement de l'UMR7050 intitulée « Centre de Recherches Internationales » et nommant M. Alain Dieckhoff, directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 11/10/2021 ;

Considérant que Mme Christine BRIATTE a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation à la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 18 au 20 octobre 2021, puis du 15 au 17 novembre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Christine BRIATTE, Ingénieure d'études, employée par la Fondation Nationale des Sciences Politiques, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7050 intitulée Centre de Recherches Internationales, à compter du 12/10/2021.

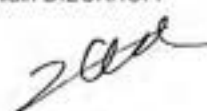
Mme Christine BRIATTE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Christine BRIATTE est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

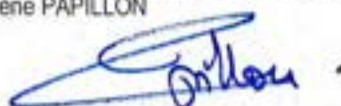
Article 2 : la présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 3 janvier 2022

Le Directeur de l'unité,
Alain DIECKHOFF



Visa de la Déléguée régionale du CNRS Ile-de-France Villejuif,
Marie-Hélène PAPILLON



Visa du Directeur de Sciences Po.,
Mathias VICHERAT

P/O G PLANTIN



DEC221498DR01

Décision portant nomination de Mme Carole Léon aux fonctions de responsable par intérim du pôle formation du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220185DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Mme Carole Léon, ingénieure de recherche, est nommée, à compter du 1^{er} mai 2022, responsable par intérim du pôle formation du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM) en remplacement de Mme Catherine Cribiu, ingénieure de recherche.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 19 avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221320DR01

Décision portant nomination de M. Vincent Robert aux fonctions de responsable adjoint du pôle des systèmes d'information du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220185DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – M. Vincent Robert, ingénieur d'études de classe normale, est nommé, à compter du 1^{er} avril 2022, responsable adjoint du pôle des systèmes d'information du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM).

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 30 mars 2022

Pour le président-directeur général et par délégation,

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC220882DR01

Décision portant nomination de M. Laurent Hadj Rabah aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité MOY100 intitulée Délégation Ile-de-France Villejuif

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif

Vu l'avis du conseil de l'unité¹ en date du 7 juillet 2021 ;

Considérant que M. Laurent Hadj Rabah a suivi la formation initiale d'assistant de prévention et a déjà exercé les fonctions d'assistant de prévention depuis le 1^{er} juin 2002 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Laurent Hadj Rabah, Assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité du CNRS MOY100 – Délégation Ile-de-France Villejuif à compter du 8 juillet 2021.

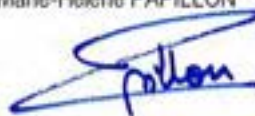
M. Laurent Hadj Rabah exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Laurent Hadj Rabah, est placé sous l'autorité de la déléguée régionale.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **28 AVR. 2022**

La déléguée régionale
de la circonscription Ile-de-France Villejuif
Marie-Hélène PAPILLON



¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC220879DR01

Décision portant nomination de Mme Nathalie Olivier aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité MOY100 intitulée Délégation Ile-de-France Villejuif

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif

Vu l'avis du conseil de l'unité¹ en date du 7 juillet 2021 ;

Considérant que Mme Nathalie Olivier a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par les délégations CNRS d'Ile-de-France en 2000 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Nathalie Olivier, Ingénieure d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité du CNRS MOY100 – Délégation Ile-de-France Villejuif à compter du 8 juillet 2021.

Mme Nathalie Olivier exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Nathalie Olivier, est placée sous l'autorité de la déléguée régionale.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 18 février 2022

La déléguée régionale CNRS Ile-de-France Villejuif

Marie-Hélène PAPILLON
Pour la Déléguée régionale
et par délégation

Frédérique VALES

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)



DEC214084DR01

Décision portant nomination de M. Ronan OGER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7164 intitulée « Astroparticule et Cosmologie ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS portant création et renouvellement de l'unité mixte n° UMR7164 intitulée « Astroparticule et Cosmologie » et nommant M. Antoine KOUCHNER en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 7164¹ en date du 08/02/2021 ;

Considérant que M. Ronan OGER a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à la délégation Ile-de-France Meudon du CNRS le 11 février 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Ronan OGER, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7164 intitulée « Astroparticule et Cosmologie », à compter du 12 février 2021.

M. Ronan OGER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Ronan OGER, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif le 08/07/2021

Pour la Déléguée régionale
et par délégation, l'adjoint à la Déléguée régionale

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Marie-Hélène PAPILLON

Le directeur de l'unité
Antoine KOUCHNER

(Signature)

Visa de la présidente de l'Université Paris
Christine SLERICI Présidente

(Signature)
Université de Paris

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC201898DR02

Décision portant nomination de Mme Isabelle Prieto aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8167 intitulée Orient et Méditerranée et nommant M. Pierre Tallet en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8167 en date du 06/10/2020 ;

Considérant que Mme Isabelle Prieto a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 19/09/2012 au 21/09/2012 et du 17/10/2012 au 19/10/2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Isabelle Prieto, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée à compter du 01/01/2019.

Mme Isabelle Prieto exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Isabelle Prieto est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/11/2020

Le directeur de l'unité
Pierre Tallet

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa de l'administrateur du Collège de France
Thomas Römer

Visa du doyen de la Faculté des Lettres
Alain Tallon



DEC212595DR02

Décision portant nomination de M. Erwann Caillieux aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8197 intitulée Institut de biologie de l'Ecole Normale Supérieure (IBENS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8197 intitulée Institut de biologie de l'Ecole Normale Supérieure et nommant M. Pierre Paoletti en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8197 en date du 26/03/2019 ;

Considérant que M. Erwann Caillieux a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 18/05/2021 au 20/05/2021 et du 15/06/2021 au 17/06/2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Erwann Caillieux, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8197 intitulée Institut de biologie de l'Ecole Normale Supérieure à compter du 18/06/2021.

M. Erwann Caillieux exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Erwann Caillieux est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22/07/2021

Le directeur de l'unité
Pierre Paoletti

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa de la déléguée régionale Paris 6/Paris 12 de l'Inserm
Camille Chaudonneret

Visa du directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard

DEC212594DR02

Décision portant nomination de M. Thomas Bottini aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IReMus)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IReMus) et nommant M. Gilles Demonet, en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 03/04/2019 ;

Considérant que M. Thomas Bottini a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 18/05/2021 au 20/05/2021 et du 15/06/2021 au 17/06/2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Thomas Bottini, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IReMus) à compter du 18/06/2021.

M. Thomas Bottini exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Thomas Bottini est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22/07/2021

Le directeur de l'unité
Gilles Demonet

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Doyen de la Faculté des Lettres
Alain Tallon





DEC213911DR02

Décision portant nomination de Mme Mélanie Fourmon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8560 intitulée Centre Alexandre Koyre / Histoire des sciences et des techniques (CAK)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant Mme Anne Rasmussen directrice de l'unité UMR8560 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 05/07/2021 ;

Considérant que Mme Mélanie Fourmon a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 18/10/2021 au 20/10/2021 et du 15/11/2021 au 17/11/2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Mélanie Fourmon, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8560 intitulée Centre Alexandre Koyre / Histoire des sciences et des techniques (CAK) à compter du 18/11/2021.

Mme Mélanie Fourmon exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Mélanie Fourmon est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/01/2022

La directrice de l'unité
Anne Rasmussen

Anne RASMUSSEN
Directrice du Centre Alexandre-Koyré
UMR 8560 CNRS-EHESS-MNHN
Campus Condorcet - EHESS
2, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex

Visa du président de l'EHESS
Christophe Pichasson

Visa de la délégation régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debiasson

Véronique DEBISSCHOP



DEC212596DR02

Décision portant nomination de Mme Georgette Milard aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (GEMASS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne ;

Vu la décision n° DEC191155INSHS du 16/07/2019 nommant M. Michel Dubois, en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10/09/2020 ;

Considérant que Mme Georgette Milard a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 18/05/2021 au 20/05/2021 et du 15/06/2021 au 17/06/2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Georgette Milard, technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne à compter du 18/06/2021.

Mme Georgette Milard exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Georgette Milard est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22/07/2021

Le directeur de l'unité
Michel Dubois

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Doyen de la Faculté des Lettres
Alain Tallon



DEC221460DR02]

Décision portant nomination de Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL aux fonctions de responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris-Centre

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220186DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Véronique Debisschop, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre (DR02), notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL (IR) est nommée, à compter du 1^{er} mai 2022, responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris-Centre en remplacement de Mme Stéphanie KERVESTIN-YATES, appelée à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221480DR02

Décision portant fin de fonction de Mme Amandine Hansart aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR3194 intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron IleDeFrance (CEREPEP)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC200843DR02 en date du 17/03/2020 nommant Mme Amandine Hansart aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 01/01/2019 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Amandine Hansart au sein de l'unité UAR3194, intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron IleDeFrance, à compter du 01/04/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/04/2022

Le directeur de l'unité UAR3194
Jean-François Le Galliard

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



DEC220566INSB

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Jérôme Sackur aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée « Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée « Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des Unités relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC193047INSB du 19 décembre 2019 portant nomination de Mme Alejandrina Cristia aux fonctions de directrice de l'unité susvisée ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de Mme Alejandrina Cristia, directrice de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} février 2022.

II. A compter de cette même date, M. Jérôme Sackur, Directeur d'Etudes à l'EHESS, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 30 juin 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220333DR02

Décision portant nomination de Mme Sabrina Paris aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC220089INSHS du 31/01/2022 nommant Mme Christine Andraud directrice par intérim de l'unité UAR3224 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 21/04/2020 ;

Considérant que Mme Sabrina Paris a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le Muséum national d'histoire naturelle les 18-19/10/2021, les 15-16/11/2021 et les 22-23/11/2021 (durée 39 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Sabrina Paris, technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation à compter du 01/01/2022.

Mme Sabrina Paris exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Sabrina Paris est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07/03/2022

La directrice de l'unité
Christine Andraud



Christine ANDRAUD
Directrice du CRC
UAR 3224

Visa du Président du Muséum national d'histoire naturelle
Bruno David



Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
La déléguée régionale pour la
Véronique Debisschop Circonscription Paris-Centre



Véronique DEBISSCHOP

DEC221196INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Raphaël Morera aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Dinah Ribard aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8558 intitulée « Centre de recherches historiques - CRH ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8558 intitulée « Centre de recherches historiques - CRH »

Vu l'accord de la tutelle ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire du CRH en date du 31 janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} avril 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Thomas Le Roux, en qualité de directeur de l'unité mixte de recherche n° 8558 intitulée « Centre de recherches historiques - CRH ».


II. A cette même date, il est mis fin aux fonctions de Mme Béatrice Delaurenti, en qualité de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche susvisée.

III. A compter de cette même date, M. Raphaël Morera, chargé de recherche au CNRS, est nommé directeur par intérim et Mme Dinah Ribard, directrice d'études à l'EHESS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 30 septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **2 0 AVR. 2022**



Le président du CNRS
Antoine Petit

DEC221116INSB

Décision portant nomination de M.Yves CHOQUET en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Yves CHOQUET, Directeur de recherche au CNRS, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences biologiques, du 1^{er} février 2022 au 31 décembre 2023 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de la section 23 « Biologie intégrative végétale ».

Pour l'exercice de cette mission, M. Yves CHOQUET demeure affecté au laboratoire de Biologie du chloroplaste et Perception de la lumière chez les Microalgues (IBPC - UMR7141) à Paris.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 08/03/2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC214081DR02

Décision portant nomination de M. Mathieu Baudin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7203 intitulée Laboratoire des Biomolécules

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC202229INC en date du 06/01/2021 nommant M. Olivier Lequin directeur de l'unité UMR7203 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 24/06/2021 ;

Considérant que M. Mathieu Baudin a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 23/11/2021 au 25/11/2021 et les 07-09-10/12/2021 (39 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Mathieu Baudin, ingénieur de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7203 intitulée Laboratoire des Biomolécules à compter du 01/02/2022.

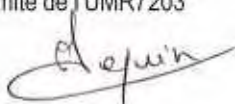
M. Mathieu Baudin exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Mathieu Baudin est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/01/2022

Le directeur de l'unité de l'UMR7203
Olivier Lequin



Le directeur de l'unité de l'UMR8601
Laurent Miccari



Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Ile-de-France Villejui
Marie-Hélène Papillon

Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debisschop

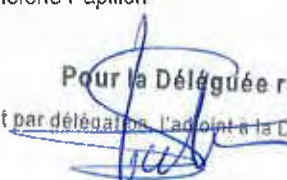
La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre

Véronique DEBISSCHOP



Pour la Déléguée régionale
et par délégation, l'adjoint à la Déléguée régionale

Frédéric VALES



DEC220568DR02

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Demey aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Thomas Prétat directeur de l'unité UMR8249 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 08/09/2021 ;

Considérant que Mme Emmanuelle Demey a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris Michel-Ange du CNRS et par l'Institut Curie les 28 et 30/01/2009 et du 10/03/2009 au 13/03/2009 ;

DECIDE :


Article 1^{er} : Mme Emmanuelle Demey, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau à compter du 01/01/2022.

Mme Emmanuelle Demey exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Emmanuelle Demey est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/01/2022


Le directeur de l'unité de l'UMR8249
Thomas Prétat

Visa du Directeur de l'ESPCI

Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debiisschop


La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre

Véronique DEBISSCHOP

DEC220842DR02

Décision portant nomination de Mme Malika Larcher aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions (LJLL)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions ;

Vu la décision DEC192759INSMI en date du 04/12/2019 nommant M. Emmanuel Trelat directeur de l'unité UMR7598 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 12/05/2021 ;

Considérant que Mme Malika Larcher a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 23/11/2021 au 10/12/2021 (39 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Malika Larcher, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions à compter du 11/12/2021.

Mme Malika Larcher exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Malika Larcher est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10/02/2022

Le directeur de l'unité de l'UMR7598
Emmanuel Trelat

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier

Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debisschop

Pour le Président et par délégation
Emmanuel TRELAT
Professeur Sorbonne Université
Directeur du Laboratoire Jacques-Louis Lions

DEC220852DR02

Décision portant cessation de fonctions de Mme Marjorie Stievenart-Ammour, assistante de prévention (AP) au sein de l'unité UMR7589 intitulée Laboratoire de physique théorique et hautes énergies (LPTHE)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC193274DR02 du 24/01/2020 portant nomination de Mme Marjorie Stievenart-Ammour aux fonctions d'AP,

DECIDE :**Article 1^{er} :**

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par Mme Marjorie Stievenart-Ammour dans l'unité du CNRS n°7589, à compter du 01/02/2022.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 10/02/2022

La directrice de l'unité
Michela Petrini



Michela PETRINI
Directrice du LPTHE

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre



Véronique DEBISSCHOP

DEC213257DR02

Décision portant cessation de fonctions de M. Alexandre Didelet, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du cerveau

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC191875DR02 du 05/07/2019 portant nomination de M. Alexandre Didelet aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Alexandre Didelet dans l'unité du CNRS n°8249, à compter du 01/02/2022.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 24/01/2022



Le directeur de l'unité
Thomas Pr at

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Véronique Debi schop

La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre



Véronique DEBISSCHOP

DEC220503INSMI

Décision portant nomination de M. Etienne Gouin aux fonctions de chargé de mission à temps partiel (CMTP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Etienne Gouin, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de mission à temps partiel (CMTP) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions du 1^{er} février 2022 au 31 janvier 2023.

Sa mission a pour objet la coordination et le suivi de l'ensemble du projet Assises des Mathématiques.

Pour l'exercice de cette mission, M. Etienne Gouin demeure affecté à la Fondation Sciences Mathématiques de Paris (DR 2 – Paris Centre).

Article 2

Du 1^{er} février 2022 au 31 janvier 2023 M. Etienne Gouin, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'état (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris-Centre

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 2 mars 2022

le président-directeur général
Antoine Petit



DEC213910DR02

Décision portant nomination de Mme Hélène Rénel aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8167 intitulée Orient et Méditerranée et nommant M. Pierre Tallet en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8167 en date du 28/02/2020 ;

Considérant que Mme Hélène Rénel a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la Délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 18/10/2021 au 20/10/2021 et du 15/11/2021 au 17/11/2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Hélène Rénel, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8167 intitulée Orient et Méditerranée à compter du 18/11/2021.

Mme Hélène Rénel exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Hélène Rénel est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/03/2022

Le directeur de l'unité
Pierre Tallet



Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debiusschop



Véronique DEBISSCHOP

Visa de l'administrateur du Collège de France
Thomas Römer



Pour l'Administrateur et par délégation
Le Directeur Général des Services

Stéphanie ALEXANDRE



DEC220840DR02

Décision portant nomination de Mme Cynthia Traver aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie (IMPMC)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie (IMPMC) ;

Vu la décision DEC212275INP en date du 22/07/2021 nommant M. Antonino Marco Saitta directeur de l'unité UMR7590 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 19/10/2021 ;

Considérant que Mme Cynthia Traver a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 23/11/2021 au 10/12/2021 (39 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Cynthia Traver, technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie à compter du 01/02/2022.

Mme Cynthia Traver exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Cynthia Traver est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10/02/2022

Le directeur de l'unité de l'UMR7590
Antonino Marco Saitta



Antonino Marco
SAITTA
Directeur



Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie

Stéphane Régier
Directrice Adjointe
Faculté des Sciences et Ingénierie
Sorbonne Université
Catherine HOCCQUINGHEN

Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debiisch
Déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre

Véronique DEBISSCHOP

DEC220839DR02

Décision portant cessation de fonctions de M. Marc Morand, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie (IMPMC)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC200522DR02 du 07/02/2020 portant nomination de M. Marc Morand aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Marc Morand dans l'unité du CNRS n°7590, à compter du 01/02/2022.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 10/02/2022

La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre


Véronique DEBISSCHOP

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debiisschop

Le directeur de l'unité
Antonino Marco Saitta

 Antonino Marco
SAITTA
Directeur






DEC220580DR02

Décision portant cessation de fonctions de M. Rodrigue Marquant, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR7203 Intitulée Laboratoire des Biomolécules

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC193250DR02 du 06/02/2020 portant nomination de M. Rodrigue Marquant aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Rodrigue Marquant dans l'unité du CNRS n°7203, à compter du 01/02/2022.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 07/02/2022

Le directeur de l'unité
Olivier Lequin



Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre

Véronique DEBISSCHOP

DEC220579DR02

Décision portant cessation de fonctions de Mme Zaina Elmir, assistante de prévention (AP) au sein de l'unité UMR8553 intitulée Département de mathématiques et applications de l'ENS

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC191618DR02 du 08/07/2019 portant nomination de Mme Zaina Elmir aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

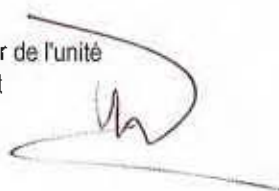
Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par Mme Zaina Elmir dans l'unité du CNRS n°8553, à compter du 01/04/2022.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 07/02/2022

Le directeur de l'unité
Cyril Imbert



Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debiesschop pour la
circonscription Paris-Centre


Véronique DEBISSCHOP



DEC220569DR02

Décision portant nomination de Mme Otilia De Oliveira aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Thomas Prétat directeur de l'unité UMR8249 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 08/09/2021 ;

Considérant que Mme Otilia De Oliveira a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Inserm du 12/11/2012 au 14/11/2012 et du 26/11/2012 au 28/11/2012 ;

DECIDE :


Article 1^{er} : Mme Otilia De Oliveira, technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau à compter du 01/01/2022.

Mme Otilia De Oliveira exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Otilia De Oliveira est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/01/2022


Le directeur de l'unité de l'UMR8249
Thomas Prétat

Visa du directeur général de l'ESPCI Paris
Vincent Croquette

Visa de la déléguée régionale du CNRS de Paris-Centre
Véronique Debiisschop


Véronique DEBISSCHOP

DEC221324PDT

Décision portant nomination de Mme Lucienne LETELLIER aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Lucienne LETELLIER, Directrice de recherche émérite, est nommée chargée de mission auprès du président-directeur général pour la Mission à l'intégrité scientifique du 01/09/2021 au 31/07/2024.


Sa mission a pour objet de traiter spécifiquement les allégations scientifiques au sein de la Mission à l'intégrité scientifique.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Lucienne LETELLIER demeure affectée à l'UMR9198.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2022



Le président-directeur général
Antoine Petit

DEC220550INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Corinne Defrance aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8138 intitulée « Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe – SIRICE ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 8138 intitulée « Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe - SIRICE » ;

Vu l'accord des cotutelles ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire du SIRICE en date du 29 janvier 2021 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Fabrice Virgili, en qualité de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n° 8138 intitulée « Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe – SIRICE » à compter 26 mars 2021.

II. A compter du 1^{er} février 2022, Mme Corinne Defrance, directrice de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

31 MARS 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC220786INSHS

Décision portant nomination de Mme Audrey Célestine, directrice adjointe par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°2502 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et sur les post-esclavages – CIRESC ».

LE PRÉSIDENT – DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191247DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n° 2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC » ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité de service et de recherche n° 2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC » en unité d'appui et de recherche n° 2502 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC » ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} mars 2022, Mme Audrey Célestine, Maître de conférences à l'Université de Lille, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité d'appui et de recherche n° 2502 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC », jusqu'au 30 septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

7 - AVR. 2022



Le président – directeur général
Antoine Petit

DEC220804INSHS

Décision portant nomination de Mme Vanina Bouté aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Anne-Valérie Schweyer aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°8170 intitulée « Centre Asie du Sud-Est - CASE ».

LE PRÉSIDENT – DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 8170 intitulée « Centre Asie du Sud-Est - CASE »

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des cotutelles ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire du CASE en date du 15 décembre 2021 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. A la date du 1^{er} mars 2022, il est mis fin aux fonctions de Mme Dana Rappoport, en tant que directrice de l'unité mixte de recherche n° 8170 intitulée « Centre Asie du Sud-Est - CASE ».

II. A compter de cette même date, Mme Vanina Bouté, Maître de conférences à l'Université de Picardie, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 30 septembre 2022.


III. A compter de cette même date, Mme Anne-Valérie Schweyer, Chargée de recherches au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 30 septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

7 - AVR. 2022



Le président – directeur général
Antoine Petit

DEC221012INSU

Décision portant cessation de fonctions de Messieurs Michel CALZAS et Nadir AMAROUCHE et nomination de Monsieur Antoine GUILLOT et de Monsieur Olivier CHARADE aux fonctions de directeurs adjoints de l'UAR855 « Division Technique de l'INSU » (DT-INSU).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191249DGDS du 19 décembre 2019 portant notamment renouvellement de l'unité intitulée « Division Technique de l'INSU » (DT INSU) et nommant Monsieur Jean-Jacques FOURMOND directeur et Messieurs Michel CALZAS et Nadir AMAROUCHE directeurs adjoints de cette même unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC202354DGDS en date du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} janvier 2022, il est mis fin aux fonctions de Messieurs Michel CALZAS et Nadir AMAROUCHE, directeurs adjoints de l'unité susvisée.

II. A compter de cette même date, Monsieur Antoine GUILLOT, Ingénieur de Recherche de 2nde classe au CNRS et Monsieur Olivier CHARADE, Ingénieur de Recherche Hors Classe au CNRS, sont nommés directeurs adjoints de l'unité susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC191249DGDS.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/4/2022



Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT

DEC221138INSHS

Décision relative à la direction de l'unité d'appui et de recherche n° 3683 intitulée Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay (MSH Paris-Saclay)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC200168INSHS en date du 11 février 2020 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche intitulée Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay (MSH Paris-Saclay) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC202361INSHS en date du 9 mars 2021 portant nomination de M. Pierre Guibentif aux fonctions de directeur, et de Mme Maryse Bresson aux fonctions de directrice adjointe de l'unité susvisée ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} juillet 2022, M. Pierre Guibentif, Professeur à l'Université Paris-Saclay est maintenu dans ses fonctions de directeur de l'unité d'appui et de recherche UAR3683, pour la durée fixée dans la décision DEC200168INSHS portant renouvellement de cette même unité.


Article 2

A compter du 1^{er} avril 2022, il est mis fin aux fonctions de Mme Maryse Bresson, directrice adjointe de l'unité d'appui et de recherche susvisée, démissionnaire.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le


Le président - directeur général
Antoine Petit

21 AVR. 2022

DEC213733INSHS

Décision portant nomination de Mme Monica Brinzei aux fonctions de directrice adjointe de l'unité propre de recherche n° 841 intitulée Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT)

LE PRÉSIDENT DU CNRS PAR INTÉRIM,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191245DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité propre de recherche n° 841 intitulée Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT) et nommant M. François Bougard directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC211890INSHS du 24 août 2021 portant nomination de Mme Monica Brinzei aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UPR841 ;

Vu le courrier en date du 2 décembre 2019 précisant la composition du conseil de laboratoire de l'UPR841 ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Mme Monica Brinzei, directrice de recherche, est nommée directrice adjointe de l'unité propre de recherche susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour la durée fixée dans la décision DEC191245DGDS portant renouvellement de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 31 janvier 2022

Le président du CNRS par intérim

Antoine Petit



DEC220081DR05

Décision portant nomination de Mme Solène Hazouard aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9022 intitulée Héritages : Patrimoine(s), Culture(s), Création(s)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18/12/2020 nommant Mme Christine Laurière, directrice de l'unité UMR9022 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 30/03/2021 ;

Considérant que Mme Solène Hazouard a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à Villejuif du 18 au 20 octobre (1^{ère} session) et du 15 au 17 novembre 2021 (2nde session) par le CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Solène Hazouard, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9022 intitulée Héritages : Patrimoine(s), Culture(s), Création(s), à compter du 01/12/2021.

Mme Solène Hazouard exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Solène Hazouard, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa du président CY Cergy Paris Université
(ou de son délégué)

La directrice de l'unité



Signature
numérique de Julie
AMIOT-GUILLOUET
Date : 2022.01.12
15:48:40 +01'00'



DEC220082DR05

Décision portant nomination de M Cyril Gorny aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8006 intitulée procédés et ingénierie en mécanique et matériaux (PIMM)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC172797INSIS en date du 11/10/2017 nommant Mme Véronique Favier, directrice de l'unité UMR8006 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 19/02/2021 ;

Considérant que M Cyril Gorny a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à Villejuif du 18 au 20 octobre (1^{ère} session) et du 15 au 17 novembre 2021 (2^{ème} session) par le CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M Cyril Gorny, ingénieur d'études CNRS, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8006 intitulée procédés et ingénierie en mécanique et matériaux, à compter du 01/12/2021.

M Cyril Gorny exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Cyril Gorny, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022


La directrice de l'unité

Visa de la déléguée régionale du CNRS


Pour le Directeur Général
Visa de l'administrateur général du CNRS
(ou de son délégué)
Campus
Arts et Métiers de Paris

Smaïne KOUIDRI

Visa du directeur général de l'ENSAM
(ou de son délégué)

Laboratoire Procédés et Ingénierie en
Mécanique et Matériaux
UMR CNRS 8006 - ARTS ET METIERS Paris Tech
151 Boulevard de l'Hôpital
75013 PARIS, France

DEC220083DR05

Décision portant nomination de M Michel Chapron aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19/12/2019 nommant M Olivier Romain, directeur de l'unité UMR8051 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 02/12/2021 ;

Considérant que M Michel Chapron a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à Villejuif du 18 au 20 octobre (1^{ère} session) et du 15 au 17 novembre 2021 (2^{nde} session) par le CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M Michel Chapron, maître de conférences, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes, à compter du 01/12/2021.

M Michel Chapron Jen exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Michel Chapron, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

Catherine LARROCHE
Déléguée régionale
CNRS Ile-de-France Meudon

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa du président CY Cergy Paris Université
(ou de son délégataire)

Visa de la directrice générale de l'ENSEA
(ou de son délégataire)



Le directeur de l'unité
Le directeur de l'information et
des équipes traitement de l'information et
systèmes (ETIS)
UMR 8051
01 30 73 66 10
01 34 25 66 33
01 34 25 75 41
Olivier Romain
Directeur du laboratoire ETIS

DEC220084DR05

Décision portant nomination de M Tao-Yuan Jen aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19/12/2019 nommant M Olivier Romain, directeur de l'unité UMR8051 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 02/12/2021 ;

Considérant que M Tao-Yuan Jen a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à Villejuif du 18 au 20 octobre (1^{ère} session) et du 15 au 17 novembre 2021 (2^{nde} session) par le CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M Tao-Yuan Jen, maître de conférences, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8051 intitulée équipes traitement de l'information et systèmes, à compter du 01/12/2021.

M Tao-Yuan Jen exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Tao-Yuan Jen, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

Catherine LAROCHE
Déléguée régionale
CNRS Ile-de-France Meudon

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa du président CY Cergy Paris Université
(ou de son délégataire)

Visa de la directrice générale de l'ENSEA
(ou de son délégataire)

Le directeur de l'unité

UMR 8051
01 30 73 66 10
01 34 25 60
01 34 25 75
Olivier Romain
Directeur du laboratoire ETIS



DEC220329DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Pauline Peretz, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8244 intitulée Institut d'histoire du temps présent (IHTP)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8244 intitulée Institut d'histoire du temps présent (IHTP), dont la directrice est Mme Malika Rahal ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Pauline Peretz, MC, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aubervilliers, le 14 janvier 2022

La directrice d'unité
Malika Rahal

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220382DR05

Décision portant délégation de signature à Camille Chaserant, à Jean-Christophe Vergnaud à Mme Céline Menant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne (CES)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8244 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne (CES), dont la directrice est Mme Agnieszka Rusinowska;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Camille Chaserant, MC, à Jean-Christophe Vergnaud DR1, à Mme Céline Menant, IE, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 3 janvier 2022

La directrice d'unité
Agnieszka Rusinowska

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC201848DR06

Décision portant nomination de Mme Aurore Andrieux aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6303 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Carnot de Bourgogne (LICB)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction Hygiène et Sécurité de l'Université de Bourgogne du 12 avril 2017,

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'UMR6303, intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Carnot de Bourgogne ;

Vu la décision n° DEC212372INP du 27 juillet 2021 nommant Stéphane Guérin aux fonctions de directeur par intérim de l'UMR6303 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 29 septembre 2020 ;

Considérant que Mme Aurore ANDRIEUX a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'Université de Bourgogne, du 09 au 10 mars 2020 et du 12 au 13 mars 2020 ; deux formations complémentaires le 12 septembre 2019 et le 15 juin 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Aurore Andrieux, Ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6303 intitulée LICB, à compter du 1^{er} octobre 2021.

Mme Aurore ANDRIEUX exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Aurore Andrieux est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon, le 1^{er} octobre 2021

Le directeur de l'unité par intérim

Stéphane Guérin

Visa de la déléguée régionale du CNRS

E. Helmer-Laurent

Visa du Président d'Université de Bourgogne

Vincent Thomas



DEC220793DR06

Décision portant nomination de M. Arthur EBEL, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité ERL7004 intitulée Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision **DEC191248DDGDS** du 19/12/2019 portant création de l'équipe de recherche labélisée 7004 intitulée « Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux », dont le directeur est M. Christophe COUTEAU ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Arthur EBEL, Ingénieur (non CNRS), est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'équipe de recherche labélisée ERL 7004 à compter du 5 juillet 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 05/07/2021

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Christophe COUTEAU



DEC201846DR06

Décision portant cessation de fonctions de M. Juan Miguel AROCAS, assistant de prévention au sein de l'unité UMR6303 Laboratoire Interdisciplinaire Carnot de Bourgogne (LICB)

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC190683DR06 du 8 mars 2019 portant nomination de M. Juan Miguel AROCAS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6303,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Juan Miguel AROCAS, dans l'UMR6303, à compter du 1^{er} octobre 2021.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Dijon, le 1^{er} octobre 2021

Le directeur de l'unité par intérim

Stéphane Guérin

Visa de la déléguée régionale du CNRS

E. Helmer-Laurent

Visa du Président d'Université de Bourgogne

Vincent Thomas



DEC220600DR06

Décision portant nomination de M. Manuel Pelletier aux fonctions d'assistant de prévention partagé au sein de l'unité UMR7360 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Environnements Continentaux (LIEC) et de l'unité UAR3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo).

LES DIRECTEURS,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;
Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;
Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;
Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;
Vu la décision n° DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 nommant Mme Laure Giamberini en qualité de directrice de l'unité UMR7360 ;
Vu la décision n° DEC212513INSU en date du 18 août 2021 nommant M. Raphaël Pik en qualité de directeur de l'unité UAR3562 ;
Vu l'avis du conseil de l'unité UMR7360 en date du 25 avril 2018 ;
Vu l'avis du conseil de l'unité UAR3562 en date du 06 décembre 2018 ;
Considérant que M. Manuel Pelletier a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS du 04 au 06 avril 2006 et du 16 au 18 mai 2006 ;

DECIDENT :

Article 1^{er} : M. Manuel Pelletier, *IR1 CNRS*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention partagé au sein de l'unité UMR7360 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Environnements Continentaux (LIEC) et de l'unité UAR3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) à compter du 1^{er} février 2022.

M. Manuel Pelletier exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé. Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention partagé, M. Manuel Pelletier est placé sous l'autorité de la directrice de l'UMR7360.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy, le 26 janvier 2022.

La directrice de l'unité UMR7360

Le directeur de l'unité UAR3562

Laure Giamberini

Raphaël Pik

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa du président de l'université de Lorraine

Edwige Helmer-Laurent

Pierre Mutzenhardt

DEC221003INSHS

Décision portant cessation de fonctions de M. Samuel Ferey, directeur, et nomination de M. Nicolas Brucker aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche n° 3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSH Lorraine).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC180056INSH en date du 9 février 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine ;

Vu la décision DEC191080INSHS en date du 3 juillet 2019 portant nomination de M. Samuel Ferey aux fonctions de directeur de l'unité de service et de recherche n° 3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSH Lorraine) ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Samuel Ferey, directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 15 avril 2022.

II. A compter de cette même date, M. Nicolas Brucker, Professeur à l'Université de Lorraine, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

21 AVR. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221396DR06

Décision portant nomination de Mme Edith Rollet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR76 intitulée Institut de l'Information Scientifique et Technique**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC173292DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'UPS76 Institut de l'Information Scientifique et Technique ;

Vu la décision DEC190340DIST portant nomination de Claire François aux fonctions de directrice de l'UPS76 INIST ;

Vu l'avis du conseil d'unité – HSCT en date du 15 octobre 2021 ;

Considérant que Mme Edith Rollet a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS et l'université de Lorraine à Nancy du 02/02/2022 au 01/04/2022.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Edith Rollet, Technicienne CNRS, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR76 intitulée Institut de l'Information Scientifique et Technique à compter du 1^{er} mai 2022.

Mme Edith Rollet exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Edith Rollet est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 1^{er} mai 2022

La directrice de l'unité

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Claire François

Edwige Helmer-Laurent

DEC221339DR06

Décision portant nomination de madame Karine METROT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de la MOY1663 intitulée Service Protection des Données

LA DELEGUEE A LA PROTECTION DES DONNEES

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC154180DAJ nommant Mme Gaëlle BUJAN, Déléguée à la protection des données et responsable du service protection des données ;

Vu l'avis de l'équipe de la Moy1663 en date du 23 mars 2022 ;

Considérant que Mme Karine Metrot a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS et l'université de Lorraine à Nancy du 02/02/2022 au 01/04/2022.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Karine Metrot, Ingénieure de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de la MOY1663 intitulée service protection des données, à compter du 2 avril 2022

Mme Karine Metrot exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Karine Metrot est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nancy, le 02 avril 2022

La directrice de l'unité
Gaëlle Bujan

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Edwige Helmer-Laurent





DEC213871DR07

Décision portant désignation de M. Vincent GAERTNER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5600 intitulée « Environnement, Ville, Société ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC201536DGDS** en date du **01/01/2021** nommant **M. Étienne COSSART**, directeur de l'**UMR5600** ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection **niveau 2** dans le secteur **industrie « sources radioactives scellées »** délivré à **M. Vincent GAERTNER** le **09/06/2021** par **Université de Caen Normandie** ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / ____ ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Vincent GAERTNER, *assistant ingénieur*, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'**UMR5600** intitulée « Environnement, Ville, Société », à compter du 22 / 03 / 2022 [indiquer la date de signature de la présente décision de désignation] jusqu'au **18/03/2025**.

Article 2 : Missions¹

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le

M. Vincent GAERTNER exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lyon, le 22/03/2022

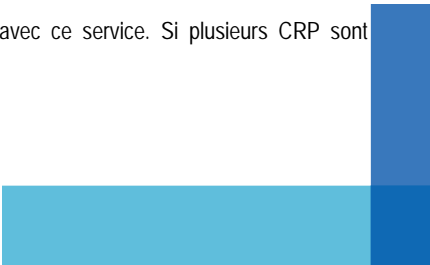
Le directeur d'unité
Étienne COSSART

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa de la présidente de l'Université Lumière Lyon 2
Nathalie DOMPNIER

temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]





DEC220175DDOR

Décision portant nomination de Monsieur Stefan Hohenegger aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition de Directrice des données ouvertes de la recherche

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Stefan Hohenegger, Maître de conférence, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la Direction des données ouvertes de la recherche (DDOR) du CNRS, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet la participation du CNRS à l'initiative SCOAP3 (Sponsoring Consortium for Open Access Publishing in Particle Physics).

Pour l'exercice de cette mission, M. Stefan Hohenegger demeure affecté à l'Institut de Physique des deux Infinis de Lyon (IP2I Lyon - UMR5822).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 mars 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL



DEC220781INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Lotfi Abouda aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Audrey Viault, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7270 intitulée « Laboratoire Ligérien de Linguistique - LLL ».

LE PRÉSIDENT – DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL) et nommant M. Gabriel Bergounioux aux fonctions de directeur et M. Jean-Michel Fournier aux fonctions de directeur adjoint de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

I. À la date du 1^{er} mars 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Gabriel Bergounioux, en qualité de directeur de l'unité mixte de recherche n° 7270 intitulée « Laboratoire Ligérien de Linguistique - LLL ».

II. À compter de cette même date, M. Lotfi Abouda, professeur à l'Université d'Orléans, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 30 septembre 2022.

III. À compter de cette même date, Mme Audrey Viault, chargée de collections à la Bibliothèque Nationale de France, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 30 septembre 2022.

IV. M. Jean-Michel Fournier est maintenu dans ses fonctions de directeur adjoint de l'unité jusqu'au terme du mandat de l'unité.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

7 - AVR. 2022

Le président – directeur général
Antoine Petit



DEC221340DR10

Décision portant nomination de M. Guillaume SEITH, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7104 intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7104, intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC) dont le directeur est M. Frédéric DARDEL ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Guillaume SEITH, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7104 à compter du 05/04/2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 5 avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pr. Frédéric DARDEL



DEC221313DR10

Décision portant nomination de M. Michael DUMAS aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7242 intitulée Biotechnologie et Signalisation Cellulaire (BSC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC173303DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7242, intitulée Biotechnologie et Signalisation Cellulaire, dont le directeur est M. Jean-Luc GALZI;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Michael DUMAS, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7242 à compter du 29 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 29 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Luc GALZI



DEC221312DR10

Décision portant nomination de M. My Kene BOUN aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7522 intitulée Bureau d'Économie Théorique et Appliquée (BETA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7522, intitulée Bureau d'Économie Théorique et Appliquée, dont le directeur est M. Julien PENIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. My Kene BOUN, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7522 à compter du 29 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 29 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Julien PENIN



Julien PENIN
Directeur du BETA
Bureau d'Économie Théorique et Appliquée

Julien Penin
Professeur en sciences économiques
Directeur du BETA

DEC221286DR10

Décision portant fin de fonction de M. Dominique Hebling aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité FR1589 intitulée Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171283DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Jean-Luc Imier, directeur de l'unité FR1589 ;

Vu la décision DEC180093DR10 en date du 19/01/2018 nommant M. Dominique Hebling, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 01/01/2018 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Dominique Hebling, au sein de l'unité FR1589, intitulée Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC), à compter du 01/04/2022.


Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 30 mars 2022

Le directeur de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULIER



INSTITUT DE BIOLOGIE
MOLECULAIRE ET CELLULAIRE
CNRS - FR1589

Le Directeur
Jean-Luc IMIER



DEC221400DR10

Décision portant nomination de M. Bruno DIDIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UAR3286 intitulée Plate-forme de chimie biologique intégrative de Strasbourg (PCBIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu les décisions DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité en UAR3286 et DEC173302DGDS approuvant le renouvellement de l'unité UMS3286, intitulée Plate-forme de chimie biologique intégrative de Strasbourg, dont le directeur est M Pascal VILLA ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M Bruno DIDIER, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UAR3286 à compter du 7 avril 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 7 avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pascal VILLA



DEC213507INSB

Décision portant nomination de M. Roland Marquet aux fonctions de directeur adjoint de l'unité propre de recherche n°9002 intitulée « Architecture et Réactivité de l'ARN (ARN) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité propre de recherche n° 9002 « intitulée Architecture et Réactivité de l'ARN » et nommant Mme Pascale Romby directrice de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Roland Marquet, Directeur de recherche au CNRS, est nommé directeur adjoint de l'unité propre de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC171286DGDS portant renouvellement de l'unité propre de recherche n°9002.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le président du CNRS
Antoine Petit



DEC201044INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Fannie Alloin, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5279 intitulée Laboratoire d'Electrochimie et de Physico-Chimie des Matériaux et des Interfaces (LEPMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu l'accord des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Claude Lepretre, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} juillet 2020.

II. Mme Fannie Alloin, DR2 au CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

27 JUIL. 2020

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC201044INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Fannie Alloin, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5279 intitulée Laboratoire d'Electrochimie et de Physico-Chimie des Matériaux et des Interfaces (LEPMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu l'accord des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Claude Lepretre, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} juillet 2020.

II. Mme Fannie Alloin, DR2 au CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

27 JUIL. 2020

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221446DDOR

Décision portant nomination de Mme Joanna Janik aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Joanna Janik, Ingénieure de recherche hors classe, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la Direction des données ouvertes de la recherche (DDOR) du CNRS, du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet les compétences et la formation en matière de science ouverte.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Joanna Janik demeure affectée au GRICAD (UAR 3758).

Article 2

Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2023 Mme Joanna Janik, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Alpes.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

CNRS

DDOR – Direction des données ouvertes de la recherche

Science ouverte, publications, données de la recherche, calcul intensif

3, rue Michel-Ange

75016 Paris

www.cnrs.fr



Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit





DEC220707DR11

Décision portant nomination de M. Thierry ZAMPIERI aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5821 intitulée LPSC.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC213907IN2P3 en date du 10/01/2022 nommant M. Laurent DEROME, directeur de l'unité UMR5821 intitulée LPSC

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5821¹ en date du 28/02/2022 ;

Considérant que M. Thierry Zampieri a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée du 9 au 11 mars et du 30 mars au 1^{er} avril 2020 par le CNRS délégation Alpes ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Thierry ZAMPIERI, AI, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5821 intitulée LPSC, à compter du 28 / 02 / 2022.

M. Thierry ZAMPIERI exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Thierry ZAMPIERI est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 09/03/2022

Le directeur de l'unité

Le Directeur du LPSC

Laurent DEROME

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de Prévention des Risques
Jean-Luc LAURENCE

Visa des partenaires (si nécessaire)

Visa de la déléguée régionale du CNRS

La Déléguée régionale
Marjorie FRAISSE

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC220712DR11

Décision portant désignation de M. William REGAIRAZ aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213907IN2P3 en date du 10/01/2022 nommant M. Laurent DEROME, directeur de l'unité UMR5821 intitulée LPSC ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources scellées et non scellées délivré à M. William REGAIRAZ le 27/07/2017 ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 28/02/2022.

DECIDE :**Article 1^{er} : Désignation**

M. William REGAIRAZ, IR, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC, à compter du 09/03/2022 jusqu'au 27/07/2022.

Article 2 : Missions¹

M. William REGAIRAZ exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 09/03/2022

Le directeur d'unité

Le Directeur du LPSC

Laurent DEROME

Visa de la déléguée régionale du CNRS

**La Déléguée régionale
Marjorie FRAISSE**

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

Visa du chef d'établissement partenaire

¹ (Le/la Directeur(ice) d'Unité transmet par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ice) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(s), l'étendue de leurs missions respectives est à préciser.



DEC220706DR11

Décision portant nomination de M. William REGAIRAZ aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5821 intitulée LPSC

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC213907IN2P3 en date du 10/01/2022 nommant M. Laurent DEROME directeur de l'unité UMR5821 intitulée LPSC ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5821¹ en date du 28/02/2022 ;

Considérant que M. William REGAIRAZ a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée du 16 au 18 octobre et du 20 au 22 novembre 2000 par le CNRS délégation Alpes ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. William REGAIRAZ, IR, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5821 intitulée LPSC, à compter du 28 / 02 / 2022 .

M. William REGAIRAZ exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. William REGAIRAZ est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 09/03/2022

Le directeur de l'unité

Le Directeur du LPSC

Laurent DEROME

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

Visa des partenaires (si nécessaire)

Visa de la déléguée régionale du CNRS

**La Déléguée régionale
Marjorie FRAISSE**

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC220713DR11

Décision portant désignation de M. Guillaume WAROT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213907IN2P3 en date du 10/01/2022 nommant M. Laurent DEROME, directeur de l'unité UMR5821 intitulée LPSC ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources scellées et non scellées délivré à M. Guillaume WAROT le 25/05/2021 par Apave ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 28/02/2022.

DECIDE :**Article 1^{er} : Désignation**

M. Guillaume WAROT, IR, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC, à compter du 09/03/2022 jusqu'au 25/05/2026.

Article 2 : Missions¹

M. Guillaume WAROT exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 09/03/2022

Le directeur d'unité

Le Directeur du LPSC

Laurent DEROME

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

Visa du chef d'établissement partenaire

Visa de la déléguée régionale du CNRS

La Déléguée régionale
Marjorie FRAISSE

¹ (Le/la Directeur(ice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(s), l'étendue de leurs missions respectives est à préciser)

DEC221326PDT

Décision modificative de la décision DEC213223PDT portant nomination de Mme Caroline STRUBE aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Caroline Strube, Chargée de recherche hors classe, est nommée chargée de mission auprès du président-directeur général pour la Mission à l'intégrité scientifique du 01/09/2021 au 31/07/2024.

Sa mission a pour objet de traiter les allégations scientifiques au sein de la Mission à l'intégrité scientifique. Mme Strube se chargera également des aspects formation de la Mission à l'intégrité scientifique en liaison avec le référent déontologue.


Pour l'exercice de cette mission, Mme Caroline Strube est affectée à compter du 01/10/2021 à l'UMR 7291.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC220263DR12

Décision portant nomination de M. Julien SAVATIER **aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7249** intitulée Institut Fresnel

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201398INSIS en date du 30 juillet 2020 nommant Mme Sophie BRASSELET, directrice de l'unité UMR7249 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 11/01/2022 ;

Considérant que M. Julien SAVATIER a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS DR12 les 14-15/10/21, 15-16/11/21 et 02-03/12/21 à Marseille.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Julien SAVATIER, Ingénieur de Recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7249 intitulée Institut Fresnel, à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Julien SAVATIER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Julien SAVATIER est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 24/01/2022

La directrice de l'unité
Mme Sophie BRASSELET

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Aurélie PHILIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC220999DR12

Décision portant désignation de M. Thomas Walter CORNELIUS aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7334 intitulée Institut des Matériaux, de Microélectronique et des Nanosciences de Provence (IM2NP)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 Décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n°DEC1711276DGDS du 21 décembre 2017 nommant M. Jean-Luc AUTRAN, directeur de l'UMR7334 intitulée Institut des Matériaux, de Microélectronique et des Nanosciences de Provence (IM2NP) ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « sources scellées, rayons X et accélérateurs de particules » délivré à M. Thomas Walter CORNELIUS le 28 juin 2021 par RadioProtection Compétences Services ;

Vu la consultation du conseil de laboratoire en date du 27/10/2017.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Thomas Walter CORNELIUS CRCN, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 1^{er} août 2021 jusqu'au 15 juin 2022.

Article 2 : Missions

M. Thomas Walter CORNELIUS exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Les modalités d'exercice de ses missions sont explicitées dans sa lettre de mission.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 24 février 2022

La directrice d'unité

Jean-Luc AUTRAN

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Aurélie PHILLIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université

Eric BERTON

DEC221322IN2P3

Décision portant nomination de M. Stephan Beurthey aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Stephan Beurthey, ingénieur de recherche hors-classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des, du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet les Partenariats industriels et la Valorisation.

Pour l'exercice de cette mission, M. Stephan Beurthey demeure affecté au Centre de Physique des Particules de Marseille à Marseille.

Article 2

Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2023, M. Stephan Beurthey, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Provence et Corse.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 avril 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC220260DR12

Décision portant fin de fonction de Mme Amélie LECCHI et nomination de M. Frédéric BRUNEL **aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille (CINaM)**

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 nommant M. Pierre MULLER directeur de l'unité UMR7325 ;

Vu la décision DEC180608DR12 en date du 19 février 2018 nommant Mme Amélie LECCHI aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 28 janvier 2022 ;

Considérant que M. Frédéric BRUNEL a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS DR12 les 14-15/10/21, 15-16/11/21 et 02-03/12/21 à Marseille.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Frédéric BRUNEL, Ingénieur de Recherche, est nommé(e) aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille (CINaM), à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Frédéric BRUNEL exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Frédéric BRUNEL est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Amélie LECCHI, au sein de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille (CINaM), à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 24 février 2022

Le directeur de l'unité
M. Pierre MULLER

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Aurélie PHILIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC220046DR12

Décision portant nomination de Mme Fatoumata SOUMARE **aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7306** intitulée Institut de Recherches Asiatiques (IrAsia)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 nommant Mme Thi Phuong Ngoc NGUYEN, directrice par intérim de l'unité UMR7306 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 01/10/2021 ;

Considérant que Mme Fatoumata SOUMARE a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS DR12 les 14-15/10/21, 15-16/11/21 et 02-03/12/21 à Marseille.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Fatoumata SOUMARE, Technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7306 intitulée Institut de Recherches Asiatiques (IrAsia), à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Fatoumata SOUMARE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Fatoumata SOUMARE est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 23/01/2022

La directrice par intérim de l'unité
Mme Thi Phuong Ngoc NGUYEN

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Aurélie PHILIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC220043DR12

Décision portant nomination de Mme Stéphanie MEIRANESIO **aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7064** intitulée Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC2122306INSHS en date du 23/09/2021 nommant M. Marc BERNARDOT, directeur de l'unité UMR7064 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 21/09/2021 ;

Considérant que Mme Stéphanie MEIRANESIO a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS DR12 les 14-15/10/21, 15-16/11/21 et 02-03/12/21 à Marseille.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Stéphanie MEIRANESIO, Technicienne de classe supérieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7064 intitulée Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS), à compter du 01/01/2022.

Mme Stéphanie MEIRANESIO exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Stéphanie MEIRANESIO est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aix-en-Provence, le 24 février 2022

Le directeur de l'unité
M. Marc BERNARDOT

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Aurélie PHILIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC221237DR13

Décision portant désignation de M Michaël BLAISE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9004 intitulée Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18/12/2020 nommant M. Jean-Michel MESNARD directeur de l'unité UMR9004

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau [2 dans le secteur Industrie/recherche option Sources non scellées et sources scellées associées délivré à M. Michael BLAISE le 04/02/2022 par RPCS ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 21/11/2018.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Michaël BLAISE, DR2, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9004 intitulée IRIM, à compter du 04/02/2022 jusqu'au 22/02/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Michaël BLAISE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3: Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à Montpellier le 23/03/2022

Le Directeur de l'unité
Jean-Michel MESNARD

Visa du délégué régional du CNRS
Jérôme VITRE



DEC221236DR13

Décision portant désignation de M Arie VAN DER LEE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5635 intitulée Institut européen des membranes.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18/12/2020 nommant M. David CORNU directeur de l'unité UMR5635

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur Industrie/recherche option sources scellées - Rayons X - Accélérateurs de particules délivré à M. Arie VAN DER LEE le 04/02/2022 par RPCS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Arie VAN DER LEE, IRHC, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5635 intitulée IEM, à compter du 04/02/2022 jusqu'au 17/04/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Arie VAN DER LEE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3: Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à Montpellier le 23/03/2022

Le Directeur de l'unité
David CORNU

Visa du délégué régional du CNRS
Jérôme VITRE

DEC221233DR13

Décision portant désignation de M Benoît LACOMBE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5004 intitulée Institut des Sciences des Plantes de Montpellier (IPSiM).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18/12/2020 nommant M. Christophe MAUREL directeur de l'unité UMR5004

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur Industrie/recherche option Sources non scellées et sources scellées associées délivré à M. Benoît LACOMBE le 04/02/2022 par RPCS ;

Vu l'avis du CHSCT en date du 30/06/2017

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Benoît LACOMBE, DR2, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5004 intitulée IPSiM, à compter du 04/02/2022 jusqu'au 27/03/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Benoît LACOMBE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3: Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à Montpellier le 23/03/2022

Le Directeur de l'unité
Christophe MAUREL

Visa du délégué régional du CNRS
Jérôme VITRE

DEC213845INS2I

Décision portant nomination de M. Marc GOUTTEFARDE-TANICH en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Marc GOUTTEFARDE-TANICH, Directeur de recherche, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I), à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 pour 40 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de la thématique et des activités « Robotique » de l'institut.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17/03/2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL

CNRS

3 rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr



DEC220767INSB

Décision portant nomination de Mme Séverine Chaumont-Dubel aux fonctions de directrice adjointe de l'unité d'appui et de recherche n°3426 intitulée « BioCampus Montpellier »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201512DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité d'appui et de recherche n°3426 intitulée « BioCampus Montpellier » ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Séverine Chaumont-Dubel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier, est nommée directrice adjointe de l'unité d'appui et de recherche susvisée à compter du 1^{er} janvier 2022, pour la durée fixée dans la décision DEC201512DGDS portant création de l'unité d'appui et de recherche n°3426.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



Modèle de décision d'habilitation**DEC213253DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la soutenance de thèse de Pierre BOYER + manifestation festive, le 22 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité IPBS – UMR 5089) : Mme Emilie LAYRE

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 28 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



DEC213875INSU

Décision portant nomination de Monsieur Simon GASCOIN en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Simon GASCOIN, Chargé de recherche de classe normale au CNRS est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/01/2022 au 31/12/2023 pour 20% de son temps de travail.

Simon GASCOIN sera en particulier en charge de l'interface entre la filière de télédétection spatiale développée par le pôle et les données in situ mesurées par les observatoires terrestres.

Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Simon GASCOIN demeure affecté au Centre d'études spatiales de la biosphère (CESBIO –UMR5126), au 18 avenue Edouard Belin 31401 à TOULOUSE.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 mars 2022

Pour le président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL



DEC221285DR15

Décision portant nomination de M. Roland Dirlwanger aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) adjoint de la délégation Aquitaine

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional de la circonscription Aquitaine notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information du CNRS (RSSIC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Roland Dirlwanger, ingénieur de recherche, est nommé responsable de la sécurité des systèmes d'information adjoint de la délégation Aquitaine à compter du 11 avril 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 11 avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221333DR15

Décision portant nomination de M. Jacques TAILLARD aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6033 intitulée Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. Marc AURIACOMBE, directeur de l'UMR 6033 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 6033¹ du 25 janvier 2022.

Considérant que M. Jacques TAILLARD a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires du 25 au 27 mars 2013 et du 22 au 25 avril 2013,

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jacques TAILLARD, IR1, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 6033 intitulée Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY), à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Jacques TAILLARD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jacques TAILLARD est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} février 2022

Le directeur de l'unité

Marc AURIACOMBE

Visa du délégué régional du CNRS

Younis HERMES

Visa du président de l'Université de Bordeaux

Dean LEWIS

DEC220628INSHS

Décision portant nomination de Monsieur Christian Gensbeitel, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n° 6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité mixte de recherche n°6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux et nommant Mme Christelle Lahaye directrice de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, M. Christian Gensbeitel, maître de conférences à l'Université Bordeaux Montaigne, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

28 AVR. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221284DR15

Décision portant nomination de M. Jimmy Labejof aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la délégation Aquitaine

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional de la circonscription Aquitaine notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information du CNRS (RSSIC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jimmy Labejof, ingénieur d'études, est nommé responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation Aquitaine à compter du 11 avril 2022.

Article 2

La décision DEC220029DR15 du 3 janvier 2022 est abrogée.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 11 avril 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221282DR15

Décision portant nomination de M. Laurent Facq, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux, dont le directeur est M. Marc Arnaudon ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Aquitaine ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Laurent Facq, ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux à compter du 1^{er} avril 2022, en remplacement de M. Philippe Depouilly.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 28 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Marc Arnaudon



DEC221159DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Carine Constans aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle Longin aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange,

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} avril 2022, Mme Carine Constans, ingénieure de recherche, est nommée adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Christelle Poulain, appelée à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC213601DR17**Décision portant désignation de M. Pierre-Emmanuel PETIT aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR 6502 intitulée Institut des Matériaux Jean Rouxel (IMN)****LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction de l'établissement partenaire en matière de santé et sécurité au travail ;

Vu la décision n° DEC161216DGDS du 16/12/2016 nommant M. Florent Boucher, Directeur de l'unité mixte de recherche UMR6502 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « sources radioactives scellées » délivré à M. Pierre-Emmanuel PETIT le 17/10/2018 par l'Université de Caen Normandie (IMOGERE), complété par le certificat transitoire au titre de l'article 23 de l'arrêté du 18 décembre 2019 délivré par l'Université de Caen Normandie (IMOGERE) le 18/06/2021 ;

Vu l'avis favorable du CRHSCT de la délégation Bretagne et Pays de Loire du CNRS du 02/12/21;

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

M. Pierre-Emmanuel PETIT, ingénieur de recherche de première classe, est désigné(e) conseiller en radioprotection à compter de ce jour, date de signature de la décision, jusqu'au 21/11/2023.

CNRS**Délégation Bretagne et Pays de la Loire**

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr

Article 2 : Missions

M. Pierre-Emmanuel PETIT exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Nantes, le 06/10/2021

Le directeur d'unité

Florent BOUCHER

Visa de la déléguée régionale
du CNRS

Visa de la présidente
de Nantes Université

Gabrielle INGUSCIO

Carine BERNAULT



DEC220986DR17

Décision portant nomination de M. Arnaud LE RIDANT aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'Unité d'Appui à la Recherche UAR855 intitulée Division Technique de l'INSU (DT INSU)

Le DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191249DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UPS855 intitulée Division Technique de l'INSU, dont le directeur est M. Jean-Jacques Fourmond ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'avis du conseil de l'unité UAR855 en date du 16/11/2021 ;

Considérant que M. Arnaud Le Ridant a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'organisme CERFOS et la Délégation Bretagne et Pays de Loire du 14 au 15 décembre 2021, du 18 au 20 janvier et le 31 janvier 2022 à Roscoff.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Arnaud Le Ridant, Ingénieur d'Etudes, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UAR855 intitulée Division Technique de l'INSU, à compter du 01/02/2022.

M. Arnaud Le Ridant exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Arnaud Le Ridant, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Plouzané, le 14/03/2022

Le Directeur de l'Unité

Visa de la Déléguée Régionale
du CNRS

M Jean-Jacques FOURMOND

Gabrielle INGUSCIO



DEC221078DR17

Décision portant nomination de Mme Claudie PERON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG) dont le directeur est M. Brice Trouillet ;

Vu l'avis du conseil de l'unité UMR6554 en date du 26/01/2022 ;

Considérant que Mme Claudie PERON a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'Université de Nantes du 13 au 15 octobre et du 15 au 17 novembre 2021 à Nantes.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Claudie PERON, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG), à compter du 01/02/2022.

Mme Claudie PERON exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Claudie PERON est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Rennes, le 18/03/2022

Le Directeur de l'unité

Brice TROUILLET

Visa de la Présidente de l'Université
de Rennes 2

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

Christine RIVALAN GUEGO

Gabrielle INGUSCIO



DEC220797INSHS

Décision portant nomination de M. Patrick Valéau aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°6211 intitulée « Centre de recherche en économie et management – CREM ».

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 6211 intitulée « Centre de recherche en économie et management – CREM » ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :


Article 1^{er}

À compter du 1^{er} avril 2022, M. Patrick Valéau, Professeur à l'Université de Rennes 1, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 30 septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2022**



Le président – directeur général
Antoine Petit

DEC212656INS2I

Décision portant nomination de M. Mohamed-Jalal FADILI en qualité de chargé(e) de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Mohamed-Jalal FADILI, professeur des universités à l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de CAEN, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I), à compter du 1^{er} septembre 2021 jusqu'au 31 août 2022 pour 50 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des activités relevant de la thématique « Image » de l'Institut.

Pour l'exercice de cette mission, M. Mohamed-Jalal FADILI, demeure affecté auprès du Groupe de Recherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen (GREYC) – UMR6072 – Caen.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/08/2021

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL

CNRS

3 rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr



DEC221239DAJ

Décision portant nomination de Mme Aurélie Ménard aux fonctions de déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC221241DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Christine Brunel aux fonctions de chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources,

DECIDE :

Article 1^{er}. – Mme Aurélie Ménard est nommée aux fonctions de déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie, du 7 avril au 30 avril 2022.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 6 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221316DAJ

Décision portant nomination de M. Cyril Aubert-Geoffroy aux fonctions de délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Article 1^{er}. – M. Cyril Aubert-Geoffroy est nommé aux fonctions de délégué régional par intérim de la circonscription Normandie, à compter du 1^{er} mai 2022.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit





DEC220985DR19

Décision portant nomination de M Thibault GALLAVARDIN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA)

LEDIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC 122742DSI portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR 6014, intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA).

Vu la décision n° DEC192882INC nommant M. Pierre Yves RENARD en qualité de directeur de l'unité mixte n° UMR 6014, intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA).

Vu l'avis du conseil de l'unité ;

Considérant que M. Thibault GALLAVARDIN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Université de Rouen et le CERFOS à Rouen, du 07/12 au 17/12/2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : M Thibault GALLAVARDIN, Chargé de Recherche CNRS, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR 6014, intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA) à compter du 02/01/2022.

M Thibault GALLAVARDIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant(e) de prévention, M Thibault GALLAVARDIN est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 3 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Caen, le 21/02/2022

Le Directeur de l'UMR6014
COBRA

Professeur Pierre-Yves RENARD
Directeur du Laboratoire COBRA
UMR CNRS 6014

Visa de la Déléguée Régionale
du CNRS en Normandie

Visa du Directeur de l'INSA
de Rouen

Visa du Président de l'Université
de Rouen Normandie



DEC213877INSU

Décision portant nomination de Madame Fabienne PETIT en qualité de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Madame Fabienne PETIT, Professeur des universités est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/01/2022 au 31/12/2023 pour 25% de son temps de travail.

Fabienne PETIT sera en charge des dossiers sur la problématique « Environnement - Santé » relevant notamment des domaines SIC et OA, en lien avec la politique d'observation de l'INSU et le fonctionnement de la Zone Critique. Elle assurera également : le suivi des actions menées par l'Alliance ALLENI dans le domaine des sciences relevant des champs du CNRS-INSU, le suivi d'actions programmatiques inter-instituts du CNRS ou relevant de la MITI.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 mars 2022

Pour le président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL





DEC220471DR19

Décision portant nomination de Mme Céline COLANGE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6266 intitulée Identité et Différenciation de l'Espace, de l'Environnement et des Sociétés (IDEES).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC 212302INSHS en date du 15/11/2021 nommant M. Christophe IMBERT, directeur de l'unité UMR6266 (IDEES);

Vu l'avis du conseil de l'unité ;

Considérant que Mme Céline COLANGE a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à Rouen, du 13 au 15/04/2015 par l'Université de Rouen Normandie;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Céline COLANGE, IR CNRS est renouvelée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6266 intitulée Identité et Différenciation de l'Espace, de l'Environnement et des Sociétés (IDEES), à compter du 02/01/2022.

Mme Céline COLANGE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention Mme Céline COLANGE, est placée sous l'autorité du directeur d'unité par intérim.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 19/01/2022

Le Directeur de
l'UMR 6266 – IDEES

M. Christophe IMBERT

Visa de la Déléguée Régionale
du CNRS en Normandie

Visa du Président de l'Université
de Rouen Normandie





DEC220473DR19

Décision portant nomination de M Laurent COQUET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte 6270 Intitulée Polymères, Biopolymères, Surfaces (PBS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC213779DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR 6270, intitulée Polymères, Biopolymères, Surfaces (PBS) et nommant M. Pascal COSETTE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR6014 ;

Considérant que M Laurent COQUET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS du 1^{er} au 10 novembre 2003 et du 15 au 17 mars 2004,

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Laurent COQUET, Ingénieur de Recherche CNRS, est renouvelé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de UMR 6270, intitulée Polymères, Biopolymères, Surfaces (PBS) à compter du 20 décembre 2021.

M. Laurent COQUET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Laurent COQUET est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Caen, le 19/01/2022

Le Directeur de l'UMR6270 - PBS
M. Pascal COSETTE

Visa de la Déléguée Régionale
Pour le CNRS en Normandie

Mme Christine BRUNEL

Visa du Président de l'Université
de Rouen Normandie
Par délégation,
la directrice générale des services.

Pascal LAINCANTELS

DEC221088DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Véronique Mathet aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut écologie et environnement (INEE)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Sur proposition du directeur de l'Institut écologie et environnement (INEE),

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 4 avril 2022, Mme Véronique Mathet, ingénieure de recherche, est nommée directrice adjointe administrative de l'Institut écologie et environnement (INEE), en remplacement de Mme Carine Constans, appelée à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 01 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220218DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques (DAJ)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC140736DAJ du 12 mars 2014 portant nomination de Mme Marie-Laure Bachelerie aux fonctions de responsable du pôle national de conservation des données et documents ;

Vu la décision DEC152293DAJ du 21 octobre 2015 portant cessation de fonction et nominations à la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC171230DAJ du 13 avril 2017 portant nomination de Mme Virginie Charpentier aux fonctions de responsable du pôle responsabilité pénale et maîtrise des risques de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC172226DAJ du 21 juillet 2017 portant fin de fonctions et nomination de Mme Catherine Delpech aux fonctions de responsable du pôle conseil d'administration, ressources et élections (CARE) – déléguée pour les élections à la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212077DAJ du 8 juin 2021 portant nomination de Mme Marie-Laure Colin aux fonctions de responsable du pôle droit public économique et réglementation de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212454DAJ du 12 juillet 2021 portant nomination de Mme Valérie Hospital aux fonctions de directrice des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212456DAJ du 12 juillet 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Marine Forissier à la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212948DAJ du 8 septembre 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie Parnaudeau aux fonctions de responsable du pôle ingénierie des structures de la direction des affaires juridiques,

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du président - directeur général du CNRS, les actes, décisions ou documents suivants :

1.1 - En matière de précontentieux et contentieux :

- Les décisions de rejet des recours administratifs préalables ;
- L'ensemble des actes permettant d'assurer la défense du CNRS ;
- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice des actions en justice dirigées contre les personnes physiques à l'exception des actions pénales introduites contre des agents du CNRS autres que celles relatives aux infractions de presse ;

- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice des actions en justice contre les personnes morales ;
- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice du droit d'appel et du pourvoi en cassation ;
- Les décisions relatives à la protection fonctionnelle prévues par les dispositions de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

1.2 - En matière de dons et legs :

Les actes consécutifs à l'acceptation des dons et legs dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires ainsi que les actes conservatoires et d'administration, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.3 - En matière d'élections :

Les actes relatifs à l'organisation et à l'exécution des différentes consultations nationales des personnels de l'établissement, ou des personnels intéressés par les activités de l'établissement, dans le cadre des instances du CNRS et du comité national de la recherche scientifique.

1.4 - En matière d'exécution contractuelle :

L'ensemble des actes relatifs à l'exécution des conventions, notamment ceux relatifs à la mise en œuvre des clauses d'audit et de contrôle des comptabilités spéciales prévues par contrat, notamment de licence ou d'exploitation.

1.5 - En matière de conservation des données et documents :

L'ensemble des actes attachés à la conservation des données et documents de l'établissement.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques, délégation est donnée à Mme Marine Forissier, directrice adjointe, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes visés à l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques, et de Mme Marine Forissier, directrice adjointe, délégation est donnée à Mme Virginie Charpentier, responsable du pôle responsabilité pénale et maîtrise des risques, Mme Catherine Delpech, responsable du pôle conseil d'administration, ressources et élections, Mme Nathalie Le Ba, responsable du pôle accords, propriété intellectuelle et valorisation, Mme Marie-Laure Colin, responsable du pôle droit public économique et réglementation, Mme Marie Parnaudeau, responsable du pôle ingénierie des structures et à Mme Marie-Laure Bachelerie, responsable du pôle national de conservation des données et des documents, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes visés à l'article 1^{er} de la présente décision, dans la limite de leurs attributions respectives.

Art. 4. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022



Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220219DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines (DRH)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 28 février 2002 modifié fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche au CNRS ;

Vu la décision DEC100169DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des ressources humaines ;

Vu la décision DEC100231DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de Mme Christiane Enamé, aux fonctions de responsable du Service formation et itinéraires professionnels ;

Vu la décision DEC100232DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de Mme Martine Jallut, aux fonctions de responsable du Service conseil et expertise juridique ;

Vu la décision DEC100233DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de M. Pascal Loisel, aux fonctions de responsable du Service systèmes et traitement de l'information ;

Vu la décision DEC100237DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de M. Sébastien Gresik, aux fonctions de responsable du Service pensions et accidents du travail ;

Vu la décision DEC121522DAJ du 14 mai 2012 portant fin de fonctions de Mme Florence Piaud et nomination de Mme Hélène Lebas en qualité de responsable du Service développement professionnel des chercheurs au sein de la direction des ressources humaines ;

Vu la décision DEC160702DAJ du 23 mars 2016 portant nomination de Mme Géraldine Philippot aux fonctions d'adjointe au responsable du Service pensions et accidents du travail ;

Vu la décision DEC183221DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Hugues de la Giraudière aux fonctions de directeur des ressources humaines ;

Vu la décision DEC191462DAJ du 22 mai 2019 portant nomination de Mme Muriel Sinanidès aux fonctions de directrice déléguée aux cadres supérieurs (DDCS) ;

Vu la décision DEC210016DAJ du 11 janvier 2021 portant nomination de M. Florian Piou aux fonctions de responsable du Service des effectifs et du contrôle de gestion au sein de la direction des ressources humaines (DRH) ;

Vu la décision DEC212174DAJ du 30 juin 2021 portant nomination de Mme Hayfa Trabelsi aux fonctions de responsable par intérim du service du développement social à la direction des ressources humaines ;

Vu la décision DEC213455DAJ du 3 novembre 2021 portant nomination de Mme Marie Galloo-Parcot aux fonctions de directrice adjointe des ressources humaines ;

Vu la décision DEC213671DAJ du 6 décembre 2021 portant nomination de Mme Caroline Romet aux fonctions de responsable par intérim du Service développement professionnel des ingénieurs et techniciens à la direction des ressources humaines (DRH) ;

Vu la décision DEC213923DAJ du 17 décembre 2021 portant nomination de Mme Magali Lisbonne aux fonctions de responsable du Service central des concours (SCC) de la direction des ressources humaines (DRH),

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, arrêtés, décisions ou documents, notamment :

- ceux relatifs au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs d'une part et des ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche d'autre part ;
- les conventions de mise à disposition ;
- les délégations d'enseignants chercheurs ;
- les décisions relatives à l'organisation et au déroulement des concours d'accès aux corps des ingénieurs et des personnels techniques et d'administration de la recherche comprenant notamment :
 - o les décisions de désignation des jurys de concours de recrutement des ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche conformément aux dispositions du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié ;
 - o les décisions fixant pour chaque concours de recrutement des ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche, la date et le lieu de déroulement des épreuves, ainsi que la liste des candidats admis à concourir, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 28 février 2002 susvisé ;
 - o les décisions de désignation des jurys d'examens de sélection professionnelle conformément aux dispositions du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié et les décisions fixant la liste des candidats admis à se présenter ;
 - o les convocations des membres des jurys des concours de recrutement des ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche et d'examens de sélections professionnelles ainsi que celles des candidats admis à concourir ou à se présenter aux examens ;
 - o les courriers adressés aux candidats à la suite des épreuves auxquelles ils se sont présentés ainsi que ceux en réponse aux réclamations qu'ils ont formulées.
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés en vertu de l'article 21 du décret n° 84-1125 du 27 décembre 1984 modifié susvisé ;
- tous les actes et décisions afférents à l'organisation des concours de recrutement de chercheurs, la composition des jurys de concours, la notification des résultats aux candidats et aux réclamations des dits candidats ;
- les sanctions disciplinaires prévues par l'article 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée ;
- l'ordonnancement des dépenses de personnels non déconcentrées ;

- les décisions de revalorisation annuelle du taux des bourses ;
- l'attribution des indemnités ;
- tous actes, décisions et conventions relatifs aux actions de formation permanente ;
- les actes, décisions, conventions et subventions non déconcentrées en matière d'action sociale dont le montant est inférieur à la limite fixée pour les marchés de fournitures et de services passés par l'Etat selon la procédure adaptée ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses et des recettes relatives aux rentes accidents du travail, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux charges consécutives à la validation de services auprès de l'IRCANTEC, hors les validations rétroactives relatives aux titulaires admis à la retraite sans droit à pension, au suivi du comité médical et au paiement des charges sociales (SS, IRCANTEC) ;
- l'ensemble des actes permettant d'assurer la défense du CNRS notamment ceux relatifs aux litiges d'ordre statutaire et ceux relatifs aux actions en justice auxquelles le CNRS est partie en matière de pensions, d'accidents du travail, de maladies professionnelles et de recours contre les tiers responsables d'accidents du travail ;
- l'exercice du droit d'appel et du pourvoi en cassation.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à Mme Marie Galloo-Parcot, directrice adjointe, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, arrêtés, décisions et conventions visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines, et de Mme Marie Galloo-Parcot, directrice adjointe, délégation est donnée à :

- Mme Muriel Sinanidès, directrice déléguée aux cadres supérieurs ;
- Mme Hélène Lebas, responsable du Service développement professionnel des chercheurs ;
- Mme Caroline Romet, responsable par intérim du Service développement professionnel des ingénieurs et techniciens (SDP-IT) ;
- M. Florian Piou, responsable du Service des effectifs et du contrôle de gestion ;
- Mme Christiane Enamé, responsable du Service formation et itinéraires professionnels ;
- Mme Martine Jallut, responsable du Service conseil et expertise juridique ;
- M. Pascal Loisel, responsable du Service systèmes et traitement de l'information ;
- Mme Hayfa Trabelsi, responsable par intérim du Service du développement social ;
- M. Sébastien Gresik, responsable du Service pensions et accidents du travail, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ce dernier, Mme Géraldine Philippot, responsable adjointe du Service pensions et accidents du travail ;
- Mme Magali Lisbonne, responsable du Service central des concours,

à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions ou documents visés à l'article 1^{er}, dans la limite de leurs attributions respectives.

Art. 4. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220220DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Sabine Deligne, directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion (DSFIM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100172DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion ;

Vu la décision DEC132448DAJ du 1^{er} septembre 2013 portant nomination de Mme Sylvie Périnal aux fonctions d'adjointe à la directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion ;

Vu la décision DEC171305DAJ du 14 avril 2017 portant nomination de Mme Ophélie Robin aux fonctions de directrice adjointe au directeur de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion ;

Vu la décision DEC171304DAJ du 19 avril 2017 portant nomination de Mme Anne-Marie Capellan aux fonctions de responsable du service budget et optimisation des ressources de la direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion ;

Vu la décision DEC201675DAJ du 18 septembre 2020 portant nomination de Mme Sabine Deligne aux fonctions de directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion,

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Sabine Deligne, directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, décisions ou documents suivants :

- les ordonnances de délégation de crédits ;
- les actes relatifs à l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ainsi que ceux relatifs à l'établissement des titres de recette à l'exception des actes déconcentrés ;
- les décisions de subvention en espèces non déconcentrées d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à la limite fixée pour les marchés de fournitures et de services passés par l'Etat selon la procédure adaptée et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions scientifiques et colloques, au financement de prix scientifiques et au versement à des institutions scientifiques et aux associations liées au CNRS ;
- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations de toute nature dues au titre des prestations réalisées par les unités et services relevant du CNRS ;

- en matière de dons et legs, les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires ainsi que les actes conservatoires et d'administration, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer ;
- les réclamations auprès des services fiscaux.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Deline, directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion, délégation est donnée à Mme Ophélie Robin, directrice adjointe, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, décisions et documents visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Deline, directrice de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion, et de Mme Ophélie Robin, directrice adjointe, délégation est donnée à Mme Sylvie Périnal, adjointe à la directrice, et à Mme Anne-Marie Capellan, responsable du service budget et optimisation des ressources, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, les actes visés à l'article 1^{er}, dans la limite de leurs attributions respectives.

Art. 4. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220221DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Bénézech, directeur des systèmes d'information (DSI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC141901DAJ du 1^{er} septembre 2014 portant nomination de Mme Marie-Pierre Fontanel aux fonctions de directrice adjointe des systèmes d'information ;

Vu la décision DEC182762DAJ du 6 novembre 2018 portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie-Chitra Iriart aux fonctions de directrice adjointe administrative de la direction des systèmes d'information (DSI) ;

Vu la décision DEC211000DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de M. Philippe Bénézech aux fonctions de directeur des systèmes d'information (DSI) ;

Vu la décision DEC213540DAJ du 8 décembre 2021 portant organisation de la direction des systèmes d'information,

DECIDE :

Art. 1^{er} - Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Philippe Bénézech, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions et conventions relatifs :

- au maintien et l'optimisation de la performance des réseaux informatiques et de télécommunications ;
- à la définition et la mise en œuvre des systèmes d'information (SI) destinés au pilotage et à la gestion des activités de l'établissement ;
- au développement d'outils et services à destination des laboratoires ;
- au développement des synergies entre les plates-formes informatiques du CNRS et de ses filiales ;
- au développement d'actions communes décidées entre l'établissement et ses partenaires ;
- à la planification des évolutions dans le cadre d'un schéma directeur.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Bénézech, directeur des systèmes d'information, délégation est donnée à Mme Marie-Pierre Fontanel, directrice adjointe des systèmes d'information, et à Mme Marie-Chitra Iriart, directrice adjointe administrative de la direction des systèmes d'information, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, décisions et conventions visés à l'article 1^{er}, dans la limite de leurs attributions respectives.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022



Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220222DAJ

Décision portant délégation à Mme Marie-Laure Inisan-Ehret, directrice des comptes et de l'information financière, en matière de téléprocédures sur le portail « impots.gouv.fr »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL

Vu le code général des impôts, notamment les articles 240, 1649 quater B quater, 1681 septies et 1695 quater ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 19 et 20 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire CD-0685 du 8 avril 2002 de la Secrétaire d'Etat au Budget fixant les conditions dans lesquelles les agents comptables des établissements publics nationaux peuvent se voir confier des tâches relevant de la compétence des ordonnateurs ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC150925DAJ du 24 mars 2015 portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie-Laure Inisan-Ehret aux fonctions de directrice des comptes et de l'information financière ;

Vu la décision DEC213515DAJ du 3 novembre 2021 portant organisation de la direction des comptes et de l'information financière ;

Vu l'avis favorable de l'Administratrice générale des finances publiques, agent comptable principal du CNRS ;

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation est donnée à Mme Marie-Laure Inisan-Ehret, directrice des comptes et de l'information financière et agent comptable principal du CNRS, pour préparer et procéder aux télédéclarations des cotisations sociales, contributions diverses et charges fiscales du CNRS sur le portail « impots.gouv.fr », pour le compte de l'ordonnateur de l'établissement et sur ses indications.

Art. 2. – Dans le cadre de la dématérialisation des paiements sur le portail « impots.gouv.fr », l'agent comptable principal du CNRS assure les formalités nécessaires et procède aux télépaiements des impositions visées à l'article 1^{er}.



Art. 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220223DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Gasnot, directeur de la sûreté et conseiller pour les questions aéronautiques du CNRS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord ;

Vu la décision DEC130400DAJ du 1^{er} janvier 2014 portant organisation et fonctionnement de la direction de la sûreté ;

Vu la décision DEC152084DAJ du 22 septembre 2015 portant nomination de M. Philippe Gasnot aux fonctions de conseiller pour les questions aéronautiques ;

Vu l'instruction INS160675DAJ du 22 mars 2016 sur l'utilisation des drones,

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. Philippe Gasnot, directeur de la sûreté et conseiller pour les questions aéronautiques, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires à l'exercice par le CNRS de sa qualité d'exploitant d'aéronef.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit

DEC220224DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Christelle Roy, directrice de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale ;

Vu la décision DEC211896DAJ du 12 mai 2021 portant nomination de Mme Christelle Roy aux fonctions de directrice de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI),

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Christelle Roy, directrice de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les accords de coopération scientifique avec des partenaires académiques de l'espace européen et hors espace européen, à l'exception de ceux entrant dans le champ de compétence des délégués régionaux du CNRS ou de ceux créant une unité de recherche du CNRS.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220225DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie Bonnaillie-Noël, directrice de la direction d'appui aux partenariats publics (DAPP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS;

Vu la décision DEC182034DAJ du 13 juillet 2018 portant nomination de Mme Virginie Bonnaillie-Noël, directrice de la direction d'appui aux partenariats publics (DAPP),

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Virginie Bonnaillie-Noël, directrice de la direction d'appui aux partenariats publics (DAPP), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS :

- les conventions d'application des conventions de site avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
- les conventions avec les collectivités territoriales, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les organismes de recherche concernant la définition des partenariats.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220226DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC130316DAJ du 15 février 2013 portant nomination de M. Laurent Chazaly aux fonctions d'adjoint à la secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions et conventions.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du CoNRS, délégation est donnée à M. Laurent Chazaly, adjoint à la secrétaire générale, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions et conventions, dans la limite de ses attributions.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220227DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises (DRE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC192927DAJ du 12 novembre 2019 portant nomination de Mme Carole Chrétien aux fonctions de directrice des relations avec les entreprises (DRE) ;

Vu la décision DEC201924DAJ du 21 décembre 2020 portant organisation de la direction des relations avec les entreprises (DRE),

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS :

- les conventions fixant les règles relatives à la copropriété et à l'exploitation des brevets, logiciels et savoir-faire ;
- les accords de confidentialité avec des partenaires industriels en vue de la conclusion d'un accord-cadre.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220228DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie Chevallon, directrice de la communication (DIRCOM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° 050213DAJ du 21 décembre 2005 modifiée portant création de la direction de la communication ;

Vu la décision DEC142677DAJ du 11 décembre 2014 portant nomination de M. Fabrice Impériali aux fonctions de directeur adjoint à la direction de la communication ;

Vu la décision DEC201474DAJ du 1^{er} septembre 2020 portant nomination de Mme Sophie Chevallon, directrice de la communication (DIRCOM),

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Sophie Chevallon, directrice de la communication, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions et conventions relevant des missions de la direction de la communication (DIRCOM).

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Chevallon, directrice de la communication, délégation est donnée à M. Fabrice Impériali, directeur adjoint, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, décisions et conventions visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220229DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Gaëlle Bujan, déléguée à la protection des données du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1461-1 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2017 modifié portant fixation du modèle décrivant les informations concernant les habilitations à accéder aux données du système national des données de santé ;

Vu la décision DEC180754DAJ du 22 février 2018 portant nomination de Mme Gaëlle Bujan aux fonctions de déléguée à la protection des données du CNRS ;

Vu la décision DEC213323DAJ du 21 octobre 2021 portant désignation de M. Alain Schuhl et de Mme Gaëlle Bujan en qualité d'autorités d'enregistrement déléguées du CNRS,

DECIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à Mme Gaëlle Bujan, déléguée à la protection des données, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Art. 2. – Délégation est donnée à Mme Gaëlle Bujan à l'effet de signer au nom du président-directeur général du CNRS, en qualité d'autorité d'enregistrement déléguée, les décisions habilitant nominativement les personnels des équipes de recherche du CNRS à accéder aux données du système national des données de santé institué à l'article L. 1461-1 du code de la santé publique, dans le cadre de projets intéressant la santé publique.

Mme Gaëlle Bujan est chargée de tenir à jour la liste des personnes habilitées à accéder à ces données, leurs profils d'accès respectifs et les modalités d'attribution, de gestion et de contrôle des habilitations, conformément au modèle établi par l'arrêté du 6 avril 2017 susvisé.

Art. 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit

DEC221123DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Marie Mora-Chevais, directrice de la communication par intérim (DIRCOM)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050213DAJ du 21 décembre 2005 modifiée portant création de la direction de la communication ;

Vu la décision DEC221122DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie Mora-Chevais aux fonctions de directrice de la communication par intérim (DIRCOM),

DECIDE :

Article 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Marie Mora-Chevais, directrice de la communication par intérim, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tous actes, décisions et conventions relevant des missions de la direction de la communication.

Article 2. - La présente décision, qui prendra effet à compter du 14 avril 2022, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221147DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Vincent Goujon, directeur de l'unité « Laboratoire écologie, évolution, interactions des systèmes amazoniens (LEEISA) » (UAR3456)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC213787DGDS du 21 décembre 2021 portant prolongation d'unités sous la forme d'unité d'appui et de recherche ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Vincent Goujon, directeur de l'unité d'appui et de recherche n° 3456, à l'effet de signer, au nom du Président-directeur général du CNRS, les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels de l'UAR n° 3456, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221545DR01

Décision portant délégation de signature à Mme Cristiana Mazzoni, directrice de l'UMR3329 intitulée « Architecture Urbanisme Société – Savoir Enseignement Recherche » (AUSSEER), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR3329, intitulée « Architecture Urbanisme Société – Savoir Enseignement Recherche », dont la directrice est Mme Cristiana Mazzoni ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Cristiana Mazzoni, directrice de l'UMR3329, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cristiana Mazzoni, délégation de signature est donnée à M. Frédéric Pousin, directeur de recherche de 1^{ère} classe, et à Mme Annie Edon-Soucheres, technicienne de classe exceptionnelle, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC211191DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 22 avril 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221509DR01

Décision portant délégation de signature à M. Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172 intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité » intitulée (THALIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'UMR7172, intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité », dont le directeur est M. Alain Schaffner ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Schaffner, délégation de signature est donnée à M. Sarga Moussa, directeur de recherche de 1^{ère} classe, Mme Caroline Brafman, ingénieure d'études de classe normale, et Mme Soniah Raharinosy, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC211065DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} avril 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221495DR01

Décision portant délégation de signature à Mme Pascale Lesage, directrice du GDR3546 intitulé « Les Éléments Génétiques Mobiles: du mécanisme aux populations, une approche intégrative » (EGM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Pascale Lesage, directrice du GDR3546, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pascale Lesage, délégation de signature est donnée à Mme Kadidja Mahcer, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 19 avril 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221463DR02

Décision portant délégation de signature à M. Christian BONHOMME, directeur de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, dont le directeur est M. Christian BONHOMME ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian BONHOMME, directeur de l'unité UMR7574, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BONHOMME, délégation de signature est donnée à M. François RIBOT (DR2), directeur-adjoint et à Mme Corinne POZZO DI BORGO (AENSR), responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC183170DR02 du 7 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221477DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre

LA DELEGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique DEBISSCHOP déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC200890DAJ du 31 mars 2020 portant nomination de Mme Marjolaine ROBILLARD, aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris-Centre ;

Vu la décision DEC211563DR02 du 22 avril 2021 portant nomination de Mme Lucie TACHEAU, aux fonctions de responsable du service des Ressources humaines de la délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC182908DR02 du 9 novembre 2018 portant nomination de Mme Katell HADJADJ-BERTHOLET, aux fonctions de responsable de service adjointe du service des Ressources humaines de la délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC221460DR02 du 12 avril 2022 portant nomination de Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL, aux fonctions de responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris-Centre ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre, délégation est donnée à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP et de Mme Marjolaine ROBILLARD délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1er à Mme Lucie TACHEAU, responsable du service des Ressources Humaines, Mme Katell HADJADJ-BERTHOLET, responsable de service adjointe du service des Ressources humaines et à Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL, responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation.



Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP et de Mme Marjolaine ROBILLARD, délégation est donnée à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire à :

- Mme Isabelle BART (AI), chargée de l'appui au pilotage et de la gestion des crédits délégués au service du personnel et des ressources humaines de la DR2,
- Mme Marie-Jeanne GAUDOIN (IE), responsable du pôle Affaires générales de la DR2

Article 4

La présente décision prend effet au 1^{er} mai 2022. A compter de cette même date, la décision DEC211774DR02 du 10 mai 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale,

Véronique DEBISSCHOP



DEC221478DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique DEBISSCHOP aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC200890DAJ du 31 mars 2020 portant nomination de Mme Marjolaine ROBILLARD, aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris-Centre ;

Vu la décision DEC221460DR02 du 9 novembre 2018 portant nomination de Mme Katell HADJADJ-BERTHOLET, aux fonctions de responsable de service adjointe du service des Ressources humaines de la délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC211563DR02 du 22 avril 2021 portant nomination de Mme Lucie TACHEAU, aux fonctions de responsable des ressources humaines de la délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC182908DR02 du 9 novembre 2018 portant nomination de Mme Katell HADJADJ-BERTHOLET, aux fonctions de responsable de service adjointe du service des Ressources humaines de la délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC201588DR02 du 12 avril 2022 portant nomination de Anna SARGSYAN-DELAVAL, aux fonctions de responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris-Centre ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marjolaine ROBILLARD, adjointe à la déléguée régionale, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjolaine ROBILLARD délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1er à Mme Lucie TACHEAU, responsable du service des Ressources Humaines, Mme Katell HADJADJ-BERTHOLET, responsable de service adjointe du service des Ressources humaines et à Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL, responsable par intérim du service Partenariat et Valorisation.



Article 3

La présente décision prend effet au 1er mai 2022. A compter de cette même date, la décision DEC211779DR02 du 10 mai 2021 donnant délégation de signature en qualité de personne responsable des marchés est abrogée.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale,

Véronique DEBISSCHOP



DEC221494DR02

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS2000 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman – IISMM ;

Vu la décision DEC201410INSHS du 1^{er} octobre 2020 portant nomination de M. Dominique AVON aux fonctions de directeur de l'UMS2000 à compter du 1^{er} août 2020 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification sous la forme d'UAR2500 de l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman – IISMM ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Emmanuelle GRAVEJAT (SAENSR), responsable financière, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Directeur d'unité
Dominique AVON



DEC221528DR02

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité FR550 intitulée Institut de biologie physico-chimique - IBPC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} aout 2016

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC183031DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR550 intitulée Institut de biologie physico-chimique - IBPC, dont le directeur est M. Bruno MIROUX ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité FR550, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno MIROUX, délégation de signature est donnée à Mme Carine TISNE, directrice-adjointe, Mme Goundo BARADJI, Secrétaire générale, et Mme Stéphanie BAILLE, assistante en gestion administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC202372DR02 du 8 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221405DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Vanina BOUTE, directrice de l'unité UMR8170 intitulée Centre d'Asie et du Sud-Est – CASE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC11898DGS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8170 intitulée Centre Asie du Sud-Est-CASE ;

Vu la décision DEC202256INSHS du 7 janvier 2021 portant nomination de Mme Dana RAPPOPORT aux fonctions de directrice par intérim de l'UMR8170 à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC212674INSHS du 30 septembre 2021 portant nomination de Mme Dana RAPPOPORT aux fonctions de directrice de plein exercice l'UMR8170 à compter du 1^{er} septembre 2021

Vu la décision DEC220804INSHS du 07 avril 2022 portant nomination de Mme Vanina BOUTE aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Anne-Valérie SCHWEYER aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR8170 à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'au 30 septembre 2022

DECIDE :

Article 1^{er}



Délégation est donnée Mme Vanina BOUTE, directrice de l'UMR8170, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Vanina BOUTE, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Valérie SCHWEYER (CRHC), à Mme Véronique DEGROOT (MC) et à Mme Annabel VALLARD (CRCN), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221145DR02

Décision portant délégation de signature à M. Marco ZITO, directeur de l'unité UMR7585 intitulée Laboratoire physique nucléaire et hautes énergies - LPNHE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7585 intitulée Laboratoire physique nucléaire et hautes énergies – LPNHE dont le directeur est M. Grégorio BERNARDI ;

Vu la décision DEC191492IN2P3 du 20 juin 2019 portant cessation de fonctions de M. Grégorio BERNARDI et nomination de M. Marco ZITO aux fonctions de l'UMR7585

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée M. Marco ZITO, directeur de l'UMR7585, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marco ZITO, délégation de signature est donnée à M. Tristan BEAU (MC), adjoint au directeur, à Mme Evelyne MEPHANE (IR), administratrice et à Mme Véronique CRIART-JOISIN (AI), adjointe à l'administratrice et responsable du pôle gestion, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC211804DR02 du 26 avril 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221476DR02

Décision portant délégation de signature à M. Dominique AVON, directeur de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS2000 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman – IISMM ;

Vu la décision DEC201410INSHS du 1^{er} octobre 2020 portant nomination de M. Dominique AVON aux fonctions de directeur de l'UMS2000 à compter du 1^{er} août 2020 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification sous la forme d'UAR2500 de l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman – IISMM ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée M. Dominique AVON, directeur de l'UAR2500, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux



marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique AVON, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle GRAVEJAT (SAENSR), responsable financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC220596DR02 du 28 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC221114DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7605 intitulée Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201230INP du 2 septembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7605, intitulée « Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses », dont le directeur est Monsieur Patrick AUDEBERT ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Sébastien LE PAPE, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien LE PAPE, délégation est donnée à Madame Sophie-Dorothée BATON, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien LE PAPE et de Madame Sophie-Dorothée BATON, délégation est donnée à Madame Catherine SALOU, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien LE PAPE, de Madame Sophie-Dorothée BATON et de Madame Catherine SALOU, délégation est donnée à Monsieur François MATHIEU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.



Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à , le 1^{er} mars 2022

Le directeur d'unité
Monsieur Patrick AUDEBERT



DEC221212DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9015 intitulée Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique

LA DIRECTRICE D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR9015, intitulée « Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique », dont la directrice est Madame Sophie ROSSET ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Didier LUCOR, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Didier LUCOR, délégation est donnée à Monsieur Michel BEAUDOUIN-LAFON, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Didier LUCOR et de Monsieur Michel BEAUDOUIN-LAFON, délégation est donnée à Madame Elodie ANAGUET, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique.



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à , le 01/03/2022

La directrice d'unité
Madame Sophie ROSSET



DEC221211DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Sophie ROSSET*, directrice de l'unité UMR9015 intitulée *Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant Monsieur Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR9015, intitulée « Laboratoire interdisciplinaire des sciences du numérique », dont la directrice est Madame Sophie ROSSET ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Sophie ROSSET, directrice de l'unité UMR9015, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie ROSSET, délégation de signature est donnée à Monsieur Didier LUCOR, directeur de recherche, Monsieur Michel BEAUDOUIN-LAFON, professeur, et Madame Elodie ANAGUET, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC220400DR04 du 01/01/2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 01/03/2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC221113DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Patrick AUDEBERT*, directeur de l'unité *UMR7605* intitulée *Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant Monsieur Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la décision DEC201230INP du 2 septembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7605, intitulée « Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses », dont le directeur est Monsieur Patrick AUDEBERT ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Patrick AUDEBERT, directeur de l'unité UMR7605, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick AUDEBERT, délégation de signature est donnée à Monsieur Sébastien LE PAPE, directeur de recherche, Madame Sophie-Dorothée BATON, directrice de recherche, Madame Catherine SALOU, ingénieure de recherche, et Monsieur François MATHIEU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210216DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} mars 2022

Le délégué régional
Monsieur Benoît FORÊT



DEC214079DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Claire Aragau, directrice par intérim de l'unité UMR7218, intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7218, intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE), dont la directrice par intérim est Mme Claire Aragau ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Claire Aragau directrice par intérim de l'unité UMR7218, à l'effet de signer, au nom du délégué régional pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire Aragau, délégation de signature est donnée à Mme Jodelle Zetlaoui-Léger, PEA, M. Jérôme Boissonade, MC, et M. Charles-Henri Rossignol, IEHC, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200024DR05 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 23 décembre 2021

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC214080DR05

Décision portant délégation de signature à M. Charles-Henri Rossignol pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7218 intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7218, intitulée Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (LAVUE), dont la directrice par intérim est Mme Claire Aragau ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Charles-Henri Rossignol, IEHC, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nanterre, le 23 décembre 2021

La directrice d'unité par intérim
Claire Aragau

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220916DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Ariane Allet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3598 intitulée TGIR des humanités-numériques (TGIR Huma-Num)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'UAR3598, intitulée TGIR des humanités-numériques (TGIR Huma-Num), dont le directeur est M. Olivier Baude ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Ariane Allet, IEHC, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Olivier Baude



DEC220448DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Elisabeth Peyroux, Mme Pauline Gluski, Mme Chafia Dordogne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8586 intitulée Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8586, intitulée Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), dont le directeur est M. Géraud Magrin ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Elisabeth Peyroux, CRCN, Mme Pauline Gluski, IR, Mme Chafia Dordogne, AI, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Géraud Magrin

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220703DR05

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Belan, à Mme Laurence Jacquet, à Mme Lisa Collin, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8184 intitulée Théorie économique, modélisation et applications (THEMA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8184 intitulée Théorie économique, modélisation et applications (THEMA), dont le directeur est M. Eric Danan ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal Belan PU, à Mme Laurence Jacquet, PU, à Mme Lisa Collin, T, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nanterre, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Eric Danan

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220285DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Emilie Lebarbier et Mme Irène Kaplanian, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X), dont le directeur est M. Patrice Bertail ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Emilie Lebarbier, PU, Mme Irène Kaplanian, ITRF B, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nanterre, le 11 janvier 2022

Le directeur d'unité
Patrice Bertail

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220361DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217 intitulée Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7217, intitulée Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA), dont la directrice est Mme Christine Cadot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Cadot, délégation de signature est donnée à Mme Jane Freedman, PR, Mme Florence Hulak, MC, Mme Delphine Naudier, DR, et Mme Sandra Nicolas, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200601DR05 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220282DR05

Décision portant délégation de signature à M. Pierre Allard, Mme Fanny Bocquentin, Mme Liliana Stalenq, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS), dont la directrice est Mme Marianne Christensen ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre Allard, CRCN, Mme Fanny Bocquentin, CRCN, Mme Liliana Stalenq, IECN, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nanterre, le 11 janvier 2022

La directrice d'unité
Marianne Christensen

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220281DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Marianne Christensen, directrice de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes PréhistoriqueS (TEMPS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes PréhistoriqueS (TEMPS), dont la directrice est Mme Marianne Christensen ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marianne Christensen, directrice de l'unité UMR8068, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marianne Christensen, délégation de signature est donnée à M. Pierre Allard, CRCN, Mme Fanny Bocquentin, CRCN, Liliana Stalenq, IECN aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220896DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Jane Freedman, Mme Florence Hulak, Mme Delphine Naudier, et Mme Sandra Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7217 intitulée intitulée Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7217, intitulée Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA), dont la directrice est Mme Christine Cadot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Jane Freedman, PR, Mme Florence Hulak, MC, Mme Delphine Naudier, DR, et Mme Sandra Nicolas, AI, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 3 janvier 2022

La directrice d'unité
Christine Cadot



DEC214045DR05

Décision portant délégation de signature à M. Benoît Semelin, directeur de l'unité UMR8112 intitulée Laboratoire d'étude du rayonnement et de la matière en astrophysique et atmosphères (LERMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8112, intitulée Laboratoire d'étude du rayonnement et de la matière en astrophysique et atmosphères (LERMA), dont le directeur est M. Benoît Semelin ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Benoît Semelin, directeur de l'unité UMR8112, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoit Semelin, délégation de signature est donnée à Mme Martina Wiedner, DR, M. Ludovic Petitdemange, CR, Mme Murielle Chevrier, IE, Mme Elise Blanchard, AI, Mme Woihiba El-Khchai, T, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192605DR05 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221422DR05

Décision portant délégation de signature à M. Éric Fassin, Mme Ilaria Simonetti pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8238, intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), dont la directrice est Mme Caroline Ibos ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Éric Fassin, PU, Mme Ilaria Simonetti à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aubervilliers, le 11 avril 2022

La directrice d'unité
Caroline Ibos



DEC221489DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8238, intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), dont la directrice est Mme Caroline Ibos ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Caroline Ibos, délégation de signature est donnée à M. Éric Fassin, PU, Mme Ilaria Simonetti, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220955DR05 du 3 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 11 avril 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221257DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Edwige Helmer-Laurent, déléguée régionale de la circonscription Centre-Est (DR06)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de Mme Edwige Helmer-Laurent aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Centre-Est (DR06) ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 4 février 2010 modifiée relative à la délégation de pouvoir consentie au Président du CNRS ;

Vu le projet d'acte de cession d'un véhicule d'occasion appartenant au CNRS au profit du comité d'action et d'entraide sociales du CNRS et l'attestation d'évaluation de ce véhicule,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à Mme Edwige Helmer-Laurent, déléguée régionale de la circonscription Centre-Est, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tout acte nécessaire à la réalisation de la cession d'un véhicule utilitaire d'occasion de la marque Renault, modèle Trafic, référencé sous le numéro d'inventaire 1301580, au profit du comité d'action et d'entraide sociales du CNRS, pour un montant de 5 000 euros toutes taxes comprises.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 5 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221348DR07

Décision portant délégation de signature à Mme Agnes BORBON, de l'unité UMR6016 intitulée Laboratoire de météorologie physique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6016, intitulée Laboratoire de météorologie physique;

Vu la décision DEC220773INSU, portant nomination de Mme Agnès BORBON en tant que directrice par interim de l'unité UMR6016, intitulée Laboratoire de météorologie physique;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Agnes BORBON, directrice par interim de l'unité UMR6016, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnes BORBON, délégation de signature est donnée à M. Olivier JOURDAN, directeur adjoint par interim , aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211385DR07 du 19 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 1er février 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 6 avril 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221430DR07

Décision portant délégation de signature à M. Henri William NASSER, directeur de l'unité UMR5240 intitulée Laboratoire de Microbiologie, Adaptation et Pathogénie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5240, intitulée Laboratoire de Microbiologie, Adaptation et Pathogénie, dont le directeur est Henri William NASSER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Henri William NASSER, directeur de l'unité UMR5240, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Henri William NASSER, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie POUSSEREAU, directrice adjointe et à Mme Audrey MARCHETTI, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211320DR07 du 16 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 4 avril 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC214099DR11

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEROME, directeur par intérim de l'unité UMR5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique et de Cosmologie (LPSC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201522DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique et de Cosmologie (LPSC), dont le directeur est M. Arnaud LUCOTTE et M. Laurent DEROME le directeur adjoint ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision DE213907IN2P3 du 10 janvier 2022 portant cessation de fonctions de M. Arnaud LUCOTTE et nomination de M. Laurent DEROME, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5821 intitulée Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent DEROME, directeur par intérim de l'unité UMR5821, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent DEROME, délégation de signature est donnée à M. Thierry LAMY, IRHC CNRS, adjoint au directeur, responsable technique et coordinateur de projets, à M. Alain RETAILLEAU, IR CNRS, adjoint au directeur, directeur administratif et financier, à M. Christophe VESCOVI, IRHC CNRS, adjoint au directeur, directeur opérationnel Plateforme LSM, à Mme Christine SERVOZ-GAVIN, AI CNRS, adjointe au directeur administratif et financier, et à Mme Cécile VANNIER, AI CNRS, assistante gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, et à M. Guillaume WAROT, IR2 CNRS, ingénieur expert en développement d'expérimentation, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 1 000 euros HT pour les missions et 1000 euros HT pour les commandes de fonctionnement ou d'équipement.

Article 3

La décision n° DEC213190DR11 du 15 septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 14 janvier 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC214098DR11

Décision portant délégation de signature à M. Winfried WEISSENHORN, directeur de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie Structurale (IBS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie structurale (IBS), dont le directeur est M. Winfried WEISSENHORN, et Mme Cécile BREYTON et M. Martin BLACKLEDGE, les directeurs adjoints ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Winfried WEISSENHORN, directeur de l'unité UMR5075, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Winfried WEISSENHORN, délégation de signature est donnée à Mme Cécile BREYTON, DR CNRS, directrice adjointe, et à M. Martin BLACKLEDGE, DR CEA, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, à Mme Anaïs FRADIN, IE CEA, contrôleur de gestion, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 10.000 euros, et à Mmes Dominique RIBEIRO, T CNRS, gestionnaire, et Marylène GERVASONI, AI CNRS, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 4.000 euros HT.

Article 3

La décision n° DEC212926DR11 du 6 septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 15 janvier 2022

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC221330DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Alexia AUFFEVES, directrice de l'unité FR2053 intitulée Centre interdisciplinaire pour les sciences et technologies quantiques de Grenoble (QuantAlps), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision DEC213777DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la création pour une durée de 5 ans de l'unité FR2053, intitulée Centre interdisciplinaire pour les sciences et technologies quantiques de Grenoble (QuantAlps), dont la directrice est Mme Alexia AUFFEVES et Mme Anna MINGUZZI, la directrice adjointe ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Alexia AUFFEVES, directrice de l'unité FR2053, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Alexia AUFFEVES, délégation de signature est donnée à Mme Anna MINGUZZI, DR CNRS, directrice adjointe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, et à M. Camille SERVOZ-GAVIN, AI CNRS, responsable administratif, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 800 euros HT.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 31 mars 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC221112DR11

Décision portant délégation de signature à M. Didier BOTURYN, directeur de l'unité UMR5250 intitulée Département de Chimie Moléculaire (DCM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5250 intitulée Département de Chimie Moléculaire (DCM), dont le directeur est M. Didier BOTURYN, et M. Fabrice THOMAS, le directeur adjoint ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Didier BOTURYN, directeur de l'unité UMR5250, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier BOTURYN, délégation de signature est donnée à M. Fabrice THOMAS, PR UGA, directeur adjoint, à M. Serge COSNIER, DR CNRS, responsable de l'équipe BioCEN, à Mme Anne MILET, PR UGA, responsable de l'équipe SITH, à M. Jean-François POISSON, PR UGA, responsable de l'équipe SERCO, et à Mme Marie-Noëlle COLLOMB, DR CNRS, responsable de l'équipe EMPRe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 90.000 euros HT, et à Mme Véronique GINESTE, T UGA, responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 50.000 euros HT.

Article 3

La décision n° DEC212114DR11 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 10 mars 2022

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC221034DR11

Décision portant délégation de signature à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171293DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement pour une durée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2018 de l'unité GDR 3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), dont le directeur est M. Bruno FRANZETTI ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Bruno FRANZETTI, délégation de signature est donnée à Mme Anaïs FRADIN, IE CEA, contrôleur de gestion, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213892DR11 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 1^{er} mars 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC221338DR12

Décision portant délégation de signature à M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'unité UMR3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171278DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR3080, intitulée Laboratoire de synthèse et fonctionnalisation des céramiques, dont le directeur est Caroline TARDIVAT ;

Vu la décision DEC220950INC du 9 mars 2022 portant nomination de M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'UMR3080, intitulée Laboratoire de synthèse et fonctionnalisation des céramiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'unité UMR3080, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

La décision n° DEC220001DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 10 mars 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221328DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC180446DGDS du 26 janvier 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7294, intitulée Institut méditerranéen d'océanologie, dont le directeur est *Richard SEMPERE* ;

Vu la décision DEC213131INSU du 4 octobre 2021 portant nomination de Mme Valérie MICHOTÉY, directrice par intérim de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

Vu la décision DEC220269NSU du 31 janvier 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'unité UMR7294, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Valérie MICHOTÉY**, délégation de signature est donnée à **M. Vincent REY**, PU et **Mme Juliette ESPIE**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220031DR12 du 1^{er} février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} mars 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC220031DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC180446DGDS du 26 janvier 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7294, intitulée Institut méditerranéen d'océanologie, dont le directeur est *Richard SEMPERE* ;

Vu la décision DEC213131INSU du 4 octobre 2021 portant nomination de Mme Valérie MICHOTÉY, directrice par intérim de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

Vu la décision DEC220269NSU du 31 janvier 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Valérie MICHOTÉY, directrice de l'unité UMR7294, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Valérie MICHOTÉY**, délégation de signature est donnée à **Mme Juliette ESPIE**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC212988DR12 du 5 octobre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} février 2022

La déléguée régionale,
Aurélié PHILIPPE



DEC220641DR14

Décision portant délégation de signature à M. Pascal GUIRAUD, directeur de l'unité FR3089, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts » (FERMaT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité FR3743, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts (FERMaT), dont le directeur est M. Pascal GUIRAUD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal GUIRAUD, directeur de l'unité FR3089, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal GUIRAUD, délégation de signature est donnée à Mme Micheline ABBAS, directrice adjointe, à M. Etienne DAGUE directeur adjoint et à M. Cédric HAMON responsable administratif et financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC160574DR14 du 3 mars 2016 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27 janvier 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC220642DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Micheline ABBAS, à M. Etienne DAGUE et à M. Cédric HAMON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3089, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts (FERMaT)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité FR3743, intitulée Fluides, Energie, Réacteurs, Matériaux et Transferts (FERMaT), dont le directeur est M. Pascal GUIRAUD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Micheline ABBAS, directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Micheline ABBAS, délégation est donnée à M. Etienne DAGUE directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Micheline ABBAS, et de M. Etienne DAGUE, délégation est donnée à M. Cédric HAMON responsable administratif et financier, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27 janvier 2022

Le directeur d'unité
Pascal GUIRAUD

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221124DR14

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas DESTAINVILLE directeur par intérim de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5152, intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT) ;

Vu la décision DEC213807INP du 17 février 2022 portant respectivement fin aux fonctions de directeur de M. Bertrand GEORGEOT et nominations de M. Nicolas DESTAINVILLE aux fonctions de directeur par intérim et de M. Fabien ALET aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Nicolas DESTAINVILLE, directeur de l'unité UMR5152, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas DESTAINVILLE, délégation de signature est donnée à M. Fabien ALET directeur adjoint par intérim et à Mme Malika BENTOUR responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211782DR14 du 19 avril 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 11 mars 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221125DR14

Décision portant délégation de signature à M. Fabien ALET et à Mme Malika BENTOUR, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT) ;

Vu la décision DEC213807INP portant respectivement fin aux fonctions de M. Bertrand GEORGEOT et nominations de M. Nicolas DESTAINVILLE aux fonctions de directeur par intérim et de M. Fabien ALET aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité UMR5152 intitulée Laboratoire de physique théorique (LPT) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fabien ALET, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabien ALET, délégation est donnée à Mme Malika BENTOUR, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 11 mars 2022

Le directeur d'unité par intérim
Nicolas DESTAINVILLE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC221352DR14

Décision portant délégation de signature à M. Bernard DUMAS directeur de l'unité UMR5546 intitulée Laboratoire de Recherche en Sciences Végétales (LRSV), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC201526DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5546, intitulée Laboratoire de Recherche en Sciences Végétales (LRSV), dont le directeur est M. Bernard DUMAS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bernard DUMAS, directeur de l'unité UMR546, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard DUMAS, délégation de signature est donnée à M. Vincent BURLAT directeur adjoint, et à Mme Catherine DEPREY responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC163054DR14 du 15 janvier 2016 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 5 avril 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC220577DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine RIO, directrice de l'unité GDR2041 intitulée Développement et Evaluation des paramétrisations PHYSIQUES des modèles atmosphériques (DEPHY) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC181911DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité GDR2041 intitulée Développement et Evaluation des paramétrisations PHYSIQUES (DEPHY), dont la directrice est à Mme Catherine RIO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Catherine RIO directrice du groupement de recherche GDR2041, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 8 février 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC221491DR15

Décision portant délégation de signature à M. Olivier Devillers, directeur de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS), dont le directeur est M. Olivier Devillers ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier Devillers, directeur de l'UMR5607, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Devillers, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine Lavaud, maître de conférences et Mme Stéphanie Montagner, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 15 avril 2022

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221402DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Régis FERRIERE, directeur de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161221DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMI 3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) » ;

Vu la décision DEC172327INSHS du 10 août 2017 nommant M. Régis FERRIERE directeur par intérim de l'unité UMI3157 « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) » à compter du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017, en remplacement de M. Franck POUPEAU appelé à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC172327INSHS du 10 août 2017 nommant M. François-Michel LE TOURNEAU directeur adjoint par intérim de l'unité UMI3157 « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) » à compter du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Vu la décision DEC180289INSHS du 29 mars 2018 portant renouvellement de l'unité UMI 3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) » et nomination de Monsieur Régis FERRIERE aux fonctions de directeur et de Monsieur François-Michel LE TOURNEAU aux fonctions de directeur adjoint ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC212897INSHS du 30 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Sébastien ROUX aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) » en remplacement de Monsieur François-Michel LE TOURNEAU, à compter du 1^{er} septembre 2021 jusqu'au 1^{er} février 2022 ;

Vu la décision DEC220684INSHS du 5 avril 2022 portant nomination de Monsieur Sébastien ROUX aux fonctions de directeur adjoint de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) », à compter du 1^{er} février 2022 et jusqu'au terme du mandat de l'IRL ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Régis FERRIERE**, directeur de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) », à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis FERRIERE, délégation de signature est donnée à **M. Sébastien ROUX** directeur adjoint de l'unité IRL3157 intitulée « Interdisciplinary and Global Environmental Studies (iGLOBES) », aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis FERRIERE et M. Sébastien ROUX directeur adjoint, délégation de signature est donnée à **Mme Ruth GOSSET**, assistant ingénieur, administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **5 avril 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221482DR16

Délégation de signature consentie à Madame Marie MORA-CHEVAIS, directrice par intérim de l'unité MOY1666 intitulée « Direction de la Communication » (DIRCOM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC050213DAJ du 21 décembre 2005 modifiée portant création de la direction de la communication ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC200112DAJ du 21 janvier 2020, portant nomination de Madame Christine GIRARD aux fonctions d'adjointe à la directrice de l'unité MOY1666 intitulée « Direction de la Communication » (DIRCOM), en charge de l'administration et des partenariats à compter du 24 février 2020, en remplacement de Mme Catherine BALLADUR, admise à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC221122DAJ du 8 avril 2022 portant fin de fonctions et nomination de Mme Marie MORA-CHEVAIS aux fonctions de directrice de la communication par intérim (DIRCOM), à compter du 14 avril 2022 ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Madame Marie MORA-CHEVAIS**, directrice par intérim de l'unité MOY1666 intitulée « Direction de la Communication » (DIRCOM), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de la DIRCOM, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie MORA-CHEVAIS, délégation de signature est donnée à **Mme Christine GIRARD**, adjointe à la directrice de l'unité MOY1666 intitulée « Direction de la Communication » (DIRCOM), en charge de l'administration et des partenariats, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **14 avril 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220608DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Claudio LANDIM, directeur de l'unité IRL2924 intitulée « Jean-Christophe Yoccoz » (IMPA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161221DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMI2924 intitulée « Jean-Christophe Yoccoz » (IMPA), dont le directeur est M. Claudio LANDIM, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213768DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité IRL2924 intitulée « Jean-Christophe Yoccoz » (IMPA, dont le directeur est M. Claudio LANDIM et M. Marcello VIANA directeur adjoint, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Claudio LANDIM**, directeur de l'unité IRL2924 intitulée « Jean-Christophe Yoccoz » (IMPA), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claudio LANDIM, délégation de signature est donnée à **M. Marcello VIANA**, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220607DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur André-Jean ATTIAS, directeur de l'unité IRL2002 intitulée « Building Blocks for FUTURE Electronics Laboratory » (2B-FUEL), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161221DGDS du 16 décembre 2016 portant création de l'unité UMI2002 intitulée « Building Blocks for FUTURE Electronics Laboratory » (2B-FUEL), dont le directeur est M. André-Jean ATTIAS à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213768DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité IRL2002 intitulée « Building Blocks for FUTURE Electronics Laboratory » (2B-FUEL), dont le directeur est M. André-Jean ATTIAS et Mme Eunkyong KIM directrice adjointe, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. André-Jean ATTIAS**, directeur de l'unité IRL2002 intitulée « Building Blocks for Future Electronics Laboratory » (2B-FUEL), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André-Jean ATTIAS, délégation de signature est donnée à **M. Clément CABANETOS**, chercheur au sein de l'unité IRL2002 intitulée «Building Blocks for Future Electronics Laboratory (2B-FUEL)», aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220719DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Olivier LAFITTE, directeur de l'unité IRL3457 intitulée « Centre de Recherches Mathématiques » (CRM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC111670INSMI en date du 29 septembre 2011 portant création de l'unité mixte internationale n° 3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM) ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC151295DGDS du 18 décembre 2015 approuvant le renouvellement de l'unité UMI3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM), dont le directeur est M. Emmanuel GIROUX et M. Luc VINET co-directeur, à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu la décision DEC192271INSMI du 10 septembre 2019 portant cessation de fonctions et nomination de M. Olivier LAFITTE, directeur par intérim de l'unité UMI3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM), en remplacement de M. Emmanuel GIROUX appelé à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC200155INSMI du 20 février 2020 portant nomination de M. Oliver LAFITTE aux fonctions de directeur de l'unité UMI3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM), à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la décision DEC201511DGDS du 18 décembre 2020 portant création des international research laboratories, à compter du 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans et le renouvellement de l'unité IRL3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM) dont le directeur est M. Olivier LAFITTE ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC214057INSMI du 2 février 2022 portant nomination de M. Octav CORNEA aux fonctions de directeur adjoint de l'unité UMI3457 intitulée Centre de recherche Mathématiques (CRM), en remplacement de M. Luc VINET, à compter du 1^{er} septembre 2021 pour la durée fixée dans la décision DEC201511DGDS portant renouvellement de l'IRL3157 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Olivier LAFITTE**, directeur de l'unité IRL3457 intitulée Centre de Recherches Mathématiques (CRM), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier LAFITTE, délégation de signature est donnée à **M. Octav CORNEA**, directeur Adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **2 février 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220966DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Guy BERTRAND, directeur de l'unité IRL3555 intitulée « UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision n°121793INC du 25 juin 2012 portant création de l'unité UMI3555 intitulée «UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory», dont le directeur est M. Guy BERTRAND ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161074INC du 26 juillet 2016 portant renouvellement de l'unité UMI3555 intitulée «UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory», à compter du 1^{er} juillet 2016 pour une durée de cinq ans, sous réserve de la mise en œuvre de la convention correspondante, et de M. Guy BERTRAND directeur de recherche de classe exceptionnelle au CNRS renouvelé dans ses fonctions de directeur d'unité ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201658INC du 7 octobre 2020 relative à la décision modificative de la décision DEC161074INC du 26 juillet 2016 portant renouvellement de l'unité UMI3555 intitulée « UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory » et la nomination de directeur par intérim de M. Guy BERTRAND à compter du 1^{er} septembre 2020 au 30 juin 2021 ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC212337INC du 21 juillet 2021 portant renouvellement de l'international research laboratory IRL3555 intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory, dont le directeur est M. Guy BERTRAND



à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée de 4 ans et demi, et M. Rodolphe JAZZAR, directeur adjoint par intérim à compter du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021 ;

Vu la décision DEC220637INC du 31 janvier 2022 portant maintien de M. Rodolphe JAZZAR aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité IRL3555 intitulée «UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory», pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 juillet 2022.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Guy BERTRAND**, directeur de l'unité IRL3555 intitulée «UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory», à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy BERTRAND, délégation de signature est donnée à **M. Rodolphe JAZZAR**, directeur adjoint par intérim, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Fait à Paris, le **31 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221126DR16

Délégation de signature consentie à Monsieur Lionel BUCHAILLOT, directeur de l'unité INS1660 intitulée « Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes » (INSIS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC180533DAJ du 31 janvier 2018 portant nomination de Mme Magali COUFFINAL aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'unité INS1660 intitulée « Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes » (INSIS) ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC220993DAJ du 1^{er} mars 2022 portant fin de fonctions et nomination de M. Lionel BUCHAILLOT aux fonctions de directeur de l'unité INS1660 intitulée « Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes » (INSIS), à compter du 1^{er} mars 2022 en remplacement de M. Jean-Yves MARZIN, appelé à d'autres fonctions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Lionel BUCHAILLOT**, directeur de l'unité INS1660 intitulée Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'INSIS, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;



2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel BUCHAILLOT, délégation de signature est donnée à **Mme Magali COUFFINAL** aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'unité INS1660 intitulée « Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes » (INSIS), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **1^{er} mars 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221160DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220198DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220198DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16) ;

Vu la décision DEC221159DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Carine Constans aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} avril 2022, la décision DEC220198DAJ du 10 février 2022 est modifiée ainsi qu'il suit :

1.1. L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes : « Art. 4 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, délégation est donnée à Mme Carine Constans, adjointe à la déléguée régionale, à l'effet de signer au nom du président-directeur général du CNRS, dans la limite de ses attributions, l'ensemble des actes visés aux articles 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1., à l'article 2 et à l'article 3. » ;

1.2. L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « Art. 5 – I. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange et de Mme Carine Constans, adjointe à la déléguée régionale, délégation est donnée à Mme Marie-Claire Bertelle, responsable des ressources humaines, et à Mme Hélène Leniston, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1, à l'article 2 et à l'article 3.

II. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, de Mme Carine Constans, adjointe à la déléguée régionale, de Mme Marie-Claire Bertelle, responsable des ressources humaines, et de Mme Hélène Leniston, responsable du service partenariat et valorisation, délégation est donnée à Mme Hélène Garnier, responsable adjointe du service des ressources humaines, et à M. Pierre-Emmanuel Alexandre, responsable adjoint du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1, à l'article 2 et à l'article 3. ».

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05 avril 2022



Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221354DR16

Décision portant délégation de signature à Mme Carine CONSTANS pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DÉLÉGUEE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC221159DAJ du 5 avril 2022 portant fin de fonction et nomination de Mme Carine CONSTANS aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, à compter du 1^{er} avril 2022 en remplacement de Mme Christelle POULAIN appelée à d'autres fonctions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Carine CONSTANS**, ingénieure de recherche, adjointe de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 3



La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **5 avril 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221355DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Carine CONSTANS, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC170933DR16 du 10 mars 2017 nommant Madame Marie-Claire BERTELLE aux fonctions de responsable des Ressources Humaines ;

Vu la décision DEC171261DR16 du 3 avril 2017 portant nomination de Monsieur Christophe FERSING aux fonctions de responsable du Service Technique et Logistique de la délégation Paris Michel-Ange ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC221159DAJ du 5 avril 2022 portant fin de fonction et nomination de Mme Carine CONSTANS aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, à compter du 1^{er} avril 2022 en remplacement de Mme Christelle POULAIN appelée à d'autres fonctions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange, délégation est donnée à **Madame Carine CONSTANS**, adjointe de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Madame Isabelle LONGIN.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange et de Madame Carine CONSTANS, adjointe de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, délégation est donnée aux fins mentionnées ci-dessous à :

- **Madame Marie-Claire BERTELLE**, responsable du Service des Ressources Humaines ;
- **Monsieur Christophe FERSING**, responsable du service technique et logistique ;

A l'effet de signer, dans leur domaine respectif d'activité et dans la limite des crédits disponibles :

- tous actes, décisions et documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses et recettes, ainsi que les commandes en fonctionnement ou équipement d'un montant unitaire inférieur ou égal à 40 000€ HT ;
- les ordres de missions (France métropolitaine, DOM TOM, pays appartenant à l'Union Européenne et pays étrangers en respectant la réglementation en vigueur au CNRS pour les pays à risques), ainsi que les bons de transports afférents.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Paris, le **5 avril 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220132DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Eric CONTE, directeur de l'unité UAR2503 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique » (MSHP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161226DGDS du 16 décembre 2016, portant création de l'unité USR2003 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique » (MSHP), dont le directeur est M. Eric CONTE ;

Vu la décision DEC170875SHS du 29 mars 2017 portant modification de la décision DEC161226DGDS, relative à la création de l'unité USR2003 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique » (MSHP) ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213787DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2022, sous la forme d'unité d'appui de recherche (UAR) ;

DECIDE :

Article 1^{er}



Délégation est donnée à **M. Eric CONTE**, directeur de l'unité UAR2503 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique » (MSHP), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220137DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jakob VOGEL, directeur de l'unité UAR3130 intitulée « Centre Marc Bloch - Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales -Association de droit Allemand », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC070028SCHS du 6 août 2007 portant création de l'unité de service et de recherche n°3130 intitulé « Centre Marc Bloch » - « Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC122896DGDS du 19 décembre 2012 portant renouvellement de l'unité USR3130 intitulée « Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales de Berlin » (Centre Marc Bloch) ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161236DGDS du 16 décembre 2016 portant prolongation pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2017 de l'unité USR3130 intitulée « Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales de Berlin » (Centre Marc Bloch), dont la directrice est Mme Catherine GOUSSEFF ;

Vu la décision DEC182551INSHS du 15 novembre 2018 portant nomination de M. Jakob VOGEL aux fonctions de directeur par intérim de l'unité USR3130 intitulée « Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales de Berlin » (Centre Marc Bloch), pour la période du 1^{er} septembre 2018 au 31 décembre 2018 en remplacement de Mme Catherine KLEIN-GOUSSEFF appelée à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC181915DGDS du 21 décembre 2018 portant prolongation pour une durée de un an à compter du 1^{er} janvier 2019 de l'unité USR3130 intitulée « Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales de Berlin » (Centre Marc Bloch), dont le directeur est M. Jakob VOGEL ;

Vu la décision DEC191246 du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR3130 intitulée « Centre Marc Bloch - Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales - Association de droit Allemand », dont le directeur est M. Jakob VOGEL à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de Service et de Recherche (USR) en Unités d'Appui et de Recherche (UAR), à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Jakob VOGEL**, directeur de l'unité UAR3130 intitulée « Centre Marc Bloch - Centre Franco-Allemand de Recherches en Sciences Sociales - Association de droit Allemand, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jakob VOGEL, délégation de signature est donnée à **Madame Lucile DEBRAS**, administratrice, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220146DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Adrien DELMAS, directeur de l'unité UAR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » (CESHS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision N°070034SCHS du 6 août 2007 portant création de l'unité USR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161236DGDS du 16 décembre 2016 portant prolongation pour une durée de un an à compter du 1^{er} janvier 2017 de l'unité USR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » (CESHS) dont la directrice est Mme Sabrina MERVIN ;

Vu la décision DEC181210INSHS du 23 avril 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche USR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales (CESHS) et nomination de Madame Karima DIRECHE aux fonctions de directrice par intérim jusqu'au 15 août 2018 ;

Vu la décision DEC182275INSHS du 30 août 2018 portant nomination de M. Adrien DELMAS aux fonctions de directeur par intérim de l'unité USR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales (CESHS) pour la période du 1^{er} septembre 2018 au 31 janvier 2019 en remplacement de Mme Karima DIRECHE directrice par intérim appelé à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC182275INSHS du 18 février 2019 portant nomination de M. Adrien DELMAS aux fonctions de directeur de l'unité USR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » (CESHS), à compter du 1^{er} février 2019 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de Service et de Recherche (USR) en Unités d'Appui et de Recherche (UAR), à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Adrien DELMAS**, directeur de l'unité UAR3136 intitulée « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales » (CESHS), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Isabelle LONGIN



DEC220154DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Bernard THOMANN, directeur de l'unité UAR3331 intitulée « Asie Orientale » (Tokyo), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°090070SHS en date du 26 novembre 2009 portant création de l'unité de service et recherche n° 3331 intitulée « Asie orientale » ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC122836INSHS du 21 décembre 2012 portant prorogation de l'unité de service et de recherche n°3331 intitulée « Asie Orientale » ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161381INSHS du 28 juillet 2016 portant cessation de fonction et nomination de Mme Cécile SAKAI en tant que directrice par intérim de l'unité USR3331 intitulée « Asie Orientale » à compter du 1^{er} septembre 2016 ;

Vu la décision DEC162868INSHS du 12 janvier 2017 portant nomination de Mme Cécile SAKAI en tant que directrice de l'unité USR3331 intitulée « Asie Orientale » à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité USR3331 intitulée « Asie Orientale » à compter du 1^{er} janvier 2019, dont la directrice est Mme Cécile SAKAI et M. Eric FLORENCE directeur adjoint ;

Vu la décision DEC192185INSHS du 4 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Bernard THOMANN aux fonctions de directeur par intérim et Monsieur Pierre MIEGE aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité USR3331 intitulée « Asie Orientale » pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 janvier 2020 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC200397INSHS du 20 février 2020, portant nomination de M. Bernard THOMANN aux fonctions de directeur et de M. Pierre MIEGE aux fonctions de directeur adjoint de l'unité USR3331 intitulée « Asie Orientale » (Tokyo), à compter du 1^{er} février 2020 jusqu'au terme du mandat de l'unité ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de Service et de Recherche (USR) en Unités d'Appui et de Recherche (UAR), à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Bernard THOMANN**, directeur de de l'unité UAR3331 intitulée « Asie Orientale » (Tokyo), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard THOMANN, délégation de signature est donnée à **M. Pierre MIEGE**, directeur adjoint de l'unité UAR3331 intitulée « Asie Orientale » (Tokyo), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220155DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Aude FOUÉRE, directrice de l'unité UAR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° 10A001DSI en date du 18 décembre 2009 portant création de l'unité de service et recherche n° 3336 intitulée « Afrique au Sud du Sahara » ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC133027DGDS en date du 20 décembre 2013 portant création et renouvellement des unités de service et recherche ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC182283INSHS du 30 août 2018 portant nomination de Mme Marie-Aude FOUÉRE aux fonctions de directrice par intérim de l'unité USR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » pour la période du 1^{er} septembre 2018 au 31 décembre 2018 en remplacement de Mme Marie-Emmanuelle POMMEROLLE appelée à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité USR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » à compter du 1^{er} janvier 2019, dont la directrice est Mme Marie-Aude FOUÉRE ;

Vu la décision DEC190945INSHS du 29 avril 2019 portant nomination de Monsieur Marc MAILLOT aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité USR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » pour la période du 15 avril 2019 au 31 octobre 2019, en remplacement de Monsieur Vincent FRANCIGNY appelé à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC192187INSHS du 4 septembre 2019 portant nomination de Madame Sophie DULUCQ aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité USR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » pour la période à compter du 1^{er} septembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020, en remplacement de Monsieur Thomas VERNET appelé à d'autres fonctions ;



Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC200697INSHS du 23 juin 2020, portant nomination de Monsieur Marc Maillot aux fonctions de directeur adjoint de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE4 SFDAS-Kartoum), depuis le 1^{er} novembre 2019 et jusqu'au terme du mandat de l'unité ;

Vu la décision DEC201261INSHS du 2 février 2021, portant nomination de Monsieur Vincent HIRIBARREN aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE 24 IFRA IBADAN), à partir du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 juillet 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC212934INSHS du 30 septembre 2021 portant nomination de M. Vincent HIRIBARREN au fonction de directeur adjoint de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE 24 IFRA IBADAN), à compter du 1^{er} août 2021 jusqu'à la fin du mandat de l'unité ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de Service et de Recherche (USR) en Unités d'Appui et de Recherche (UAR), à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Délégation est donnée à **Mme Marie-Aude FOUÉRE**, directrice de l'unité UAR3336, intitulée « Afrique au Sud du Sahara » à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Aude FOUÉRE, délégation de signature est donnée à **Mme Sophie DULUCQ** directrice adjointe, **M. Marc MAILLOT** directeur adjoint et **M. Vincent HIRIBARREN** directeur adjoint aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Aude FOUÉRE, de Mme Sophie DULUCQ directrice adjointe, de M. Marc MAILLOT directeur adjoint et M. Vincent HIRIBARREN directeur adjoint, délégation de signature est donnée à **Mme Marion ASEGO** gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220157DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre CAMMAS, directeur de l'unité UAR3365 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers - Réunion » par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC101443INSU du 13 avril 2010, modifié, portant création de l'unité UMS3365 intitulée OSU-Réunion (OSU-RÉUNION), dont le directeur est M. Jean-Pierre CAMMAS ;

Vu la décision DEC121923INSU du 2 août 2012 portant nomination de M. Jean-Pierre CAMMAS aux fonctions de directeur de l'unité UMS3365 intitulée « OSU-Réunion » (OSU-RÉUNION), à compter du 1^{er} septembre 2012 en remplacement de M. Yann COURCOUX démissionnaire ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC142126DGDS du 18 décembre 2014 portant renouvellement de l'unité UMS3365 intitulée « OSU-Réunion » (OSU-RÉUNION), dont le directeur est M. Jean-Pierre CAMMAS, à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC193221DGDS du 19 décembre 2019, portant renouvellement de l'unité UMS3365 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers - Réunion », dont le directeur est M. Jean-Pierre CAMMAS et Monsieur Jean-Lambert JOIN directeur adjoint à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC2116321INSU du 17 mai 2021 portant cessation de fonctions de Monsieur Jean-Lambert JOIN et portant nomination de Monsieur Laurent MICHON aux fonctions de directeur adjoint par intérim de



l'unité mixte de service n°3365 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers-REUNION » (OSU-R), à compter du 26 janvier 2021 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités mixtes de service (UMS) en Unités d'Appui et de recherche (UAR) à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Jean-Pierre CAMMAS**, directeur de l'unité UAR3365 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers - Réunion » à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre CAMMAS, délégation de signature est donnée à **M. Laurent MICHON**, directeur adjoint par intérim, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre CAMMAS et M. Laurent MICHON par intérim, délégation de signature est donnée **Mme Aroul-Marie MARS**, assistante ingénieure, responsable administrative et financière de l'OSU-REUNION, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 4

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220158DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Vincent GOUJON, directeur l'unité UAR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution Interactions des Systèmes Amazoniens » (LEEISA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC110923INEE du 27 juin 2011 portant création de l'unité USR3456 intitulée « CNRS Guyane » dont la directrice est Mme Annaïg LE GUEN ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC142129DGDS du 18 décembre 2014 approuvant le renouvellement de l'unité USR3456 intitulée « CNRS Guyane » et nommant Mme Annaïg LE GUEN directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC152744INEE du 29 décembre 2015 portant modification de l'intitulé et des tutelles de l'unité USR3456. A compter du 1^{er} janvier 2016, l'unité est modifiée comme suit :

- Intitulé : Laboratoire Ecologie, Evolution, Interactions des Systèmes Amazoniens
- Partenaires : Université de Guyane, IFREMER ;

Vu la décision DEC161226DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité USR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution, Interactions des Systèmes Amazoniens (LEEISA) », à compter du 1^{er} janvier 2017 et dont la directrice est Mme Annaïg LE GUEN ;

Vu la décision DEC182626INEE du 19 octobre 2018 portant nomination de M. Vincent GOUJON aux fonctions de directeur par intérim de l'unité USR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution, Interactions des Systèmes Amazoniens (LEEISA) » à compter du 1^{er} décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2019, en remplacement de Mme Annaïg LE GUEN, appelée à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC192015INEE du 25 juillet 2019, portant nomination de M. Vincent GOUJON aux fonctions de directeur de l'unité USR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution, Interactions des Systèmes Amazoniens (LEEISA) », à compter du 1^{er} octobre 2019 ;



Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213787DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2022, sous la forme d'unité d'appui de recherche (UAR) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Vincent GOUJON**, directeur de l'unité UAR3456 intitulée « Laboratoire Ecologie, Evolution Interactions des Systèmes Amazoniens » (LEEISA), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent GOUJON, délégation de signature est donnée à **M. Laurent DANTEC**, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220245DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Stéphane TRAISSAC, directeur de l'unité UMR8172 intitulée « Ecologie des Forêts de Guyane » (ECOFOG) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC 10A004DSI du 18 décembre 2009 portant renouvellement de l'unité UMR8172, intitulée Ecologie des Forêts de Guyane, dont le directeur est Eric MARCON ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8172 intitulée « Ecologie des Forêts de Guyane » (ECOFOG), dont le directeur est M. Eric MARCON et M. Jean-Christophe ROGGY directeur adjoint, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201413INEE du 13 novembre 2020 portant nomination par intérim de M. Jérôme ORIVEL et de M. Stéphane TRAISSAC respectivement aux fonctions de directeur et de directeur adjoint de l'unité UMR8172 intitulée « Ecologie des Forêts de Guyane » (ECOFOG), en remplacement de M. Eric MARCON, démissionnaire, à compter du 1^{er} septembre 2020 jusqu'au 31 août 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;



Vu la décision DEC212537INEE du 22 juillet 2021 portant nomination de M. Jérôme ORIVEL et de M. Stéphane TRAISSAC respectivement aux fonctions de directeur et directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°8172 intitulée « Ecologie des forêts de Guyane (ECOFOG) », à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2022, dans un intérêt de service, des unités mixtes de recherche ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Stéphane TRAISSAC**, directeur de l'unité UMR8172 intitulée Ecologie des Forêts de Guyane (ECOFOG), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane TRAISSAC, délégation de signature est donnée à **Messieurs Jérôme ORIVEL** et **Jean-Christophe ROGGY** directeurs adjoints, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane TRAISSAC, M. Jérôme ORIVEL et de M. Jean-Christophe ROGGY, délégation de signature est donnée à **Madame Dominique CHAFFARD**, gestionnaire financière et comptable, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 4

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221300DR17

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Coussy pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe Coussy, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Coussy, délégation est donnée à M. Thierry Chonavel, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Coussy et de M. Thierry Chonavel, délégation est donnée à M. Alain Plantec, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Brest, le 12/04/2022

Le directeur d'unité

Christian PERSON



DEC221294DR17

Décision portant délégation de signature à M. Christian Person, directeur de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian Person, directeur de l'unité UMR6285, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Person, délégation de signature est donnée à M. Philippe Coussy, professeur, M. Thierry Chonavel, professeur, M. Alain Plantec, professeur, Mme Angélique Drémeau, maîtresse de conférences et M. Pascal Morel, maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 24/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC220621DR17

Décision portant délégation de signature à M. Marc-André Gutscher, directeur de l'unité UMR6538 intitulée Geo-Ocean (GO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6538 intitulée Laboratoire géosciences océan (Geo-Ocean), dont le directeur est M. Marc-André Gutscher ;

Vu la décision DEC221210INSU du 11 avril 2022 modifiant dans la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021, l'intitulé de l'UMR6538 Geo-Ocean (GO) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marc-André Gutscher, directeur de l'unité UMR6538, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc-André Gutscher, délégation de signature est donnée à Mme Marina Rabineau, directrice de recherche et Mme Margot Sauvadet, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 20/04/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221401DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean Marie TARASCON, Directeur de l'Unité Fédération de Recherche FR3459, intitulée Réseau sur le stockage Electrochimique de l'énergie (RS2E), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017, approuvant le renouvellement de l'Unité Fédération de Recherche FR3459, Réseau sur le stockage Electrochimique de l'énergie (RS2E), dont le directeur est M. Jean Marie TARASCON ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jean Marie TARASCON Directeur de l'unité FR3459, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Marie TARASCON Directeur de l'unité FR3459, la délégation de signature à M Patrice SIMON, Directeur adjoint et à Mme Anne CHARBONNIER, Administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191960DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 5 avril 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220716DR18

Décision portant délégation de signature à M. José KOVENSKY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7378 intitulée Laboratoire de Glycochimie, des Antimicrobiens et des Agroressources (LG2A), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR7378 intitulée Laboratoire de Glycochimie, des Antimicrobiens et des Agroressources (LG2A), dont le Directeur est M. José KOVENSKY ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. José KOVENSKY, Directeur de l'UMR7378, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. José KOVENSKY, Directeur, la délégation de signature est donnée à M. Albert NGUYEN VAN NHEIN, Professeur Université de Picardie Jules Verne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC201958DR18 du 2 novembre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220720DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile DOUILLET, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8026 intitulée Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR8026 intitulée Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS), dont la directrice est Mme Anne-Cécile DOUILLET ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Anne-Cécile DOUILLET, Directrice de l'UMR8026, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Cécile DOUILLET, directrice de l'unité, la délégation de signature est donnée à M. Julien TALPIN, Directeur adjoint et à M. Younès HADDADI, Responsable administratif, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision n° DEC191805DR18 du 1^{er} septembre 2019, donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220723DR18

Décision portant délégation de signature à M. Philippe FROGUEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8199 intitulée Génomique Fonctionnelle (epi) Métabolique et Mécanismes Moléculaires impliqués dans le diabète de type 2 et les maladies associées (GI3M), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC142119DGDS du 18 décembre 2014 approuvant le renouvellement l'unité UMR8199, intitulée Génomique intégrative et modélisation des maladies métaboliques, dont le directeur est M. Philippe FROGUEL ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8199 intitulée Génomique Fonctionnelle (epi) Métabolique et Mécanismes Moléculaires impliqués dans le diabète de type 2 et les maladies associées (GI3M), dont le/la Directeur est M. Philippe FROGUEL ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Philippe FROGUEL, Directeur de l'UMR8199, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe FROGUEL Directeur de l'UMR8199, la délégation de signature est donnée à M. Vincent VATIN, Responsable achat et à Mme Hélène DE GAVRE, Administratrice aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191911DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220783DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine HUBER, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8164 intitulée Histoire, Archéologie, Littérature des Mondes Anciens (HALMA), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8164 intitulée Histoire, Archéologie, Littérature des Mondes Anciens, dont la directrice est Mme Sandrine HUBER ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Sandrine HUBER, Directrice de l'UMR8164, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine HUBER Directrice de l'UMR8164, la délégation de signature est donnée à M. Philippe ABRAHAMI, Directeur adjoint, à M. Charles DELATTRE Directeur adjoint, et à Mme Anne-Sophie FURRY, Responsable Administrative, aux fins mentionnées à l'article aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC202312DR18 15 décembre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 24 mars 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220784DR18

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DUBUISSON, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8518 intitulée Laboratoire d'optique atmosphérique (LOA) par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8518, intitulée Laboratoire d'optique atmosphérique, dont le directeur est M. Philippe DUBUISSON ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée M. Philippe DUBUISSON, Directeur de l'UMR8518, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DUBUISSON Directeur de l'UMR8518, la délégation de signature est donnée M. Hervé HERBIN, Professeur des universités à l'Université de Lille et à Mme Isabelle CHIAPELLO, Chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200052DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 8 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220796DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean Benjamin HANOUNE, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR 8522 intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère (PC2A), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8522, intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère, dont le directeur est M. Jean Benjamin HANOUNE ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jean Benjamin HANOUNE, Directeur de l'UMR8522, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — La décision DEC200037DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 4 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 8 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220843DR18

Décision portant délégation de signature à M. Benoît FRESSE Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP), dont le Directeur est M. Benoît FRESSE ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Benoît FRESSE, Directeur de l'UMR8524, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FRESSE, Directeur de l'UMR8524, la délégation de signature est donnée à M. Emmanuel FRICAIN, Professeur à l'Université de Lille, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191933DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220843DR18

Décision portant délégation de signature M. Guy BUNTIX, Directeur de l'unité Fédération de Recherche FR2638 intitulée Institut Michel Eugène Chevreul (IMEC), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de la Fédération de Recherche FR2638, intitulée Institut Michel Eugène Chevreul (IMEC), dont le directeur est M. Guy BUNTIX ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Guy BUNTIX, Directeur de l'unité FR2638, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy BUNTIX, Directeur de l'unité FR2638, la délégation de signature est donnée à M. Hugues LEROUX, Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193292DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220846DR18

Décision portant délégation de signature Mme Sophie GRIVAUX, Directrice de la Fédération de Recherche FR2037 intitulée Fédération de Recherche Mathématiques des Hauts-de-France, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de la Fédération de Recherche FR2037, intitulée Fédération de Recherche Mathématiques des Hauts-de-France dont la directrice est Mme Sophie GRIVAUX ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Sophie GRIVAUX Directrice de l'unité FR2037, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie GRIVAUX Directrice de l'unité FR2037, la délégation de signature est donnée à M. Benoit FRESSE, Directeur du laboratoire Paul Painlevé, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200025DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220853DR18

Décision portant délégation de signature M. Christian MASQUELIER, Directeur de l'unité Fédération de Recherche FR3104 intitulée ALISTORE-ERI, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC173300DGDS collective du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de la Fédération de Recherche FR3104, intitulée ALISTORE-ALI, dont le directeur est M. Christian MASQUELIER ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Christian MASQUELIER, Directeur de l'unité FR3104, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian MASQUELIER, Directeur de l'unité FR3104, la délégation de signature est donnée à Mme Anne CHARBONNIER, Administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191801DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220856DR18

Décision portant délégation de signature M. Yann COELLO, Directeur par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR9193, intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectifs (SCALab), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR9193, intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectifs (SCALab), dont le directeur est M. Yann COELLO ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Yann COELLO, Directeur de l'unité UMR9193, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yann COELLO Directeur de l'unité UMR9193, la délégation de signature est donnée à M ; Pierre THOMAS, Directeur adjoint et à Mme. Emmanuelle FOURNIER, Ingénieure études à l'université de Lille, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200130DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220863DR18

Décision portant délégation de signature M. Guillaume DECOCQ, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7058 intitulée Ecologie et dynamique des systèmes anthropisés (EDYSAN), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7058 intitulée Ecologie et dynamique des systèmes anthropisés (EDYSAN), dont le directeur est M. Guillaume DECOCQ ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Guillaume DECOCQ Directeur de l'UMR7058, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume DECOCQ Directeur de l'UMR7058, la délégation de signature est donnée à Mme Déborah CLOSSET-KOPP, Enseignant Chercheur UPJV, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191816DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 10 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220942DR18

Décision portant délégation de signature M. Yann COELLO, Directeur de l'unité Fédération de Recherche FR2052, intitulée Sciences et Cultures du Visuel (SCV), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC210729NSHS du 3 mars 2021 portant création de la Fédération de Recherche FR2052, intitulée Sciences et Cultures du Visuel (SCV), dont le directeur est M. Yann COELLO ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Yann COELLO, Directeur de l'unité FR2052, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yann COELLO, Directeur de l'unité FR2052, la délégation de signature est donnée à Mme Diane TOGBE, Responsable Administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC212740DR18 du 11 août 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 16 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220947DR18

Décision portant délégation de signature M. Eric MARKIEWICZ, Directeur de l'unité Fédération de Recherche FR3733, intitulée Transports Terrestres et Mobilité (TTM), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de la Fédération de Recherche FR3733, intitulée Transports Terrestres et Mobilité (TTM), dont le directeur est M. Eric MARKIEWICZ ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Eric MARKIEWICZ, Directeur de l'unité FR3733, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric MARKIEWICZ, Directeur de l'unité FR3733, la délégation de signature est donnée à M. Maan EL BADAoui EL NAJJAR, Directeur adjoint et à M. Laurent DUBAR, Directeur d'unité du LAMIH, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193294DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 16 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220979DR18

Décision portant délégation de signature M. Cristian FOCSA, Directeur par intérim de l'unité Mixte de Recherche UMR8523, intitulée Physique des lasers, tomes e molécules (PhLAM), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8523, intitulée Physique des lasers, tomes e molécules (PhLAM), dont le directeur est M. Cristian FOCSA ;

Vu la décision DEC220559INP du 17 février 2022 portant fin de fonctions de directeur de M. Marc DOUAY et nomination de M. Cristian FOCSA, Directeur par intérim de l'UMR8523



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Cristian FOCSA, Directeur de l'unité UMR8523, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cristian FOCSA Directeur de l'unité UMR8523, la délégation de signature est donnée à Mme. Rachel BRASSART, Secrétaire générale et à M. Anthony DELSINE, Responsable financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC220491DR18 du 19 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 18 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220990DR18

Décision portant délégation de signature à Mme. Cécile LEGALLAIS, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR7338 intitulée Biomécanique et Bioingénierie (BMBI), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7338 intitulée Biomécanique et Bioingénierie (BMBI), dont la Directrice est Mme. Cécile LEGALLAIS ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme. Cécile LEGALLAIS, Directrice de l'UMR7338, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme. Cécile LEGALLAIS Directrice de l'UMR7338, la délégation de signature est donnée à Mme Catherine LACOURT, Administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191804DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 22 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC221103DR18

Décision portant délégation de signature Mme. Clarisse DHAENENS, Directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISTAL), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant création de l'unité UMR9189, intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille, dont le directeur est M. Olivier COLOT ;

Vu la décision DEC221009INS2I du 22 février 2022 portant cessation de fonctions et nomination de Mme. Clarisse DHAENENS, directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISTAL) ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme. Clarisse DHAENENS, Directrice par intérim de l'UMR9189, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme. Clarisse DHAENENS, Directrice par intérim de l'UMR9189, la délégation de signature est donnée à M. Géry CASIEZ, Directeur adjoint et à M. Frédéric SEMET Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200127DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 8 mars 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220253DR18

Décision portant délégation de signature à M. Christophe NIEWIADOMSKI Directeur de l'Unité d'Appui et de Recherche UAR3185 intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191246DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'Unité USR3185, intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), dont le directeur est M. Christophe NIEWIADOMSKI ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020, portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021, portant modification et recodification de l'Unité de Service et de Recherche USR3185 en Unité d'Appui et de Recherche UAR3185 intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS), dont le Directeur est M. Christophe NIEWIADOMSKI ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Christophe NIEWIADOMSKI Directeur de l'UAR3185, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe NIEWIADOMSKI, Directeur de l'UAR3185, la délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle POULAIN-GAUTRET, Directrice d'Unité adjointe, Maître de conférences, à Mme Ines BONET, Secrétaire générale, Ingénieure d'étude CNRS et à Mme Fariza MARECAILLE, Assistant ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200036DR18 du 1^{er} octobre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 13 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220270DR18

Décision portant délégation de signature à M. Ahmed MAZZAH Directeur de l'Unité d'Appui et de Recherche UAR3290, intitulée Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique (MSAP), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191246DGDS collective du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et recherche n°3290 intitulée Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique (MSAP), dont le directeur est M. Ahmed MAZZAH ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020, portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021, portant modification et recodification de l'Unité de Service et de Recherche USR3290 en Unité d'Appui et de Recherche UAR3290 intitulée Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique (MSAP), dont le Directeur est M. Ahmed MAZZAH ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Ahmed MAZZAH, Directeur de l'UAR3290, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ahmed MAZZAH, Directeur de l'UAR3290, la délégation de signature est donnée à M. Fabrice BRAY, Ingénieur d'études CNRS et à Mme Françoise PRETE, gestionnaire TCN aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200022DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 13 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC211526DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie ROLLAND-HAESE Directrice de l'Unité de Service et de Recherche USR3380, intitulée Histoire, Institut de Recherche sur les Composants Logiciels et Matériels pour **l'Information et la Communication Avancée (IRCICA)**, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'USR3380, intitulée Institut de Recherche sur les Composants Logiciels et Matériels pour l'Information et la Communication Avancée, dont la Directrice est Mme Nathalie ROLLAND-HAESE ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Nathalie ROLLAND-HAESE, Directrice de l'USR3380, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — La décision DEC191922DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 4 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 29 mars 2021

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2020.



DEC220279DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie CRESPIIN Directrice de l'Equipe d'Appui et de Recherche UAR2014 intitulée Plateformes Lilloises en Biologie et Santé (PLBS) par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 approuvant la création l'Unité Mixte de Service UMS2014 intitulée plateformes Lilloises en Biologie et Santé (PLBS), dont la Directrice est Mme Sophie CRESPIIN ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020, portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021, portant modification et recodification de l'Unité Mixte de Service UMS2014 en Unité d'Appui et de Recherche UAR2014 intitulée Plateformes Lilloises en Biologie et Santé (PLBS), dont la Directrice est Mme Sophie CRESPIIN ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Sophie CRESPIE, Directrice de l'UAR2014, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie CRESPIE, Directrice de l'UAR2014, la délégation de signature est donnée à Mme Audrey MANSUET, Responsable du service de gestion financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC212002DR18 du 21 mai 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 13 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220286DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme RIEDI Directeur de l'Equipe d'Appui et de Recherche UAR2877 intitulée ICARE, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMS2877 intitulée ICARE, dont le directeur est M. Jérôme RIEDI ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020, portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021, portant modification et recodification de l'Unité Mixte de Service UMS2877 en Unité d'Appui et de Recherche UAR2877 intitulée ICARE, dont le Directeur est M. Jérôme RIEDI ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jérôme RIEDI, Directeur de l'UAR2877, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme RIEDI, Directeur de l'UAR2877, la délégation de signature est donnée à M. Nicolas PASCAL, Ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191915DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 13 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220290DR18

Décision portant délégation de signature Mme Isabelle LANDIREU, Directrice de l'Equipe Mixte de Recherche EMR9002 intitulée Biologie structurale intégrative, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'ERL9002, intitulée Biologie structurale intégrative dont la directrice est Mme Isabelle LANDIREU ;

Vu la décision DEC213796GGDS du 20 décembre 2021, portant modification et recodification de l'Equipe Mixte de Recherche Labellisée ERL9002, en Equipe Mixte de Recherche EMR9002 intitulée Biologie structurale intégrative intitulée Biologie structurale intégrative ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Isabelle LANDIREU Directrice de l'EMR9002, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle LANDIREU Directrice de l'EMR9002, la délégation de signature est donnée à M. Xavier HANOULLE, Directeur de recherche et à Mme. Frédérique DEWITTE, Responsable de gestion administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC202295DR18 du 14 décembre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 22 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220379DR18

Décision portant délégation de signature à M. David CHATAUR, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC122654DGDS du 4 octobre 2012 portant création de l'UMR7352, intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA), dont le directeur est Ivan MARIN ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA), dont le Directeur est M. Ivan MARIN ;

Vu la décision DEC213889INSMI du 22 décembre 2022, portant nomination de M. David CHATAUR, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7352, intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA)



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. David CHATAUR Directeur de l'UMR7352, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. David CHATAUR Directeur de l'UMR7352, la délégation de signature est donnée à M. Vivien DESVEAUX, Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191925DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 17 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220487DR18

Décision portant délégation de signature à M. Philippe BONNIFAIT, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR7253, intitulée Heuristique et Diagnostic des Systèmes Complexes (HEUDIASYC), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7253 intitulée Heuristique et Diagnostic des Systèmes Complexes (HEUDIASYC), dont le Directeur est M. Philippe BONNIFAIT ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Philippe BONNIFAIT, Directeur de l'UMR7253, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BONNIFAIT Directeur, la délégation de signature est donnée à Mme Gabriela De SAINT-DENIS, Secrétaire générale, et à M. Yves GRANDVALET, Directeur adjoint aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC211481DR18 du 26 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220488DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie LE BOUTELLEC, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR7319 intitulée Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique. Epistémologie et Sciences Sociales (CURAPP-ESS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191230INSHS du 11 juillet 2019 portant nomination de Mme Nathalie LE BOUTELLEC, Directrice, Mme Isabelle GOUARNE et Mme Stéphanie GUYON, directrices adjointes de l'UMR7319, intitulée Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique. Epistémologie et Sciences Sociales (CURAPP-ESS) ;

Vu la décision 212228INSHS du 2 septembre 2021, portant nomination de Mme. Ana PERRIN-HEREDIA, Directrice adjointe de l'UMR7319, intitulée Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique. Epistémologie et Sciences Sociales (CURAPP-ESS) ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à La délégation est donnée Mme Nathalie LE BOUTELLEC, Directrice, de l'UMR7319, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie LE BOUTELLEC, Directrice, de l'UMR7319, la délégation de signature est donnée à Mme. Ana PERRIN-HEREDIA, Directrice adjointe, à Mme Virginie BEQUET, ITRF aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC212205DR18 du 1^{er} mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 20 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220489DR18

Décision portant délégation de signature à M. Franck DUMEIGNIL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8181 intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8181 intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS), dont le Directeur est M. Franck DUMEIGNIL ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Franck DUMEIGNIL, Directeur de l'UMR8181, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Franck DUMEIGNIL, la délégation de signature est donnée à Mme Véronique RATAJ, Directrice adjointe, à Mme Adlane SAYEDE, Professeure à l'Université d'Artois et à Mme Barbara DECLERCK-BOULANGER, Ingénieure d'études CNRS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} ;

Article 3 — La décision DEC193302DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 20 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220490DR18

Décision portant délégation de signature à M. Hervé VEZIN, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8516 intitulée Laboratoire Avancé de Spectroscopie pour les Interactions, la Réactivité et l'Environnement (LASIRE), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8516 intitulée Laboratoire Avancé de Spectroscopie pour les Interactions, la Réactivité et l'Environnement (LASIRE), dont le Directeur est M. Hervé VEZIN ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Hervé VEZIN, Directeur de l'UMR8516, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé VEZIN Directeur de l'UMR8516, la délégation de signature est donnée à M. Cyril RUCKEBUSCH, Professeur Université Lille, et Mme Brigitte LAYOUS, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191927DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220491DR18

Décision portant délégation de signature à M. Marc DOUAY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8523 Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM), dont le Directeur est M. Marc DOUAY ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Marc DOUAY, Directeur de l'UMR8523, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc DOUAY Directeur de l'UMR8523, la délégation de signature est donnée à Mme Rachel BRASSART, Secrétaire Générale, à M. Anthony DELSINE, responsable financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC212213DR18 du 15 juin 2021, donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220492DR18

Décision portant délégation de signature à M. Yann GUERARDEL, Directeur de l'Unité UMR8576 intitulée Unité de Glycobiologie Structurale et Fonctionnelle (UGSF), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8576 intitulée Glycobiologie Structurale et Fonctionnelle (UGSF), dont le Directeur est M. Yann GUERARDEL ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Yann GUERARDEL, Directeur de l'UMR8576, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yann GUERARDEL Directeur de l'UMR8576, la délégation de signature est donnée à M. Simon HAWKINS, Directeur adjoint, à Mme Martine RATAJCZAK, Ingénieure d'étude aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200040DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220495DR18

Décision portant délégation de signature à M. Charles MERIAUX, Directeur de l'Unité UMR8529, intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8529, intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS), dont le Directeur est M. Charles MERIAUX.

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Charles MERIAUX, Directeur de l'UMR8529, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles MERIAUX, Directeur de l'UMR8529, la délégation de signature est donnée à Mme Elise BAILLIEUL, Directrice adjointe, à Mme Christine AUBRY, Secrétaire générale aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200038DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220496DR18

Décision portant délégation de signature à M. Etienne FARVAQUE, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9221, intitulée Lille – Economie et Management (LEM), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'UMR9221, intitulée Lille Economie et Management, dont le Directeur est M. Etienne FARVAQUE ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Etienne FARVAQUE, Directeur de l'UMR9221, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement M. Etienne FARVAQUE Directeur, la délégation de signature est donnée à Mme Nathalie HAY, technicienne, gestionnaire administrative, à Mme Farha BENSALIA, technicienne, et à Mme Marion ROMO, Ingénieure d'étude, Secrétaire générale, et à Mme Claire PELISSIER, gestionnaire administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC213751DR18 du 29 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220498DR18

Décision portant délégation de signature à M. Thierry MELIN, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8520 intitulée Institut de l'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie (IEMN), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8520 intitulée Institut de l'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie, dont le Directeur est M. Thierry MELIN ;

Vu la décision DEC213782DGDS du 14 janvier 2022 approuvant le renouvellement de l'UMR8520 intitulée Institut de l'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie, dont le Directeur est M. Thierry MELIN ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Thierry MELIN Directeur de l'UMR8520, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry MELIN, Directeur de l'UMR8520, la délégation de signature est donnée à M. Christophe LETHIEN, Directeur adjoint, à M. Christophe DELERUE, Directeur adjoint, et à M. Frédéric LEFEBVRE Secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}

Article 3 — La décision DEC213275DR18 du 30 septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 20 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220499DR18

Décision portant délégation de signature à M. Hubert LOISEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8187 intitulée Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences (LOG), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'UMR8187, intitulée Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences, dont le Directeur est M. Hubert LOISEL ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Hubert LOISEL, Directeur de l'UMR8187, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert LOISEL, Directeur de l'UMR8187, la délégation de signature est donnée à Mme Virginie GAULLIER, Directrice adjointe, à M. Nicolas SPILMONT, Directeur adjoint, et à Mme. Lucdivine BONNAMY, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC211473DR18 du 23 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 19 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

¹ Soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2022.



DEC220622DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Ruth WEBB, Directrice, de l'Unité Mixte de Recherche UMR8163 intitulée Savoirs, Textes, Langage (STL), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8163 intitulée Savoirs, Textes, Langage ;

Vu la décision DEC212202INSHS du 21 juillet 2021 portant nomination de Mme. Ruth WEBB, directrice et de M. Fayssal TAYALATI, Directeur adjoint de l'UMR8163 intitulée Savoirs, Textes, Langage ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Ruth WEBB, Directrice de l'UMR8163, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ruth WEBB Directrice de l'UMR8163, la délégation de signature est donnée à M. Fayssal TAYALATI, Directeur adjoint, à M. Justin DUQUESNOY, Secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC212618DR18 du 22 juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 26 janvier /2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220624DR18

Décision portant délégation de signature à M. Karsten HAUPT, directeur de l'Unité UMR7025 intitulée Génie Enzymatique et Cellulaire (GEC), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7025 intitulée Génie Enzymatique et Cellulaire (GEC) dont le directeur est M. Karsten HAUPT ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Karsten HAUPT, Directeur l'UMR7025, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Karsten HAUPT, Directeur, la délégation de signature est donnée à Mme Bérandère BIHAN AVALLE, Directrice adjointe – Enseignante chercheur à l'UTC, à Mme Catherine SARAZIN, Directrice adjointe, et à Mme Carol SCHEMBRI, Responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200131DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 26 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220626DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean DUBUISSON Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9017 intitulée Centre d'Infection et d'Immunité de Lille (CIIL) par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision collective DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR9017, intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille, dont le directeur est M. Jean DUBUISSON ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jean DUBUISSON, Directeur de l'UMR9017, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean DUBUISSON Directeur de l'UMR9017, la délégation de signature est donnée à Mme Nathalie MIELCAREK, Directrice adjointe (Chargée de recherche INSERM), à M. Jean-Claude SIRARD, Chef d'équipe au CIIL (Directeur de recherche Inserm) et à Mme Isabelle ASLANI, Secrétaire générale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC201023DR18 du 11 mai 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 26 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220627DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle VAN SEUNINGEN, Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR9020 intitulée Hétérogénéité, plasticité et résistance aux thérapies des cancers (CANTHER), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant création de l'unité UMR9020, intitulée UMR CANTHER, dont la directrice est Isabelle Mme. VAN SEUNINGEN ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à Isabelle VAN SEUNINGEN, Directrice de l'UMR9020, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Isabelle VAN SEUNINGEN Directrice de l'UMR9020, la délégation de signature est donnée à Mme Corinne ABBADIE, Professeure d'Université à l'Université de Lille, Directrice adjointe sur le site Pasteur/IBL , à Mme Xuefen LE BOURHIS, Professeure d'Université à l'Université de Lille, Directrice adjointe sur le site FST/SN3, à Mme Véronique LABBE, Ingénieure d'étude CNRS, Secrétaire générale et à M. Bruno LESAGE, Assistant ingénieur Inserm, Responsable finances, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC200030DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 26 janvier /2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220629DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste COLLIAT, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9013 intitulée Laboratoire de Mécanique, Multi-physique et Multi-échelle (LaMcube), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9013 intitulée Laboratoire de Mécanique, Multi-physique et Multi-échelle (LaMcube), dont le directeur est M. Jean-Baptiste COLLIAT ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jean-Baptiste COLLIAT, Directeur de l'UMR9013, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Baptiste COLLIAT Directeur de l'UMR9013 la délégation de signature est donnée à M. Yannick DESPLANQUES, Directeur adjoint, Professeur des universités aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193295DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 27 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220630DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean Philippe LAVAL Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR9014 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9014 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL), dont le directeur est M. Jean Philippe LAVAL ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Jean Philippe LAVAL, Directeur de l'UMR9014, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Philippe LAVAL Directeur de l'UMR9014, la délégation de signature est donnée à M. Christos VASSILICOS Directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193296DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 26 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220631DR18

Décision portant délégation de signature à M. Patrice WOISEL, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8207 intitulée Unité Matériaux et Transformations (UMET), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC142119DGDS du 18 décembre 2014 approuvant le renouvellement l'unité UMR8207, intitulée Unité Matériaux et Transformations (UMET), dont le directeur est Patrice WOISEL ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8207 intitulée Unité Matériaux et Transformations (UMET), dont le Directeur est M. Patrice WOISEL ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Patrice WOISEL, Directeur de l'UMR8207, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice WOISEL, Directeur de l'UMR8207, la délégation de signature est donnée à M. Frédéric AFFOUARD, Directeur adjoint et à Mme Corinne HENRY, Responsable Administratif et Financier aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191968 DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 27 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220632DR18

Décision portant délégation de signature à M. Xavier VEKEMANS, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8198 intitulée Evolution, Ecologie et Paléontologie (EEP), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR8198, intitulée Evolution, Ecologie et Paléontologie, dont le directeur est M. Xavier VEKEMANS ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Xavier VEKEMANS, Directeur de l'UMR8198, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier VEKEMANS Directeur de l'UMR8198, la délégation de signature est donnée à Mme Catherine CRONIER, Responsable de l'équipe Paléontologie, à M. Vincent CASTRIC, Responsable de l'équipe Evolution-Ecologie, à M. Jean-François ARNAUD, Responsable de l'équipe Evolution-Ecologie et à M. Pierre SAUMITOU-LAPRADE, Responsable logistique de l'unité, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193305DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 27 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220635DR18

Décision portant délégation de signature à M. Pierre MARQUIS, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision collective DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL), dont le directeur est M. Pierre MARQUIS ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Pierre MARQUIS, Directeur de l'UMR8188, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre MARQUIS Directeur de l'UMR8188, la délégation de signature est donnée à M. Daniel Le BERRE, Directeur adjoint, et à Mme Virginie DELAHAYE, Administratrice du laboratoire aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193304DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 27 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220636DR18

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DUBAR, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8201 intitulée Laboratoire d'Automatique, de Mécanique et d'Informatique Industrielles et Humaines (LAMIH), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'UMR8201 Laboratoire d'Automatique, de Mécanique et d'Informatique Industrielles et Humaines (LAMIH), dont le Directeur est M. Laurent DUBAR ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Laurent DUBAR, Directeur de l'UMR8201, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent DUBAR Directeur de l'UMR8201, la délégation de signature est donnée à M. Damien TRENTSAUX, Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC193306DR18 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 27 janvier 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220705DR18

Décision portant délégation de signature à M. Mathieu MORCRETTE, Directeur de l'Unité UMR7314, intitulée Réactivité et Chimie des Solides (LRCS), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées dont l'unité UMR7314, intitulée Réactivité et Chimie des Solides, dont le directeur est Mathieu MORCRETTE ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mathieu MORCRETTE, Directeur de l'UMR7314, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mathieu MORCRETTE, la délégation de signature est donnée à Mme Sylvie GRUGEON, Ingénieure de recherche, à Mme Anne CHARBONNIER, Administrateur gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC191934DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220708DR18

Décision portant délégation de signature à Mme. Bernadette TILLARD Directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8019 intitulée Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR8019 intitulée Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE), dont la directrice est Mme Bernadette TILLARD ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à Mme Bernadette TILLARD, directrice de l'unité UMR8019 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bernadette TILLARD, Directrice de l'unité, la délégation de signature est donnée à M. Richard SOBEL, Directeur adjoint, Professeur et à Mme Sophie GOYAT, Assistante de direction, Technicien, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision n° DEC191808DR18 du 01/09/19 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégrant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220714DR18

Décision portant délégation de signature à M. Serge DAUCHY, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche UMR8025 intitulée Centre d'histoire judiciaire (CHJ), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8025, intitulée Centre d'histoire judiciaire, dont le directeur est M. Serge DAUCHY ;

DECIDE :



Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Serge DAUCHY, directeur de l'unité UMR8025 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge DAUCHY, la délégation de signature est donnée à M. Bruno DUBOIS, Maître de conférences à l'Université de Lille, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision n° DEC191806DR18 du 1^{er} septembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional déléguant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC220846DR18

Décision portant délégation de signature M. Thierry DENOEU, Directeur de l'unité Fédération de Recherche FR3272 intitulée Systèmes Hétérogènes en Interaction (SHIC), par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC171283DGDS collective du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de la Fédération de Recherche FR23272, intitulée Systèmes Hétérogènes en Interaction (SHIC), dont le directeur est M. Thierry DENOEU ;



DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Thierry DENOEUX Directeur de l'unité FR3272, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'Unité ;
2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — La décision DEC213263DR18 du 1^{er} octobre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 4 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 3 février 2022

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC221377DR19

Décision portant délégation de signature à M. Thierry LEQUEUX, directeur de l'unité UMR6507 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6507 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique dont le directeur est M. Thierry LEQUEUX ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Thierry LEQUEUX, directeur de l'unité UMR6507, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Thierry LEQUEUX délégation de signature est donnée à M. Jacques ROUDEN, Professeur et Mme Marie-Cécile HÉLAINE, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC182811DR19 du 05 novembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC220460DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Joëlle LERAY, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, dont le directeur est M. Fayçal REJIBA;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Joëlle LERAY, Professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle LERAY, délégation est donnée à Mme Estelle LANGLOS, Maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à MONT SAINT AIGNAN, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Fayçal REJIBA

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221379DR19

Décision portant délégation de signature à M. Ionut DANAILA, directeur de l'unité UMR6085 intitulée Laboratoire de mathématiques Raphaël Salem, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6085 intitulée Laboratoire de mathématiques Raphaël Salem dont le directeur est M. Ionut DANAILA;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Ionut DANAILA, directeur de l'unité UMR6085, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ionut DANAILA délégation de signature est donnée à M. Thierry DE LA RUE, Chargé de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC201567DR19 du 20 août 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221380DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de recherche interprofessionnel en aerothermochimie, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de recherche interprofessionnel en aerothermochimie dont la directrice est Mme Armelle CESSOU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité UMR6614, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armelle CESSOU délégation de signature est donnée à M. Christophe DUMOUCHEL, Directeur de recherche et à Mme Nina LUZ DA SILVA, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC202055DR19 du 19 novembre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221381DR19

Décision portant délégation de signature à M. Xavier SAUVAGE, directeur de l'unité UMR6634 intitulée Groupe de physique des matériaux, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6634 intitulée Groupe de physique des matériaux dont le directeur est M. Xavier SAUVAGE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Xavier SAUVAGE, directeur de l'unité UMR6634, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier SAUVAGE délégation de signature est donnée à Mme Christine VURPILLOT, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211752DR19 du 13 avril 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221382DR19

Décision portant délégation de signature à M. Pierre-Yves RENARD, directeur de l'unité intitulée UMR6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse dont le directeur est M. Pierre-Yves RENARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre-Yves RENARD, directeur de l'unité intitulée UMR6014, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre-Yves RENARD délégation de signature est donnée à M. Vincent LEVACHER, Directeur de recherche, à M. Philippe JUBAULT, Professeur et à M. Gérald BELLANGER, Assistant ingénieur., aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200077DR19 du 02 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221383DR19

Décision portant délégation de signature à M. Pascal COSETTE, directeur de l'unité UMR6270 intitulée Polymères, biopolymères, surfaces, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6270 intitulée Polymères, biopolymères, surfaces

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal COSETTE, directeur de l'unité UMR6270, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal COSETTE délégation de signature est donnée à Mme Laurence LECAMP, Professeure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220454DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221384DR19

Décision portant délégation de signature à M. Christophe IMBERT directeur de de l'unité UMR6266 intitulée Identité et différenciation de l'espace, de l'environnement et des sociétés, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6266 intitulée Identité et différenciation de l'espace, de l'environnement et des sociétés, dont le directeur est M. Christophe IMBERT ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe IMBERT directeur de de l'unité UMR6266, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe IMBERT délégation de signature est donnée à M. Eric DAUDE, Directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220407DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221385DR19

Décision portant délégation de signature à M. Michel GRISEL, directeur de l'unité FR3038 intitulée Institut Normand de Chimie Moléculaire, Médicinale et Macromoléculaire, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité FR3038 intitulée Institut Normand de Chimie Moléculaire, Médicinale et Macromoléculaire dont le directeur est M. Michel GRISEL ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Michel GRISEL, directeur de l'unité FR3038, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel GRISEL, délégation de signature est donnée à Mme Annie-claude GAUMONT, Professeur et à M. Vincent LEVACHER, Directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC182821DR19 du 05 novembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221386DR19

Décision portant délégation de signature à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, par la déléguée régionale, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement dont le directeur est M.Fayçal REJIBA ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fayçal REJIBA, délégation de signature est donnée à Mme Joëlle LERAY, Professeur et à Mme Estelle LANGLOS, Maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220459DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221387DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité FR3519 intitulée Institut de Recherche Energie, Propulsion et Environnement, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement l'unité FR3519 intitulée Institut de Recherche Energie, Propulsion et Environnement, dont la directrice est Mme Armelle CESSOU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Armelle CESSOU, directrice de l'unité FR3519, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armelle CESSOU délégation de signature est donnée à Mme Françoise MAUGE, Directrice de recherche et à Mme Nina LUZ DA SILVA, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220173DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221388DR19

Décision portant délégation de signature à M. Ludovic GALAS, directeur de l'unité UAR2026 intitulée High-tech Research infrastructures for Life Sciences, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213790DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UAR2026 intitulée High-tech Research infrastructures for Life Sciences, dont le directeur est M. Ludovic GALAS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Ludovic GALAS, directeur de l'unité UAR2026, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

La décision n° DEC220117DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221389DR19

Décision portant délégation de signature à M. François MARIN, directeur de l'unité UMR6294 intitulée Laboratoire d'ondes et milieux complexes, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6294 intitulée Laboratoire d'ondes et milieux complexes dont le directeur est M. François MARIN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. François MARIN, directeur de l'unité UMR6294, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MARIN délégation de signature est donnée à M. Bruno MORVAN, Maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200074DR19 du 02 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221409DR19

Décision portant délégation de signature à M. Williams LEFEBVRE, directeur de l'unité FR3507 intitulée Microscopie électronique et sonde atomique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité FR3507 intitulée Microscopie électronique et sonde atomique dont le directeur est M. Williams LEFEBVRE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Williams LEFEBVRE, directeur de l'unité FR3507, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Williams LEFEBVRE délégation de signature est donnée à Mme Christine VURPILLOT, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC210636DR19DR19 du 08 février 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221442DR19

Décision portant délégation de signature à M. Cyril AUBERT-GEOFFROY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Cyril AUBERT-GEOFFROY, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale par intérim tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée, dans la limite de ses attributions.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie MENARD, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de ses attributions, à M. Sébastien GRESIK, responsable du service pensions et accidents du travail

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie MENARD et de M. Sébastien GREISIK, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de ses attributions, à Mme Géraldine PHILIPPOT, adjointe au responsable du service pensions et accidents du travail

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 AVRIL 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221378DR19

Décision portant délégation de signature à M. Fabrice GOURBILLEAU, directeur de l'unité FR3095 intitulée Institut de Recherche sur les Matériaux Avancés, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité FR3095 intitulée Institut de Recherche sur les Matériaux Avancés dont le directeur est M. Fabrice GOURBILLEAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fabrice GOURBILLEAU, directeur de l'unité FR3095, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice GOURBILLEAU délégation de signature est donnée à Etienne TALBOT, Maître de conférences et à Mme Linda DE BAEREMAKER, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220527DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC220459DR19

Décision portant délégation de signature à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181978DAJ du 19 juillet 2018 nommant Mme Christine BRUNEL, déléguée régionale de la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de FR3730 intitulée Sciences Appliquées à l'Environnement, dont le directeur est M. Fayçal REJIBA;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fayçal REJIBA, directeur de l'unité FR3730, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fayçal REJIBA, délégation de signature est donnée à Mme Joëlle LERAY, Professeur et à Mme Estelle LANGLOS, Maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC190580DR19 du 02 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN], le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC220375dr19

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle LEBON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213784DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement sous la forme d'unité d'appui et de recherche l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, dont le directeur est M. Pascal BULEON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Isabelle LEBON, Professeure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle LEBON, délégation est donnée à M. Christophe MANEUVRIER, Maître de conférences aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Isabelle LEBON et de M. Christophe MANEUVRIER délégation est donnée à M. Thierry PIOT, Professeur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Isabelle LEBON, de M. Christophe MANEUVRIER et de M. Thierry PIOT, délégation est donnée à Mme Béatrice TOFONI, Ingénieur d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Pascal BULEON



DEC220373DR19

Décision portant délégation de signature à M. Pascal BULEON, directeur de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181978DAJ du 19 juillet 2018 nommant Mme Christine BRUNEL, Déléguée régionale de la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision DEC213784DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement sous la forme d'unité d'appui et de recherche l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, dont le directeur est M. Pascal BULEON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal BULEON de l'unité UAR 3486, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BULEON délégation de signature est donnée à Mme Isabelle LEBON, Professeure, M. Christophe MANEUVRIER, Maître de conférences, M. Thierry PIOT, Professeur, et à Mme Béatrice TOFONI, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC213552DR19 du 02 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC221376DR19

Décision portant délégation de signature à M. Wilfrid PRELLIER, directeur de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et sciences des matériaux, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et sciences des matériaux dont le directeur est M. Wilfrid PRELLIER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Wilfrid PRELLIER, directeur de l'unité UMR6508, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Wilfrid PRELLIER délégation de signature est donnée à M. Vincent HARDY, Directeur de recherche et M. Benoît HERVIEU, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC182810DR19 du 5 novembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221092DR19

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181978DAJ du 19 juillet 2018 nommant Mme Christine Brunel, Déléguée régionale de la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, dont le directeur est M. Laurent DEZILEAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent DEZILEAU, délégation de signature est donnée à M. Nicolas MASSEI, Professeur des universités, Mme Bernadette TESSIER, Directrice de recherche et M. Franck LELONG, Assitant Ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC200404DR19 du 30 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 15 février 2022

La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC221093DR19

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas MASSEI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, dont le directeur est M. Laurent DEZILEAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Nicolas MASSEI, Professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas MASSEI, délégation est donnée à Mme Bernadette TESSIER, Directrice de recherche aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bernadette TESSIER, délégation est donnée M. Franck LELONG, Assitant Ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 15 février 2022

Le directeur d'unité
Laurent DEZILEAU



DEC221240DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100237DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de M. Sébastien Grésik, aux fonctions de responsable du service pensions et accidents du travail ;



Vu la décision DEC142319DR19 du 24 septembre 2014 portant nomination de M. Cyril Aubert-Geoffroy aux fonctions de responsable du service des ressources humaines (Délégation Normandie) ;

Vu la décision DEC160702DAJ du 23 mars 2016 portant nomination de Mme Géraldine Philippot aux fonctions d'adjointe au responsable du service pensions et accidents du travail ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ portant nomination de Mme Aurélie Ménard aux fonctions de déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie (DR19), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants :

1.1 - Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente ;
- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité sur le site de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé ;



- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité au sein d'une unité relevant du périmètre de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé.

1.2 - Organisation et fonctionnement des services

- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 - Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une SATT par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;



- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;
- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;
- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;
- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros nets ;
- les contrats d'édition ou de co-édition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;
- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4 - Les dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5 - Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches biomédicales du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;
- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;



- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;
- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.

1.6 - Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement de prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal à 375 000 euros ;
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7 - Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8 - Poursuites pénales engagées par le CNRS

- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. - Délégation permanente est donnée à Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim, à l'effet de signer au nom du président-directeur général du CNRS pour l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire, en dépenses et en recettes, tous les actes et décisions concernant les opérations délocalisées suivantes :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement courant du bureau des pensions et accidents du travail ;
- les accidents du travail (y compris pour les agents de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du CNRS) ;



- les charges consécutives à la validation de services auprès de l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat, des collectivités publiques et de leurs établissements, hors les validations rétroactives relatives aux titulaires admis à la retraite sans droit à pension.

Art. 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim, délégation est donnée à M. Cyril Aubert-Geoffroy, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1.

Art. 4. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim, délégation est donnée à M. Sébastien Grésik, responsable du service pensions et accidents du travail, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 2.

Art. 5. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim, et de M. Sébastien Grésik, responsable du service pensions et accidents du travail, délégation est donnée à Mme Géraldine Philippot, adjointe au responsable du service pensions et accidents du travail, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 2.

Art. 6. – La présente décision, qui prendra effet à compter du 7 avril au 30 avril 2022, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 6 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221283DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100237DAJ du 5 octobre 2010 portant nomination de M. Sébastien Grésik, aux fonctions de responsable du service pensions et accidents du travail ;



Vu la décision DEC160702DAJ du 23 mars 2016 portant nomination de Mme Géraldine Philippot aux fonctions d'adjointe au responsable du service pensions et accidents du travail ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;

Vu la décision DEC221316DAJ portant nomination de M. Cyril Aubert-Geoffroy aux fonctions de délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim de la circonscription Normandie (DR19), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants :

1.1 - Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente ;
- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité sur le site de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé ;
- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité au sein d'une unité relevant du périmètre de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque



celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé.

1.2 - Organisation et fonctionnement des services

- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 - Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une SATT par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;
- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;



- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;
- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;
- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros nets ;
- les contrats d'édition ou de co-édition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;
- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4 - Les dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5 - Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches biomédicales du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;
- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;
- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;



- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.

1.6 - Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement de prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal à 375 000 euros ;
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7 - Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8 - Poursuites pénales engagées par le CNRS

- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. – Délégation permanente est donnée à M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim, à l'effet de signer au nom du président-directeur général du CNRS pour l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire, en dépenses et en recettes, tous les actes et décisions concernant les opérations délocalisées suivantes :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement courant du bureau des pensions et accidents du travail ;
- les accidents du travail (y compris pour les agents de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du CNRS) ;
- les charges consécutives à la validation de services auprès de l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat, des collectivités publiques et de leurs établissements, hors les validations rétroactives relatives aux titulaires admis à la retraite sans droit à pension.



Art. 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim, délégation est donnée à M. Sébastien Grésik, responsable du service pensions et accidents du travail, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 2.

Art. 4. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cyril Aubert-Geoffroy, délégué régional par intérim, et de M. Sébastien Grésik, responsable du service pensions et accidents du travail, délégation est donnée à Mme Géraldine Philippot, adjointe au responsable du service pensions et accidents du travail, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 2.

Art. 5. – La présente décision, qui prendra effet à compter du 1^{er} mai 2022, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221351DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Céline Georges, responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale « Normandie » (DR19)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;



Vu la décision DEC190617DR19 du 7 février 2019 portant nomination de Mme Céline Georges aux fonctions de responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale « Normandie » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – En l'absence de Mme Aurélie Ménard, déléguée régionale par intérim de la circonscription Normandie et de M. Cyril Aubert-Geoffroy, responsable du service des ressources humaines de la délégation régionale « Normandie », délégation ponctuelle est donnée à Mme Céline Georges, responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale « Normandie », à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants, pour la période courant du 7 avril au 15 avril 2022 :

1.1 - Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente ;
- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité sur le site de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé ;
- les décisions d'habilitation nominatives des personnels du CNRS exerçant leur activité au sein d'une unité relevant du périmètre de la Délégation aux fins de contrôler les justificatifs du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis, dans les conditions du chapitre 2 du titre 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé.



1.2 - Organisation et fonctionnement des services

- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 - Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une SATT par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;
- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;
- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-



453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;
- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros nets ;
- les contrats d'édition ou de co-édition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;
- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4 - Les dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5 - Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches biomédicales du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;
- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;
- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;



- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.

1.6 - Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement de prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal à 375 000 euros ;
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7 - Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8 - Poursuites pénales engagées par le CNRS

- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 7 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221363DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Fanny FARGET, directrice de l'unité UAR3266 intitulée Grand Accélérateur National d'Ions Lourds, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213772DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3266 intitulée Grand Accélérateur National d'Ions Lourds, dont la directrice est Mme Fanny FARGET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Fanny FARGET, directrice de l'unité UAR3266, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Fanny FARGET délégation de signature est donnée à Mme Christine LAURENT, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220112DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221364DR19

Décision portant délégation de signature à M. Benoît HAELEWYN, directeur de l'unité UAR3408 intitulée Unité support CYCERON, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3408 intitulée Unité support CYCERON, dont le directeur est M. Benoît HAELEWYN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Benoît HAELEWYN, directeur de l'unité UAR3408, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Benoît HAELEWYN délégation de signature est donnée à M. Nicolas DELCROIX, Ingénieur de recherche et à M. Loïc DOEUVRE, Ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220114DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221365DR19

Décision portant délégation de signature à M. Eric RICARD, directeur de l'unité UMR6139 intitulée Laboratoire de mathématiques Nicolas Oresme, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6139 intitulée Laboratoire de mathématiques Nicolas Oresme, dont le directeur est M. Eric RICARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Eric RICARD, directeur de l'unité UMR6139, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Eric RICARD délégation de signature est donnée à M. Gilbert LEVITT, Professeur et à Mme Anita FORO, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC182799DR19 du 05 novembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221366DR19

Décision portant délégation de signature à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6143 intitulée Laboratoire de Morphodynamique continentale et côtière, dont le directeur est M. Laurent DEZILEAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent DEZILEAU, directeur de l'unité UMR6143, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent DEZILEAU délégation de signature est donnée à M. Nicolas MASSEI, Professeur, Me Bernadette TESSIER, Directrice de recherches et à M. Franck LELONG, Assistant Ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221092DR19 du 15 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221367DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam BERNAUDIN, directrice de l'unité UMR6030 intitulée Imagerie et Stratégies thérapeutiques des pathologies cérébrales et tumorales, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6030 intitulée Imagerie et Stratégies thérapeutiques des pathologies cérébrales et tumorales, dont la directrice est Mme Myriam BERNAUDIN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Myriam BERNAUDIN, directrice de l'unité UMR6030, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Myriam BERNAUDIN délégation de signature est donnée à M. Samuel VALABLE, Directeur de recherche, Mme Florence COUTEAU, Assistant ingénieur et à Mme Carole LOSLIER, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220160DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221368DR19

Décision portant délégation de signature à M. Pascal BULEON, directeur de l'unité UAR 3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213784DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement sous la forme d'unité d'appui et de recherche l'unité UAR3486 intitulée Maison de la recherche en sciences humaines, dont le directeur est M. Pascal BULEON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Pascal BULEON, directeur de l'unité UAR3486, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Pascal BULEON délégation de signature est donnée à Mme Isabelle LEBON, Professeure, M. Christophe MANEUVRIER, Maître de conférences, M. Thierry PIOT, Professeur, et à Mme Béatrice TOFONI, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220373DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221369DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence JEAN-MARIE, directrice de l'unité UMR6273 intitulée Centre Michel de Bouârd - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6273, intitulée Centre Michel de Bouârd - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales, dont la directrice est Mme Laurence JEAN-MARIE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Laurence JEAN-MARIE, directrice de l'unité UMR6273, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence JEAN-MARIE délégation de signature est donnée à M. Thibault CARDON, Chargé de recherche et à Mme Marie-Agnès LUCAS-AVENEL, Maîtresse de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220364DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221370DR19

Décision portant délégation de signature à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen dont le directeur est M. Christophe ROSENBERGER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe ROSENBERGER délégation de signature est donnée à M.Gaël DIAS, Professeur, M. Olivier LEZORAY, Professeur et à Mme Arielle PERRETTE, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220287DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221371DR19

Décision portant délégation de signature à M. Paolo BELLINGERI, directeur de l'unité FR3335 intitulée Fédération de recherche Normandie Mathématiques, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité FR3335 intitulée Fédération de recherche Normandie Mathématiques dont le directeur est M. Paolo BELLINGERI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Paolo BELLINGERI, directeur de l'unité FR3335, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paolo BELLINGERI délégation de signature est donnée à M. Thierry DE LA RUE, Chargé de recherches et à Mme Anita FORO, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC182805DR19 du 05 novembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221372DR19

Décision portant délégation de signature à M. Bruno CREMILLEUX, directeur de l'unité FR3638 intitulée Fédération Normande de Recherche en Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité FR3638 intitulée Fédération Normande de Recherche en Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication, dont le directeur est M. Bruno CREMILLEUX ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno CREMILLEUX, directeur de l'unité FR3638, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno CREMILLEUX délégation de signature est donnée à M. Sébastien ADAM, Professeur, M. Luc BRUN, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220271DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221373DR19

Décision portant délégation de signature à M. Gilles BAN, directeur de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de physique corpusculaire de Caen, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de physique corpusculaire de Caen, dont le directeur est M. Gilles BAN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gilles BAN directeur de l'unité UMR6534, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles BAN délégation de signature est donnée à M. Etienne LIENARD, Professeur et Mme Aurélie GONTIER, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220366DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie MENARD



DEC221374DR19

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle MONNET, directrice de l'unité UMR6252 intitulée Centre de recherche sur les ions, les matériaux et la photonique, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6252 intitulée Centre de recherche sur les ions, les matériaux et la photonique, dont la directrice est Mme Isabelle MONNET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Isabelle MONNET, directrice de l'unité UMR6252, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle MONNET délégation de signature est donnée à M. Jimmy RANGAMA, Chargé de recherches et à M. Hervé GILLES, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC210195DR19 du 04 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC221375DR19

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume CLET, directeur de l'unité UMR6506 intitulée Laboratoire de Catalyse et Spectrochimie, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221239DAJ du 6 avril 2022 nommant Mme Aurélie MENARD aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Normandie du 7 au 30 avril 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6506 intitulée Laboratoire de Catalyse et Spectrochimie dont le directeur est M. Guillaume CLET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Guillaume CLET, directeur de l'unité UMR6506, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume CLET délégation de signature est donnée à M. Arnaud TRAVERT, Professeur et Mme Sophie GREARD, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220403DR19 du 03 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 07 avril 2022

La déléguée régionale par intérim
Aurélie

MENARD



DEC220378DR20

Décision portant délégation de signature à M. Oualid Chaibi pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7250 intitulée Astrophysique Relativiste, Théories, Expériences, Instrumentation, Signaux (ARTEMIS).

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21/12/2017 portant approuvant le renouvellement l'unité UMR7250, intitulée Astrophysique Relativiste, Théories, Expériences, Instrumentation, Signaux (ARTEMIS), dont Le directeur est Nelson Christensen ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Oualid Chaibi, chargé de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Oualid Chaibi, délégation est donnée à Mme Angélique Guitard, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du directeur (Délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 01/01/2022

Le directeur d'unité
Nelson Christensen



DEC220438DR20

Décision portant délégation de signature à M. Uwe Meierhenrich pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2083 intitulée RNA as a tool and a target for medicinal chemistry and chemical biology (RNA).

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC du portant l'unité GDR2083, intitulée RNA as a tool and a target for medicinal chemistry and chemical biology (RNA), dont la directrice est Maria Duca ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Uwe Meierhenrich, Professeur, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la directrice (Délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 01/01/2022

La directrice d'unité
Maria Duca



DEC221087DR20

Décision portant modification de la décision DEC220390DR20 portant délégation de signature à Mme Isabelle Thomin pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7093 intitulée Laboratoire d'Océanographie de Villefranche (LOV).

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement l'unité UMR7093, intitulée Laboratoire d'Océanographie de Villefranche (LOV), dont le directeur est Rodolphe Lemee ;

DECIDE :

Article 1^{er}

L'article 2 de la décision DEC220390DR20 du 1^{er} janvier 2022 susvisée est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Thomin, délégation est donnée à Mr Frédéric Gazeau, chargé de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée ¹.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 15/02/2022

Le directeur d'unité
Rodolphe Lemee



DEC220208DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2016 relatif à l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC110531DAJ du 14 février 2011 portant nomination de Mme Laurence Mathy-Montalescot aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut national de physique nucléaire et physique des particules (IN2P3) ;

Vu la décision DEC152284DAJ du 9 novembre 2015 portant nomination de M. Reynald Pain aux fonctions de directeur de l'Institut national de physique nucléaire et physique des particules (IN2P3) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques,

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3), à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, les actes, décisions, conventions et avenants relevant des domaines suivants :



1.1. UNITES DE RECHERCHE ET UNITES D'APPUI ET DE RECHERCHE

- les décisions portant modification du rattachement des unités aux sections du comité national de la recherche scientifique et aux délégations régionales.

1.2. GESTION SCIENTIFIQUE

- les décisions de principe relatives à l'affectation et aux positions des chercheurs et le cas échéant à celles des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution des postes de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution de crédits aux unités de recherche et d'appui et de recherche ;
- les décisions de principe relatives aux transferts de matériels ;
- les décisions et les conventions relatives à la gestion des personnels Techniciens de Physique Nucléaire (TPN) ;
- les décisions et les conventions relatives aux programmes interdisciplinaires relevant de l'IN2P3.

1.3. SUBVENTION

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 € et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement des prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 € ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal 375 000 €.

1.4. PARTENARIAT

- les actes et conventions attachés aux projets européens dont le pilotage est assuré par l'IN2P3 et financés par la Commission européenne dans le cadre des programmes-cadres de l'Union européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de programmes ;
- les contrats et accords nationaux et internationaux conclus dans le domaine scientifique de la physique nucléaire et des hautes énergies avec un ou plusieurs partenaires académiques, organismes publics ou privés et les actes d'application de ces contrats ;
- les conventions relatives au fonctionnement des groupements d'intérêt public (GIP) et des groupements d'intérêt économique (GIE) dont l'activité scientifique relève de l'IN2P3.



Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Reynald Pain, directeur de l'IN2P3, délégation est donnée à Mme Laurence Mathy-Montalescot, directrice adjointe administrative de l'IN2P3, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, dans la limite de ses attributions.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC221089DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220210DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement (INEE)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220210DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologique et environnement (INEE) ;

Vu la décision DEC221088DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Véronique Mathet aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut écologie et environnement (INEE),

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 4 avril 2022, l'article 2 de la décision DEC220210DAJ du 10 février 2022 susvisée est modifié comme suit : les termes « Mme Carine Constans » sont remplacés par les termes « Mme Véronique Mathet ».

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 01 avril 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221481DGDS

Décision portant renouvellement de l'unité d'appui et de recherche UAR2841 intitulée CNRS Images

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et de service du CNRS ;

Vu la décision DEC170692DAJ du 28 avril 2017 portant renouvellement de l'unité propre de service n°2841 intitulée « CNRS Images » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'avis de l'assemblée générale du laboratoire ;

DÉCIDE :

Art. 1. – Est renouvelée à compter du 1^{er} mai 2022, l'unité d'appui et de recherche suivante :

Entité de rattachement : Direction de la communication
Délégation : Ile-de-France Meudon
UAR n° 2841
Intitulé : CNRS Images
Directrice : Mme Marie MORA-CHEVAIS, Ingénieure de recherche
Tutelle principale : CNRS
CID : 50
Durée : 5 ans

Art. 2. - Le mandat de la directrice mentionnée à l'article 1 prend effet au 1^{er} mai 2022 pour la durée de l'unité.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 15 avril 2022



Le Président-Directeur général
Antoine PETIT

DEC221245INSHS

Décision portant modification des établissements co-tutelles de l'unité mixte de recherche n° 5317 intitulée Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 5317 intitulée Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM) ;

Vu l'accord des tutelles ;

Sur proposition de la directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

À compter du 24 mars 2022, les dispositions relatives aux établissements tutelles de l'unité mixte de recherche n° 5317 intitulée Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM) sont modifiées comme suit :

- Tutelles principales : CNRS, UNIV LUMIERE LYON 2, ENS LYON, UNIV CLERMONT AUVERGNE, UNIV LYON 3 JEAN MOULIN, UNIV JEAN MONNET.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

21 AVR. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221210INSU

Décision modificative de la décision DEC312767DGDS portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC312767DGDS en date du 20 décembre 2021 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A l'article 2 de la décision DEC312767DGDS relative aux unités mixtes de recherche, les dispositions relatives à l'UMR6538 sont modifiées comme suit :

Les termes

« Intitulé : Laboratoire Géosciences Océan (Géo-Océan) »

Sont remplacés par les termes

« Intitulé : Geo-Océan (GO) »

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/4/2022



Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT

DEC221507DR07

Décision relative aux tarifs des prestations de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement (LGL-TPE)

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision n° DEC220190DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des diverses prestations réalisées par l'UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement (LGL-TPE) sont fixés selon le barème joint en annexe :

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2022.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 21 Avril 2022.

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
M. Laurent BARBIERI



Analyse de la composition isotopique en $\delta^{18}\text{O}$ et $\delta^{13}\text{C}$ des carbonates d'apatite – prix pour 10 échantillons

Clients	Prix de vente unitaire HT
Clients externes privés et laboratoires académiques pour des projets financés au coût complet	1 053,94
Laboratoires CNRS pour des projets financés au coût complet	916,47
Laboratoires CNRS/laboratoires académiques hors projet financé	89,04
Laboratoires CNRS dans le cadre d'un projet ANR	89,04

Analyse de la composition isotopique en $\delta^{18}\text{O}$ et $\delta^{13}\text{C}$ des carbonates < 100 μg - prix pour 10 échantillons

Clients	Prix de vente unitaire HT
Clients externes privés et laboratoires académiques pour des projets financés au coût complet	1 120,33
Laboratoires CNRS pour des projets financés au coût complet	974,20
Laboratoires CNRS/laboratoires académiques hors projet financé	105,40
Laboratoires CNRS dans le cadre d'un projet ANR	105,40

Analyse de la composition isotopique en $\delta^{18}\text{O}$ et $\delta^{13}\text{C}$ des carbonates > 100 μg - prix pour 10 échantillons

Clients	Prix de vente unitaire HT
Clients externes privés et laboratoires académiques pour des projets financés au coût complet	720 ,60
Laboratoires CNRS pour des projets financés au coût complet	626,61
Laboratoires CNRS/laboratoires académiques hors projet financé	88,78
Laboratoires CNRS dans le cadre d'un projet ANR	88,78

Analyse de la composition isotopique en $\delta^{18}\text{O}$ des phosphates d'apatite - prix pour 10 échantillons

Clients	Prix de vente unitaire HT
Clients externes privés et laboratoires académiques pour des projets financés au coût complet	1864,11
Laboratoires CNRS pour des projets financés au coût complet	1620,97
Laboratoires CNRS/laboratoires académiques hors projet financé	350,54
Laboratoires CNRS dans le cadre d'un projet ANR	350,54



DEC221464DR11

Décision relative aux tarifs des prestations de l'unité UMR5821 intitulée « Plateforme GENESIS »

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC211833DAJ en date du 11/05/2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription de Alpes ;

Vu la décision n°DEC211834DAJ en date du 24 juin 2021 donnant délégation de signature à Mme Marjorie FRAISSE déléguée régionale pour la circonscription Alpes notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des prestations de l'UMR5821 intitulée « Plateforme GENESIS » sont fixés selon le barème joint en annexe / ou sont fixés comme suit :

Nature des prestations GENESIS :

Client privés externes.....	Tarif € H.T. : 290.07 €
Client externes académiques.....	Tarif € H.T. : 240.33 €
Client partenaires.....	Tarif € H.T. : 227.32 €
Client internes.....	Tarif € H.T. : 227.32 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 01/01/2017.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 12 avril 2022.

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
La Déléguée Régionale
M. Marjorie FRAISSE



DEC221521DR13

Décision relative aux tarifs des prestations/produits de l'unité UAR3725 intitulée « CEMIPAI-Centre d'Etudes des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuse » : plateau criblage

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC162807DAJ en date du 18 janvier 2017 nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon ;

Vu la décision n°DEC180338DAJ en date du 25/01/2018 donnant délégation de signature à M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des prestations du Plateau Criblage de l'UAR3725 intitulée « CEMIPAI-Centre d'Etudes des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuse » sont fixés selon le barème joint en annexe

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} avril 2022.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 25 avril 2022.

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
M. Jérôme VITRE





TARIFICATION SIMPLIFIEE
CEMIPAI UAR 3725

Plateau Criblage

Date de prise d'effet: 01/04/2022

Ref	Analyses	Unité d'œuvre	Tarif Utilisateurs Internes	Tarif Academique	Tarif Utilisateurs privés
Crib 1	Criblage ECP	Prestation	2 132 €	3 446 €	4 652 €
Crib 2	Criblage RT qPCR	Prestation	2 637 €	3 951 €	5 334 €
Crib 3	Criblage Fluo	Prestation	1 180 €	1 968 €	2 657 €
Crib 4	Criblage Luc	Prestation	1 580 €	2 632 €	3 554 €
Crib 5	Production Virus Aliquots	Prestation	120 €	160 €	216 €
Crib 6	Production Virus Inactif	Prestation	2 368 €	3 946 €	5 130 €

Utilisateurs internes: CNRS, Université de Montpellier (UM) et CHU Montpellier

DEC212733DR14

Décision relative au tarif des produits et prestations de la plateforme Toulouse Réseau Imagerie (TRI) de l'UMR5089 intitulée Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° DEC04115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué(e) régional(e) pour la circonscription Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC180339DAJ en date du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations réalisées par la plateforme Toulouse Réseau Imagerie (TRI) de l'UMR5089 intitulée Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à la réglementation DSFIM : DSFIM-SBOR-D 2014-46 du 3 juillet 2014.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Cette décision annule et remplace la décision DEC212028 DR14 du 26 mai 2021, à compter du 6 août 2021.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 06/08/2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
Le délégué régional

Christophe Giraud



Plateforme TRI
SYNTHÈSE TARIFAIRE

Date d'effet : 01/01/2021

Prestation tarifée	Unité d'œuvre	TARIFS CLIENTS ACADÉMIQUES		TARIF CLIENTS PRIVÉS OU ÉTRANGERS ET PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR LE DEMANDEUR	TARIF CLIENTS PRIVÉS OU ÉTRANGERS ET PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR LA PLATEFORME
		Avec financement national public	Avec financement privé ou international		
CYTO ANALYSE	HEURE MACHINE	30,79	76,76	88,68	143,57
CYTO TRI CELLULAIRE	HEURE MACHINE	43,10	145,68	166,98	182,88
MICROSCOPIE CHAMP LARGE	HEURE MACHINE	17,86	33,93	50,96	68,11
MICROSCOPIE CONFOCAL	HEURE MACHINE	23,87	116,70	142,54	149,66
MICROSCOPIE MULTI PHOTONS	HEURE MACHINE	35,71	112,19	163,99	196,79
MICROSCOPIE SUPER RESOLUTION	HEURE MACHINE	42,34	316,24	381,54	358,70
SPECTROSCOPIE	HEURE MACHINE	19,97	152,63	181,70	185,34
ANALYSE IMAGES	HEURE MACHINE	12,82	16,05	18,75	35,72

Les montants sont exprimés en euros HT

RESSOURCES TECHNOLOGIQUES
RESTORE UMR5070

Synthèse tarifaire simple 2022

Prestations	Facturation externe		
	Tarif académique (T1) Laboratoires académiques en collaboration interne	Tarif académique (T2) Laboratoires académiques hors collaboration	Tarif privé (T3) Clients privés ou étrangers
IMAGERIE: Microscope Zeiss- Lightsheet 7	21 €	67 €	376 €
IMAGERIE: Microscope confocal biphoton: LSM880 -ZEISS	17 €	21 €	31 €
IMAGERIE: MacroSPIM	6 €	35 €	43 €
IMAGERIE: Vidéomicroscope inversé AxioObserver Z1	3 €	8 €	11 €
IMAGERIE: Vidéomicroscope inversé AxioObserver Z1+Apotome2	13 €	37 €	48 €
IMAGERIE: Microscope Leica DM5000 B	3 €	8 €	10 €
OPERETTA	54 €	67 €	90 €
Traitement et analyse d'images: Station 1-2-3-4-5	12 €	23 €	30 €
CYTOMETRIE: Fortessa BD FACS	38 €	41 €	58 €
CYTOMETRIE: TRIEUR BD FACS ARIA	75 €	80 €	115 €
CYTOMETRIE: Image Stream X Mark II	50 €	52 €	130 €
CYTOMETRIE: MACSQuant	15 €	20 €	30 €
Analyse Transcriptomique - cible unique *	399 €	423 €	679 €
Assistance personnel plateforme AI	37 €	37 €	37 €
Assistance personnel plateforme IE	42 €	42 €	42 €
Assistance personnel plateforme IR	93 €	93 €	93 €
Unité d'œuvre = heure d'utilisation			
*unité d'œuvre=prestation			

DEC221318DR14

Décision relative aux tarifs des Ressources Technologiques de l'UMR5070 libellé RESTORE a geroscience and rejuvenation research center.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC220196DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des Ressources Technologiques de l'UMR5070 libellé RESTORE a geroscience and rejuvenation research center sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à l'instruction de procédures n° INS000211BPC du 26 septembre 2000.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse le 01/04/2022

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Christophe Giraud



DEC221451DR14

Décision relative au tarif du service animalerie souris (cage/semaine) de la FR3743 libellé CBI Centre de Biologie Intégrative

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC220196DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Le tarif du service animalerie souris (cage semaine) de la FR 3743 CBI Centre de Biologie Intégrative est fixé selon le barème joint en annexe, conformément à l'instruction de procédures n° INS000211BPC du 26 septembre 2000.

Article 2 :

Ce tarif annule et remplace celui de la décision DEC171014DR14 du 27 mars 2017 et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse le 12/04/2022

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Christophe Giraud





FR 3743

date effet au 01/01/2022



Unité d'œuvre = cage souris /semaine

Tarif 2022 Académique/interne	Tarifs HT
cage/semaine	3,50 €

DEC221040DR14

Décision relative aux tarifs des heures de vol de l'unité UAR2859 intitulée Service des Avions Français Instrumentés pour la Recherche (SAFIRE)

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC180339DAJ en date du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles de SAFIRE CNRS, Météo France et CNES donné en Comité Directeur Aéronet du 25 septembre 2020 pour la mise en œuvre de la tarification audible,

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des heures de vols de l'UAR2859 intitulée Service des Avions Français Instrumentés pour la Recherche SAFIRE, sont fixés selon le barème joint en annexe.

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} mars 2021.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Toulouse, le 28 février 2022.

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
M. Christophe GIRAUD



Unité SAFIRE - avions
SYNTHÈSE TARIFAIRE

Date d'effet: 09/03/2021

Prestation tarifée	Unité d'œuvre	TARIFS PARTENAIRES (CNRS et tutelles)	TARIFS RECHERCHE (autres académiques)	TARIFS COMMERCIAL
ATR	Heure de Vol	1 805,00	6 672,00	21 435,00
FALCON 20		1 923,00	6 954,00	20 140,00
PIPER AZTEC		440,00	1 788,00	8 073,00

Les montants sont exprimés en euros HT

DEC221026DR14

Décision relative aux tarifs des prestations d'hébergement de l'UPR 2001-Station d'Ecologie Expérimentale à Moulis (SETE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC220196DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations d'hébergement de l'UPR 2001 sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à l'instruction de procédures n° INS000211BPC du 26 septembre 2000.
Cette décision annule et remplace la DEC130824DR14 du 07 mars 2013.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2022.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.
15/03/2022

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Christophe Giraud

Pour le Délégué Régional Empêché


Christophe CHAUMIER



HEBERGEMENT SETE UAR 2029

TARIFS HT

TARIFS HT		
Hébergement	Hébergement (25 chambres)	
	Tarif nuitée	Tarif mois
	(Par personne)	(Par personne)
Etudiants	11 €	165 €
Non étudiants (Enseignants, encadrants, Post-doc, prof.)	14.30€	198 €
Salles	Groupe inférieur à 25 personnes	
	Journée sans mise à disposition de la salle repas	Journée avec mise à disposition de la salle repas
Location de la salle de conférence pour l'accueil de colloques organisés par un organisme public	3.85 €	7.70 €
Location de la salle de conférence pour l'accueil de colloques organisés par un organisme privé	6.60 €	13.20 €
Hébergement + salles	Tarif jour	
	(Par personne)	
Location de chambres y compris salle de conférence pour l'accueil de colloques organisés par un organisme public	22 €	
Location de chambres y compris salle de conférence pour l'accueil de colloques organisés par un organisme privé	38.50 €	

Groupe supérieur à 25 personnes		
	Journée avec mise à disposition de la salle repas	Journée sans mise à disposition de la salle repas
Tarif organisme public	198 €	99 €
Tarif organisme privé	341 €	165 €
Studios		
Tarif nuitée (Par personne)	28.60 €	
Tarif mois (Par personne)	396 €	

DEC221024DR14

Décision relative aux tarifs des prestations de Chimie de l'UMR5085 intitulée « Centre Inter-universitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux » - (CIRIMAT)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC220196DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Les tarifs des prestations de Chimie de l'UMR5085 intitulée « Centre Inter-universitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux » sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à l'instruction de procédures n° INS000211BPC du 26 septembre 2000.

Article 2 :

Ces tarifs 2022 annulent et remplacent la décision DEC201228DR14 du 26 juin 2020 et prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2022

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse le 01/03/2022

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Christophe Giraud

Pour le Délégué Régional Empêché

Christophe CHAUMIER

CIRIMAT site UPS/Chimie - Prestations CNRS

2022

Tarif en € HT par heure de caractérisation

	Univ. Toulouse	Autres acad.	Autres (EPIC, industriels, ...)
Techniques RX			
DRX D5000 Bruker (couches minces)	40	50	120
DRX D4 Bruker (poudres et massifs)	40	50	120
Fluo X S2 ranger Bruker	30	40	100
Analyses Thermiques (CNRS 20%)			
Setsys Evo TMA	3,63	4,36	17
DSC1	2,45	2,94	15
TGA-DSC1	2,63	3,15	16
Setsys Evo Setaram	18,28	21,94	47
TAG16 Setaram	9,09	10,91	21
TG92 Setaram	6,99	8,39	22
Adsorption de gaz (CNRS 20%)			
SmartVacPrep (dégazage)	1,40	1,68	4
Flowsorb 2300 Micromeritics	1,87	2,24	30
ASAP 2010 Micromeritics	2,50	3,01	29
ASAP 2020 Micromeritics	4,31	5,18	23
Tristar 3020 Micromeritics	5,17	6,20	29
Accupyc 1340 Micromeritics	1	1	28
Essais mécaniques et tribologiques (CNRS 20%)			
Microdurété	9,50	11,39	86
Tribomètre	26,53	31,84	96
Nanoindenteur / nanoscratch	27,86	33,43	99
Traction, flexion, compression	6,51	7,81	81

Rapport d'analyse DRX : académique (20 €/éch) et autre (50 €/éch)
 Rapport d'analyse FluoX : académique (10 €/éch) et autre (40 €/éch)

Tarif en € HT par échantillon (CNRS 20%)

	Cercle 1	Autres acad.	Autres (EPIC, industriels, ...)
SPS (PNE²)			
Diamètre ≤ 20 mm	41	59	190
20 < diamètre ≤ 50 mm	67	90	357
50 < diamètre ≤ 100 mm	97	127	627

Cercle 1 : CIRIMAT, CEMES, LGP, ICMCB

Tarif en € HT par journée (CNRS 20%)

	CIRIMAT	Univ. Toulouse	Autres (EPIC, industriels, ...)
Fabrication additive	46	124	489
		Acad. Carnot	
		99	
		Autres acad.	
		196	

DR14-FR3450-AIB

date effet 01/01/2022

prestation tarifée	Unité d'œuvre	Tarifs FR3450	Tarifs EPST	Tarifs PRIVE sans assistance
PC Analyse d'images	Heure	10,00 €	10,00 €	30,00 €
Confocal CARS/SRS RAMAN	Heure	67,78 €	67,78 €	250,00 €

DEC221164DR14

Décision relative aux tarifs de la plateforme du Métatron aquatique de l'UAR 2029 intitulé Station d'Ecologie Théorique et Expérimentale (SETE).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC220196DAJ en date du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M.Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs de la plateforme du Métatron aquatique de l'UAR 2029 intitulé Station d'Ecologie Théorique et Expérimentale (SETE) sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à l'instruction de procédures n° INS000211BPC du 26 septembre 2000.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse le 15/03/2022

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Christophe Giraud

Pour le Délégué Régional Empêché


Christophe CHAUMIER

CNRS -UAR 2029

Tarifs au 01/01/2022

Titre	TARIFICATION SIMPLIFIEE METATRON AQUATIQUE
Laboratoire CNRS	SETE UAR 2029
Plateforme	METATRON AQUATIQUE

Prestation tarifé	unité d'œuvre	clients	tatif HT
location bassin	mois	Client Privé	76,00
location bassin	mois	Client Académique	53,00
location bassin	mois	Client Interne	28,00

Le Président-Directeur général du Centre national de la recherche scientifique**DEC220543DRH****Décision portant sur l'accueil en délégation, au CNRS, des enseignants-chercheurs (campagne 2021)**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984, modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment articles 11 à 14-1 ;

Vu le décret n° 92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture, notamment articles 10 à 13-2 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture, notamment articles 20 à 23 ;

Vu la demande des intéressés ;

Vu l'avis des organismes d'origine ;

Vu la décision du 18 mai 2021 arrêtant la liste des enseignants chercheurs accueillis en délégation ;

DECIDE

Article 1^{er} L'article 1^{er} de la décision susvisée est modifié comme suit :

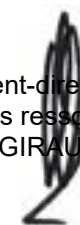
Les lignes suivantes sont supprimées

Nom	Prénom
Institut des sciences de l'information et de leurs interactions	
M. COLOT	Olivier
Institut des sciences biologiques	
Mme TASIEMSKI	Aurélie
Institut national des sciences de l'Univers	
M. FERRO-FAMIL	Laurent

Article 2 La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2022

Pour le Président-directeur général,
Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Le Président-Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique**DEC221008DRH****Décision portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021**

Vu le décret 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du CNRS ;

Vu le décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié, relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de Président du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu l'avis des instances d'évaluation ;

Article 1^{er}

Sont retenus en vue de leur promotion au premier échelon de la classe exceptionnelle du corps des directeurs de recherche, les agents dont les noms suivent :

Nom	Prénom	DR
AIMAR	Pierre	14
ALBERA	Dionigi	12
ANTILOGUS	Pierre	2
AUBERT	Anne-Marie	2
AZAIEZ	Faiçal	4
BODINEAU	Thierry	4
BONNET	Marc	4
BORNETTE	Gudrun	6
BOUDHORS-GAREL	Anne	5
BOURISSOU	Didier	14
BRESCH	Didier	11
BROUARD	Sophie	17
BUJOLI	Bruno	17
CATHELINEAU	Michel	6
CLAUSTRE	Hervé	20
DEBANNE	Dominique	12
DELERUE	Christophe	18

Nom	Prénom	DR
DESSEN DE SOUZA E SILVA	Andrea	11
DROUARD	Laurence	10
DUBRULLE	Bérangère	4
DUMEZ	Hervé	4
FELIX	Marie-Anne	2
FONTAINE	Dominique	4
FOREST	Samuel	2
GALTIER	Nicolas	13
GARNIER	Josette	2
GAUDIN	Yves	4
GIRARD	Patrick	13
GIUDICI-ORTICONI	Marie-Thérèse	12
GROSSETTI	Michel	14
HACHE	François	4
HAGHIRI	Anne-Marie	4
HAMON	Jean-René	17
ICONOMIDOU-FAYARD	Lydia	4
JAFFRELOT	Christophe	1
KLAHOLZ	Bruno	10
KLEINER	Isabelle	1
KORTCHEMSKI	Gregori	4
LALANNE	Philippe	15
LAUNOIS	Pascale	4
LOPEZ	Bernard	1
LUO	Lingai	17
MAGLIONE	Mario	15
MAJUMDAR	Satyanarayan	4
MAUGE	Françoise	19
MAUREILLE	Bruno	15
MCKENNA	Timothy	7
NAHON	Jean-Louis	20
PEPERKAMP	Sharon	2
PEREZ	Franck	2
PLACAIS	Bernard	2
POINTCHEVAL	David	2
RICHARD	Sylvain	13
ROGNAN	Didier	10
SAUTTER	Violaine	2
SCHAAL	Benoist	6
SCHUNE	Marie-Hélène	4
SEBAG	Martine	4
SIMONNEAUX-EVE	Valérie	10
SMADJA	Joëlle	1

Nom	Prénom	DR
SOL	Hélène	5
SYKES	Cécile	2
TALLON BAUDRY	Catherine	1
TILL-BOTTRAUD	Irène	7
VASILIU	Anca	2
VERCHER	Jean-Louis	12
VOLAIT	Mercedes	5
WALCARIUS	Alain	6

Article 2 :

La part des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables s'élève respectivement à 26,3% pour les femmes et 73,7% pour les hommes.

La part des femmes et des hommes promus s'élève respectivement à 42,6% pour les femmes et 57,4% pour les hommes.

Article 3 :

Sont retenus en vue de leur promotion au deuxième échelon de la classe exceptionnelle du corps des directeurs de recherche, les agents dont les noms suivent :

Nom	Prénom	DR
AMRA	Claude	12
BACROIX	Brigitte	1
BELANGER	Geneviève	11
BISCANS	Béatrice	14
BLANCHET	Luc	2
BONATTI	Christian	6
BORDAS	Christian	7
BUEE	Luc	18
CHARTIER	Thierry	8
COUSTENIS	Athena	5
CRETON	Costantino	2
CUVIGNY	Hélène	5
DEHAY	Colette	7
DUHAMEL	Jean-René	7
FOURMIGUE	Marc	17
GERIN LASLIER	Maryvonne	5
GIRAUD	Tatiana	4
GLOWCZEWSKI	Barbara	2
GODIN BEEKMANN	Sophie	4
GONIN	Michel	16
GUIONNET	Alice	7

Nom	Prénom	DR
LABOUESSE	Michel	2
LLEDO	Pierre-Marie	5
MAILLY	Dominique	4
MARINETTI	Angela	4
MARTIN	Claude	17
MITHIEUX	Gilles	7
MORBIDELLI	Alessandro	20
PAUGAM	Serge	2
POULAIN	Bernard	10
RADVANYI	François	2
ROUX	Valentine	5
SCAILLET	Bruno	8
SCHLENKER	Philippe	2
SIMONELIG	Martine	13
TALEB-IBRAHIMI HAMMOUTENE	Amina	4
TSOUKIAS	Alexandros	2
VALLEE	Claude	12
VAN TIGGELEN	Barend	11
WESTBROOK	Christoph	4

Article 4 :

La part des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables s'élève respectivement à 30,9% pour les femmes et 69,1% pour les hommes.

La part des femmes et des hommes promus s'élève respectivement à 37,5% pour les femmes et 62,5% pour les hommes.

Article 5 :

Les promotions sont effectuées au 1er octobre 2021 sous réserve que les agents remplissent les conditions d'ancienneté.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

29 MARS 2022

Le Président-Directeur général

Antoine PETIT

DEC221099DRH

Décision modificative portant nomination de membres remplaçants à la CAP n°1, compétente à l'égard des directeurs de recherche

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 24 février 1986 modifié instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Vu la décision du 6 décembre 2018 arrêtant la liste des représentants élus aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Article 1^{er} CAP n°1 – Directeurs et directrices de recherche

Suppléant :

M. Philippe AUVERGNON	DRCE	Représentant SNCS-FSU
-----------------------	------	-----------------------

Est remplacé par

M. JARNE Philippe	DRCE	Représentant SNCS-FSU
-------------------	------	-----------------------

Fait à Paris, le 7 mars 2022

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



DEC221018DRH

Cristal 2022 : liste des lauréats retenus à la suite du Collège de Direction du 24 février 2022

INSTITUTS	NOM	Prénom	GRADE	BAP	STRUCTURE	DELEGATION REGIONALE
Institut national de physique nucléaire et de physique des particules	BELLACHIA	Fatih	IR2	E	CNRS - UMR5814 (LAPP)	11
	MAALMI DI BELLO	Jihane	IR1	C	CNRS - UMR9012 (IJCLab)	4
Institut de chimie	LEVAQUE	Yoann	IECN	C	CNRS - UMR 6506 (LCS)	19
	FAVIER	Isabelle	IECN	B	CNRS - UMR5069 LHFA	14
	DENAND	Benoît	IR2	B	UMR7198 (IJL)	6
Institut d'écologie et environnement	JOSSELIN-LE BRIS	Nathalie	IEHC	B	CNRS - UMR6553 (ECOBIO)	17
Institut de Physique	WIOTTE	Fabrice	IEHC	C	CNRS - UMR7538 (LPL)	1
	PELICOT	Martine	IEHC	A	CNRS - UMR7333 (LAI)	12
Institut des sciences de l'information et de leurs interactions	DERBOMEZ	Gérald	IR1	E	CNRS - UMR 9189 (CRISIAL)	18
Institut des sciences biologiques	ISCACHE	Anne-Laure	IECN	A	CNRS - UMR5051 (INFINITy)	14
	GILLES	Jean-François	IEHC	A	CNRS - FR361	2
	ROZIER	Frédérique	IEHC	A	CNRS - UMR5667 (RDP)	7
	GRIFFE	Bertrand	IECN	G	CNRS - FR3743 (CBI)	14
Institut des sciences humaines et sociales	PONTOIS	Maria-Teresa	IR2	J	CNRS - INS1640 (INSHS)	16
	FANG	Ling	IR1	D	CNRS - UMR8582 (GRSL)	2
	BOUN	My Kene	IEHC	E	CNRS - UMR7522 (BETA)	10
Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes	POIGNAND	Gaëlle	IECN	C	Université du Mans - UMR6613 (LAUM)	17
	RIONDET	Michel	IEHC	C	CNRS - UMR5519 (LEGI)	11
	COMBETTES	Céline	AI	C	Université Toulouse Paul Sabatier - UMR5213 (LAPLACE)	14
Institut des sciences mathématiques et de leurs interactions	SAIRE	Pascaline	AI	J	CNRS - UMR6623 (LMB)	6
Institut national des sciences de l'univers	VINCENT	Christian	IRHC	C	CNRS - UMR5001 (IGE)	11
	DUMESNIL	Cyralise	IRHC	C	CNRS - UMR8617 (IAS)	4
	BOURGES	Laurent	IECN	E	CNRS - UAR832 (OSUG)	11
	GRIMAUD	Franck	TCE	C	Université Toulouse Paul Sabatier - UMR5277 (IRAP)	14
Ressources communes	XIE	Karine	TCN	J	CNRS - MOY1677 (DERCI)	16
	BURGIO	Jean-Marie	IR1	J	CNRS - MOY1621 (MPR)	16
	RANGAPANAICKEN	Jonathan	IECN	F	CNRS - MOY1666 (DIRCOM)	16
	CHAPAT	Pascale	IEHC	J	CNRS - MOY200 (DR)	2

Fait à Paris, le 23 MARS 2022

Le Président directeur général

Anupine PETIT

DEC221007DRH

Décision portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021

Vu le décret 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du CNRS ;

Vu le décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié, relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de Président du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu l'avis des instances d'évaluation ;

Article 1^{er}

Sont retenus en vue de leur promotion au grade de directeur de recherche de première classe, les agents dont les noms suivent :

Nom	Prénom	DR
ADAMOU	Evangélie	1
ALARIO	François-Xavier	12
ALAZARD	Thomas	4
ALLOIN	Fannie	11
AMBLARD	Pierre-Olivier	11
ANDRE	Régis	11
ARIEL DE VIDAS	Anath	2
ARTZNER	Franck	17
AUFFEVES	Alexia	11
AUTIERO	Dario	7
AYMONIER	Cyril	15
AYRAULT	Olivier	2
BAILLOT	Patrick	18
BARBIERI	Stefano	18
BAUDIN	Thierry	4
BEAUGRAND	Grégory	18
BEN ABDALLAH	Philippe	4
BENAKLI	Karim	2
BERTHE	Laurent	5
BESSE	Florence	20
BILLEBAUD	Annick	11

CNRS

Campus Gérard Mégie
3, rue Michel-Ange
75794 PARIS Cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr

Nom	Prénom	DR
BLONDIN	Geneviève	11
BOCQUET	Marie-Laure	2
BOEGLIN	Christine	10
BOISSERIE	Jean-Renaud	8
BOISSON	Christophe	7
BOPP	Laurent	4
BOST	Frédéric	20
BOUE-GRABOT	Eric	15
BOUHELIER	Alexandre	6
BOYET	Maud	7
BRAC DE LA PERRIERE	Bénédicte	2
BRAYARD	Florent	2
BREYTON	Cécile	11
BRUN	Christine	12
BUCHER	Christophe	7
BUFFETEAU	Thierry	15
CALISTI	Annette	12
CANALS	Benjamin	11
CARIO	Laurent	17
CECCHETTO	Carlo	5
CESSOU	Armelle	19
CHABOUTE	Marie-Edith	10
CHAMOREAU	Claudine	1
CHAOUCHE	Mohamed	4
CHARKALUK	Eric	4
CHARPENTIER	Marie	13
CHASSANDE MOTTIN	Eric	1
CHAVANE	Frédéric	12
CHENEVIER	Gaëtan	2
CHOLER	Philippe	11
CLAUDIN	Philippe	2
COCCO	Simona	2
COEURJOLLY	David	7
COHEN-KAMINSKY	Sylvia	1
COHEN-SALMON	Martine	2
CONTINI	Thierry	14
COSTARD	François	4
COUILLIN	Isabelle	8
COURNOYER	Benoît	7
CRASSOUS	Jeanne	17
CREPIEUX	Pascale	8
CROS	Vincent	4
CUGAT	Orphée	11
DANIEL	Régis	4

Nom	Prénom	DR
DARRAS	Véronique	5
DE WIT	Rutger	13
DEFFAYET	Cédric	2
DEMURGER	Sylvie	7
DESCROIX	Stéphanie	2
DESTOUMIEUX-GARZON	Delphine	13
DIANI	Julie	4
DJUKIC	Jean-Pierre	10
DONNADIEU	Emmanuel	1
DORCHIES	Fabien	15
DOUGADOS	Catherine	11
DOUVEN	Igor	5
DUBUS	Guillaume	11
DUCHARNE	Agnès	2
DUHARCOURT	Sandra	1
DUJARDIN	Erik	6
DUMAS	Bernard	14
DUPERRIN	Arnaud	12
ENNIFAR	Eric	10
EPRON	Florence	8
FABRE	Bruno	17
FENDER	Pascal	11
FERRAGE	Fabien	2
FLOR	Jan Bert	11
FORT	Gersende	14
FOUILLEUX	Evelyne	1
FRANCES	Christine	14
FRANCOIS	Pierre	1
FRONZES	Rémi	15
FURNISS-YACoubi	Susanne	2
GAFFET	Stéphane	12
GAGLIARDI	Dominique	10
GALBIATI	Roberto	1
GALINIER	Anne	12
GAVARD	Julie	17
GEORGE	Nathalie	2
GIANNONE	Gregory	15
GIBERT BRUNET	Patricia	7
GOUEZEL	Sébastien	17
GRAVIER	Guillaume	17
GRIVAUX	Sophie	18
GUILLARMOU	Colin	4
GUILLONNEAU	Carole	17
GUTKIN	Boris	1

Nom	Prénom	DR
HAIAT	Guillaume	1
HERMANN	Jorg	12
HESEMANN	Peter	13
HEUX	Laurent	11
HOLZMANN	Markus	11
HONEGGER	Anne	7
HOREL	Catherine	2
HOUSSAIS	Marie-Noëlle	2
IN	Corine	13
INGRIN	Jannick	18
ISOPE	Philippe	10
JAMME	Armand	7
JOMELLI	Vincent	12
KALINOWSKI	Isabelle	2
KALUSZYNSKI	Martine	11
KELLER	Nicolas	10
KHILA	Abderrahman	7
KLASING	Ralf	15
KOCIAK	Mathieu	4
KOSZUL	Romain	5
LACROIX	Denis	4
LAMANNA	Giovanni	11
LAMBERT GIRARD	Sarah	2
LAPRIE	Yves	6
LARAKI	Rida	2
LAVAZEC	Catherine	1
LE MAITRE	Olivier	4
LECLERC	Eric	16
LECOMTE	Sophie	15
LEGRAND	Bernard	14
LIBERTI	Léo	4
LITI	Gianni	20
LOISON	Anne	11
LOPEZ-MARTENS	Araceli	4
LOTT	François	4
MAGALON	Axel	12
MALPUECH	Guillaume	7
MANFREDI	Giovanni	10
MANGENEY	Juliette	2
MANOURY	Bénédicte	1
MANOURY	Eric	14
MARGEAT	Emmanuel	13
MARGUERIE	Dominique	17
MARI	Bernard	20

Nom	Prénom	DR
MARIOT	Nicolas	5
MARTEL	Caroline	8
MARTIN	Philippe	15
MASION	Armand	12
MASSADE	Liliane	1
MAUROGORDATO	Sophie	20
MC DOUGALL	Alexander	20
MELLOT-DRAZNIEKS	Caroline	2
MINC	Nicolas	1
MORINEAU	Denis	17
MUELLER	George	10
NEHME	Laila	2
NIQUIL	Nathalie	2
OBERNOSTERER	Ingrid	13
ORIVEL	Jérôme	16
OWEZARSKI	Philippe	14
PAGNEUX	Vincent	17
PALLIER	Christophe	4
PAUL	Waltraud	1
PEAUCELLE	Dmitry	14
PEREZ LUNA	Alejandro	2
PEYROTTE	Suzanne	13
PIEJUS	Anne	2
PIERRE	Frédéric	4
PIERRE LOUIS	Olivier	7
POLCHER	Jan	4
POTIER	Marie-Claude	2
POUPEAU	Franck	16
QUENNOUELLE-CORRE	Laure	2
RAIMOND	Christine	5
RAMSTEIN	Béatrice	4
RENUCCI	Florence	12
REY	Patrick	1
REYNAUD-BOURET	Patricia	20
RIPP BAUDOT	Isabelle	10
RIVERO	Ana	13
RODRIGUES	Ana	13
RODRIGUEZ	Raphaël	2
ROEST CROLLIUS	Hugues	2
ROMMEVAUX	Sabine	1
ROSSIGNOL	Fabrice	8
ROSSO	Alberto	4
ROSTAIN	Stephen	5

Nom	Prénom	DR
ROUDIER	Thierry	14
ROUSSEL	Pascal	18
ROWELL	Jay	10
RUFF	Marc	10
SACHS	Laurent	2
SANDOZ	Guillaume	20
SANDOZ	Jean-Christophe	4
SANVER	Mehmet Remzi	2
SARRET	Géraldine	11
SCHAUMLOFFEL	Dirk	15
SCHILTZ	Odile	14
SCHMITT	Véronique	15
SCHNEIDER	Laurent	7
SEEGMULLER	Thomas	12
SIMEON	Thierry	14
SIMONIN	Frédéric	10
SOPPERA	Olivier	10
SOTTA	Paul	7
SUMARA	Izabela	10
TANZILLI	Jean-Sébastien	20
TENAUD	Christian	4
TERRAS	Véronique	4
THERY-PARISOT	Isabelle	20
THOMANN	Anne-Lise	8
TISSERAND	Vincent	7
TOUSSAINT	Renaud	10
TSAPIS	Nicolas	4
VALLET	Valérie	18
VAN NIEL	Guillaume	1
VAVRE	Fabrice	7
VENTELOU	Bruno	12
VIALETTE	Stéphane	1
VIANO	Cristina	2
VILLARD	Catherine	1
VOGEL	Jan	11
WACOGNE	Bruno	6
WALCZAK	Aleksandra	2
WEIL	Dominique	2
ZEITOUN	Philippe	4

Article 2 :

Les promotions sont effectuées au 1er octobre 2021 sous réserve que les agents remplissent les conditions d'ancienneté.

Article 3 :

La part des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables s'élève respectivement à 30,4% pour les femmes et 69,6% pour les hommes.

La part des femmes et des hommes promus s'élève respectivement à : 37,4% pour les femmes et 62,6% pour les hommes.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

29 MARS 2022

Le Président-Directeur général

Antoine PETIT



1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

Le Président-Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique**DEC221006DRH****Décision portant sur la campagne d'avancement au choix au titre de l'année 2021**

Vu le décret 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du CNRS ;

Vu le décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié, relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de Président du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu l'avis des instances d'évaluation ;

Article 1^{er}

Sont retenus en vue de leur promotion au grade de chargé de recherche hors classe, les agents dont les noms suivent :

Nom	Prénom	DR
APHECETCHE	Laurent	17
ARQUIER	Nathalie	12
ATKINSON	Robert	14
ATTEIA	Ariane	13
AUBERT	Corinne	12
BALAS	Laurence	13
BARANNIKOV	Serguei	2
BARBARA	Aude	11
BATIGNE VALLET	Cécile	7
BATSCHE	Eric	2
BELENGUER	Philippe	14
BELOT	Céline	11
BENSALAH-LEDOUX	Amina	7
BERAUD DUFOUR	Sophie	20
BERNY	Daphné	11
BILLON RASCLE	Nathalie	20
BIVER	Nicolas	5



Nom	Prénom	DR
BOSSARD	Pascale	1
BOTTINEAU	Didier	7
BOUHSS	Ahmed	1
BOUZBOUZ	Samir	19
BRASSART	Sylvie	6
BRAUCHER	Régis	12
BRAULT	Véronique	10
BREHELIN	Laurent	13
BRETONNIERE	Yann	7
BRIEN	Valérie	17
BRUEL	Philippe	4
CAHOUR FORZY	Béatrice	4
CALVEZ	Stéphane	14
CANTU TESTA	Paola	12
CAPOVILLA	Maria	20
CARLUT	Julie	1
CARTIER	Stéphane	11
CATEZ	Frédéric	7
CATTO	Isabelle	2
CAU	Elise	14
CHAPELLE	Pierre	6
CHARLAT	Sylvain	7
CHARRASSE	Sophie	13
CHARVET	Céline	10
CHEN	Paul Gang	12
CHIAPELLO	Isabelle	18
CHIH FAULKS	Rachida	2
CHOLLON	Georges	15
CHOULIER	Laurence	10
COBESSI	David	11
CONSTANTIN	Florin Lucian	18
CONTRERAS MARTEL	Carlos	11
COPPO	Marc-Antoine	20
COQ	Jacques Olivier	12
CORELLOU	Florence	11
CORRE BUSCAIL	Isabelle	17
CRAVE	Alain	17
DAELE	Véronique	8
DE LA ROCHE SAINT ANDRE	Christophe	12
DEL NERO	Mirella	10
DELAGE	Rémy	2
DELAHAYE	Pierre	19

Nom	Prénom	DR
DEMELEMESTRE	Gaëlle	7
DESROIS	Martine	12
DESSART	Luc	2
DOLLFUS	Pascale	5
DUBOULOZ	Jérôme	5
DUC	Fabienne	14
DUCHE	Denis	12
DUFOURNY	Laurence	8
ELDIN	Patrick	13
ETXEBERRIA	Urtzi	15
FLOURIOT	Gilles	17
FOBIS-LOISY	Isabelle	7
FRANKLAND	John	19
FRENDU	Jean-Louis	14
GARCIA SAEZ	Isabel	11
GARRIDO ALZAR	Carlos	5
GASNAULT	Olivier	14
GEY	Nathalie	6
GIANNESINI	Benoit	12
GILABERT	Eric	15
GIMEL	Jean-Christophe	17
GIOAN	Emeric	13
GIRAUD	Marie-France	15
GODART-WENDLING	Béatrice	5
GOMEZ ZAMORANO	Dennis Carlos	14
GONZALEZ DE PEREDO	Anne	14
GRAMMONT	Muriel	7
GRILLET	Christian	7
GROSSO	Nicolas	12
GUIDONI	Luca	1
GUIFFAUT	Christophe	8
GUILLEMIN	Renaud	2
GUILLON	Christophe	7
GUILLOU	Anne Yvonne	5
GUYODO	Yohan	1
HAHN	Uwe	10
HARMER	Russell Spencer	7
HARSCOAT-SCHIAVO	Christelle	15
HAUSCHILD	Karl	4
HAYEZ	Jérôme	5
HENRY	Yves	10

Nom	Prénom	DR
HIPPOLYTE	Jean-Claude	12
HOPPE	Sandrine	6
HOUREZ	Stéphane	13
HUCK	Thierry	17
HUGEL	Sylvain	10
HUPE	Jean-Michel	14
IDIR	Mourad	4
IOSIF	Radu	11
ISTRIA	Daniel	12
IVANOFF	Jacques	2
JOUBERT	Frédéric	2
KABANI	Mehdi	4
KHALFA	Stéphanie	12
KHEMLICHE	Hocine	4
KOEHL	Patrice	10
LABOISSIERE	Rafael	11
LAGHMANI	Kamel	2
LAI	Olivier	20
LAMARI	Farida	1
LAQUEL	Patricia	15
LARCENEUX	Fabrice	2
LARCHEY WENDLING	Dominique	6
LAROU LANDIE	Véronique	15
LE GAL LA SALLE	Annie	17
LE GOFF	Xavier	17
LE NEINDRE	Nicolas	19
LE ROUX	Christophe	14
LECLERCQ	Laurent	13
LEFEBVRE	Bertrand	7
LEFRANCOIS	Magalie	19
LEMAIRE	Bertrand	12
LERAT	Emmanuelle	7
LETHUILLIER	Morgan	7
LORET	Erwann Philippe	12
MADDELEIN	Marie-Lise	14
MAGNICO	Pierre	12
MAGNIN	Jean-Pierre	11
MARESTIN	Catherine	7
MARGUET	Sylvie	4
MARTROU	David	14
MASSACRIER	Gérard	7
MASSE	Sylvie	2
MASSON	Justine	1

Nom	Prénom	DR
MASSON	Murielle	10
MERLOT	Sylvain	4
MILISIC	Vuk	17
MONCHOUX	Jean-Philippe	14
MONNEAUX GADROY	Fany	10
MOREL	Charlotte	2
MOREL	Jean-Luc	15
NAUDON	Laurent	5
NEANT	Isabelle	14
NEICHEL	Benoît	12
NORSIKIAN-ROLAND	Stéphanie	4
NOTREDAME	Cédric	12
OLMER	Fabienne	12
ORY	Stéphane	10
PARADISI	Andrea	7
PATAUT	Fabrice	2
PAUMARD	Thibaut	5
PENCOLE	Yannick	14
PETIT	Corinne	7
PEULON-PAGE	Sophie	4
PLANCHON	Olivier	6
PLASSERAUD	Laurent	6
POTIER	Noëlle	10
PRADET-BALADE	Bérengère	13
PYLYPENKO	Olena	2
RASPO	Isabelle	12
REINTGES	Christoph	1
RENODON CORNIERE	Axelle	17
RETY	Stéphane	7
ROBERT	Frédéric	15
ROUX	Michel	10
RUSCONI	Filippo	4
SALVAT	Christophe	12
SAVAGNER	Pierre	1
SCHRODER	André	7
SERANNE	Michel	13
SMITH	Christopher	11
SOUR	Angélique	10
STEINER	Wolfgang	1
STODEL	Christelle	19
STOEFFLER	Daniel	10

Nom	Prénom	DR
SUIRE	Christophe	4
TANG	Hao	14
TAVERNIER	Geneviève	14
TESTE	Philippe	4
THORAVAL	Catherine	13
TOURNUS	Florent	7
VALLEE	Monique	15
VANDENDRIESSCHE	Eric	1
VANZETTA	Ivo	12
VARGAS-SOLAR	Genoveva	7
VERGER	Alexis	18
VIALAR	Sophie	14
VINELLA	Daniel	5
VLASTELIC	Ivan	7
WAGNER	Jérôme	10
WILLISON	John	11
ZAGO	Laure	15
ZAMITH	Sébastien	14
ZIMMER	Laurent	4

Article 2 : Les promotions sont effectuées au 1er octobre 2021 sous réserve que les agents remplissent les conditions d'ancienneté.

Article 3 :

La part des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables s'élève respectivement à 35,7% pour les femmes et 64,3% pour les hommes.

La part des femmes et des hommes promus s'élève respectivement à 38,4% pour les femmes et 61,6% pour les hommes.

Article 4 : La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

29 MARS 2022

Le Président-Directeur général

Antoine PETIT



DEC221214DR02

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7193 intitulée Institut des sciences de la Terre Paris - ISTEP**LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220186DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7193 intitulée Institut des sciences de la Terre Paris - ISTEP, dont la directrice est Mme Sylvie LEROY ;

Vu la décision DEC191970DR02 du 10 juillet 2019 portant création du conseil de laboratoire de l'UMR7193 ;

Vu la décision DEC220268INSU du 31 janvier 2022 portant respectivement nomination de M. Olivier LACOMBE aux fonctions de directeur et de Mesdames Hélène BALCONE-BOISSARD et Elia D'ACREMONT aux fonctions de directrices-adjointes de l'UMR7193, à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :**Article 1er :**

Pour tenir compte, d'une part, de l'évolution de l'équipe de direction (membres de droit) et, d'autre part, de l'ajustement des effectifs de l'Unité, l'article 2 de la décision DEC191970DR02 susvisée est modifié comme suit :

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- 3 membres de droit : le directeur et les 2 directrices-adjointes
- 9 membres élus dont :
 - 3 élu.e.s dans le collège ITA/BIATSS
 - 2 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège rang A (DR – professeurs)
 - 3 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège rang B (CR – MCF)
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège doctorant.e.s
- 3 membres nommés

Article 3 : Durée

En application de la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée, le conseil nouvellement composé est mis en place pour la durée restant à courir du mandat de l'UMR7193.

Article 4 : Publication

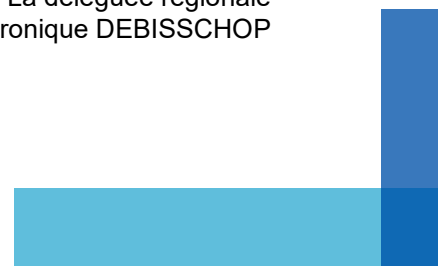
La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Véronique DEBISSCHOP

CNRS

Délégation Paris-Centre
16 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris
T. 01 42 34 94 00
www.cnrs.fr



DEC221216DR02

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371 intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB**LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220186DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7371 intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB, dont la directrice est Mme Sharon BRIDAL ;

Vu la décision DEC190960DR02 du 14 mars 2019 portant création du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371, modifiée par la décision DEC200792DR02 du 5 mars 2020 ;

DECIDE :**Article 1er :**

Pour faire suite à l'arrivée en 2022 d'une sixième équipe au sein de l'UMR7371, l'article 2 de la décision DEC190960DR02 susvisée est modifié comme suit :

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- 1 membre de droit : la directrice de l'unité
- 11 membres élus dont :
 - 3 élu.e.s dans le collège ITA/BIATSS /CATI
 - 3 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège permanent,
 - 2 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège EC hospitaliers et autres personnels hospitaliers
 - 3 élu.e.s dans le collège C/EC, sous collège non permanent (post-doctorant.e.s, doctorant.e.s, CDD RECHERCHE)
- 8 membres nommé.e.s

La décision DEC200792DR02 du 5 mars 2020 est abrogée.

Article 3 : Durée

En application de la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée, le conseil nouvellement composé est mis en place pour la durée restant à courir du mandat de l'UMR7371.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Véronique DEBISSCHOP

CNRS

Délégation Paris-Centre
16 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris
T. 01 42 34 94 00
www.cnrs.fr



DEC220737INSU

Décision portant modification de la quotité de Mme Karine PERRAUT en qualité de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique.

Vu décision DEC201427INSU du 4 décembre 2020 portant nomination de Mme Karine PERRAUT aux fonctions de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 01/03/2022, Madame Karine PERRAUT, Astronome à l'Université Grenoble Alpes, affectée à l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG), renouvelée dans ses fonctions de chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers, jusqu'au 31/12/2022 pour 50% de son temps de travail.

Karine PERRAUT gardera ses missions actuelles de suivi de l'instrumentation optique de l'Observatoire Européen Austral (ESO), notamment pour l'ELT et le VLT/VLTI, ainsi que le suivi pour l'INSU des activités de l'ASHRA. De fait cette responsabilité majeure l'engage déjà à plus de 25%. Il s'agit en effet de suivre les contributions françaises à 12 instruments focaux de cet observatoire (VLT : MOONS, MATISSE, 4MOST, GRAVITY+, BlueMuse, Sphere+ ; ELT : HARMONI, MICADO, MAORY, MOSAIC, METIS, HIRES) réalisés dans une demi-douzaine de nos laboratoires, au sein de consortiums internationaux larges, et en relation forte avec l'ESO. Cette année, en plus du suivi et du reporting nécessaire auprès de l'IR-ESO, Karine PERRAUT prend la responsabilité de l'Equipex FCELT, et elle sera aussi notre représentante au Conseil de l'ESO. L'ensemble de ces tâches représente un portefeuille d'activités cohérentes qui justifie pleinement une quotité de CMI à 50%.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 2 mars 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221343DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5536 intitulée Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques (CRMSB).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5536 intitulée Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques (CRMSB) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5536 intitulée Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques (CRMSB).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 9 membres :

- le directeur de l'unité
- le directeur adjoint
- 6 membres élus
- 1 membre nommé

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} avril 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221344DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux (IMB).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux (IMB) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5251 intitulée Institut de Mathématiques de Bordeaux (IMB).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 17 membres :

- le directeur de l'unité
- 10 membres élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221457DR15

Décision portant modification de la décision DEC213325DR15 du 1^{er} octobre 2021 portant constitution du comité de gestion du restaurant du CNRS de la délégation Aquitaine

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu la circulaire n° 020002DRH du 17 décembre 2002 portant sur les modalités de mise en œuvre au CNRS des nouvelles règles administratives, fiscales, budgétaires et comptables applicables aux restaurants administratifs et inter administratifs ;

Vu la circulaire n° 020003DRH du 17 décembre 2002 fixant les modalités de constitution et de fonctionnement des comités paritaires de gestion créés auprès des restaurants propres du CNRS ;

Vu la décision n° 00029DRH du 9 juin 2000 portant organisation de la restauration du CNRS modifiée par les décisions n° 060044DRH du 8 juin 2006 et n° 121283DRH du 23 avril 2012 ;

Vu la décision n° DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis HERMES Délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la note référencée DRH/SDS/MC-2011-1 du 31 janvier 2011 sur l'organisation de la restauration sociale au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}.

A l'article 1 de la décision DEC213325DR15 susvisée, est ajoutée en qualité de membre représentant l'administration au comité de gestion du restaurant propre de Pessac :

- Mme Céline ANDREU, chargée d'études restauration au Service du Développement Social de la Direction des Ressources Humaines du CNRS, invitée permanente

Article 2. - Le mandat de Mme Céline ANDREU prend effet le 1^{er} février 2022 pour la durée du Comité de gestion en cours soit jusqu'au 30 septembre 2024.

Article 3. - Cette décision diffusée au bulletin officiel du CNRS, sera portée à la connaissance des usagers du restaurant par voie d'affichage.

Fait à Talence, le 12 avril 2022

Le délégué régional

Younis HERMES



DEC221349DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5107 intitulée Centre lasers intenses et applications (CELIA).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5107 intitulée Centre lasers intenses et applications (CELIA) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5107 intitulée Centre lasers intenses et applications (CELIA).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 14 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 9 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 7 élus
 - Sous-collège chercheurs et enseignants-chercheurs : 5
 - Sous-collège doctorants et post-doctorants : 2
 - Collège ITA : 2 élus
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Talence, le 22 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221350DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 10 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 5 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 4 élus
 - Sous-collège enseignants-chercheurs : 2
 - Sous-collège chercheurs : 1
 - Sous-collège doctorants/post-doctorants : 1
- Collège ITA : 1 élu
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Talence, le 4 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221108SGCN

Décision relative à la nomination des membres du bureau des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision N° 162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la Recherche scientifique et notamment son article 2.3 ;

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Sont nommés membres du bureau des Sections et des Commissions interdisciplinaires :

- ▮ **Section 1** - « Interactions, particules, noyaux, du laboratoire au cosmos »
Monsieur Christophe OCHANDO et Madame Sabrina SACERDOTI ;
- ▮ **Section 2** - « Théories physiques : méthodes, modèles et applications »
Madame Mariana GRANA et Madame Manon MICHEL ;
- ▮ **Section 3** - « Matière condensée : structures et propriétés électroniques »
Monsieur Johann CORAUX et Madame Isabelle PHILIP ;
- ▮ **Section 4** - « Physique des atomes, molécules et plasmas. Optique et lasers »
Madame Marie Christine FIRPO et Madame Hélène PERRIN ;

- ▮ **Section 5 - « Matière condensée : organisation et dynamique »**
Monsieur Ovidiu ERSEN et Madame Amélie JUHIN ;
- ▮ **Section 6 - « Sciences de l'information : fondements de l'informatique, calculs, algorithmes, représentations, exploitations »**
Madame Maria POTOP-BUTUCARU et Madame Helene WAESELYNCK ;
- ▮ **Section 7 - « Sciences de l'information : signaux, images, langues, automatique, robotique, interactions, systèmes intégrés matériel-logiciel »**
Madame Isabelle FANTONI et Madame Aida TODRI-SANIAL ;
- ▮ **Section 8 - « Micro- et nanotechnologies, micro- et nanosystèmes, photonique, électronique, électromagnétisme, énergie électrique »**
Madame Marie Paule BESLAND et Madame Sylvie RENAUD ;
- ▮ **Section 9 - « Mécanique des solides. Matériaux et structures. Biomécanique. Acoustique »**
Madame Shabnam ARBAB CHIRANI et Monsieur Jérôme VASSEUR ;
- ▮ **Section 10 - « Milieux fluides et réactifs : transports, transferts, procédés de transformation »**
Madame Nadia MOLLARD et Madame Anne Marie VAN HIRTUM ;
- ▮ **Section 11 - « Matière molle : synthèse, élaboration, assemblages, structure, propriétés, fonctions »**
Madame Sophie GUILLAUME et Monsieur Arnaud SAINT-JALMES ;
- ▮ **Section 12 - « Architectures moléculaires : synthèses, mécanismes et propriétés »**
Madame Mihaela GULEA et Madame Emmanuelle SCHULZ ;
- ▮ **Section 13 - « Chimie physique, théorique et analytique »**
Monsieur Stephane COUSSAN et Madame Sophie LE CAER BOLIS ;
- ▮ **Section 14 - « Chimie de coordination, catalyse et procédés, interfaces »**
Monsieur Kouakou Boniface KOKOH et Madame Svetlana LAZAROVA ;
- ▮ **Section 15 - « Chimie des matériaux, nanomatériaux et procédés »**
Monsieur Yannick CHAMPION et Madame Aline ROUGIER ;
- ▮ **Section 16 - « Chimie et vivant »**
Monsieur Yves BLERIOT et Madame Eva JAKAB TOTH ;
- ▮ **Section 17 - « Système solaire et univers lointain »**
Monsieur Mamadou N'DIAYE et Madame Céline REYLE ;
- ▮ **Section 18 - « Terre et planètes telluriques : structure, histoire, modèles »**
Madame Nadege HILAIRET et Monsieur Pascal PHILIPPOT ;
- ▮ **Section 19 - « Système Terre : enveloppes superficielles »**
Monsieur Gael DURAND et Monsieur Marc MALLET ;
- ▮ **Section 20 - « Biologie moléculaire et structurale, biochimie »**
Monsieur Eric ENNIFAR et Madame Myriam FERRO ;
- ▮ **Section 21 - « Organisation, expression, évolution des génomes »**
Monsieur Marc LAVIGNE et Madame Marie-Francoise O'DONOHUE ;
- ▮ **Section 22 - « Biologie cellulaire, développement, évolution-développement »**
Madame Alice DAVY et Madame Evelyn HOULISTON ;
- ▮ **Section 23 - « Biologie intégrative des organismes photosynthétiques et des microorganismes associés »**
Madame Juliette JOUHET et Monsieur Grégory VERT ;
- ▮ **Section 24 - « Physiologie, physiopathologie, biologie du cancer »**
Madame Pascale CREPIEUX et Madame Veronique MAGUER-SATTA ;

- ▮ **Section 25** - « Neurobiologie moléculaire et cellulaire, neurophysiologie »
Madame Valerie EGO-STENGEL et Monsieur Leon TREMBLAY ;
- ▮ **Section 26** - « Cerveau, cognition, comportement »
Madame Sylvie CHOKRON et Monsieur Emmanuel PROCYK ;
- ▮ **Section 27** - « Relations hôte-pathogène, immunologie, inflammation »
Monsieur Nicolas BIDERRE et Monsieur Mathieu GISSOT ;
- ▮ **Section 28** - « Pharmacologie - ingénierie et technologies pour la santé - imagerie biomédicale »
Madame Muriel GOLZIO et Monsieur Stephane MELIK-PARSADANIANZ ;
- ▮ **Section 29** - « Biodiversité, évolution et adaptations biologiques : des macromolécules aux communautés »
Monsieur Colin FONTAINE et Monsieur Yannick MORET ;
- ▮ **Section 30** - « Surface continentale et interfaces »
Madame Catherine FERNANDEZ et Monsieur Eric FERRAGE ;
- ▮ **Section 31** - « Hommes et milieux : évolution, interactions »
Madame Myriam BOUDADI-MALIGNE et Madame Christelle LAHAYE ;
- ▮ **Section 32** - « Mondes anciens et médiévaux »
Madame Vanessa PY-SARAGAGLIA et Monsieur Florian TEREYGEOL ;
- ▮ **Section 33** - « Mondes modernes et contemporains »
Monsieur Laurent HEYBERGER et Monsieur Arnaud NANTA ;
- ▮ **Section 34** - « Sciences du langage »
Monsieur Nicola LAMPITELLI et Madame Tatiana NIKITINA ;
- ▮ **Section 35** - « Philosophie, littératures, arts »
Monsieur Achille DAVY-RIGAUX et Madame Ariane HUDELET ;
- ▮ **Section 36** - « Sociologie et sciences du droit »
Madame Anne FORNEROD et Monsieur Pierre FOURNIER ;
- ▮ **Section 37** - « Economie et gestion »
Madame Florence CHARUE-DUBOC et Madame Jeanne HAGENBACH ;
- ▮ **Section 38** - « Anthropologie et étude comparative des sociétés contemporaines »
Monsieur Jérôme COURDURIES et Monsieur Vincent HIRTZEL ;
- ▮ **Section 39** - « Espaces, territoires, sociétés »
Monsieur Giovanni FUSCO et Madame Anne SOURDRIL ;
- ▮ **Section 40** - « Politique, pouvoir, organisation »
Monsieur Mathieu HAUCHECORNE et Madame Isabelle SOMMIER ;
- ▮ **Section 41** - « Mathématiques et interactions des mathématiques »
Madame Oriane BLONDEL et Monsieur Yves GUIRAUD ;
- ▮ **Commission Interdisciplinaire 50** - « Gestion de la recherche »
Monsieur Philippe CARDIN et Madame Catherine JESSUS ;
- ▮ **Commission Interdisciplinaire 51** - « Environnements sociétés: du savoir à l'action »
Monsieur Demian BATTAGLIA et Madame Helene TOUZET ;
- ▮ **Commission Interdisciplinaire 52** - « Modélisation mathématique, informatique et physique pour les sciences du vivant »
Monsieur Benoit COURNOYER et Madame Anne-Charlotte VAISSIERE ;
- ▮ **Commission Interdisciplinaire 53** - « Sciences en société: production, circulation et usages des savoirs et des technologies »

Madame Natacha COLLOMB et Madame Lucie LAPLANE ;

- ▮ **Commission Interdisciplinaire 54** - « Phénomènes fondamentaux et propriétés collectives du vivant: développements instrumentaux, expériences et modèles physiques »
Monsieur Laurent BOURDIEU et Monsieur Sylvain GIGAN ;
- ▮ **Commission Interdisciplinaire 55** - « Sciences et données »
Monsieur Glenn ROE et Monsieur Cyril RUCKEBUSCH ;

Art. 2 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 09-MARS-2022

Antoine PETIT

*Pour le Président et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia



DEC221162DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6164 intitulée Institut d'électronique et des technologies du numérique (IETR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6164 intitulée Institut d'électronique et des technologies du numérique (IETR) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6164.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 10 membres élus ;
- 7 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 14/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC220895DR17

Décision modificative n°8 relative à la régie de recettes auprès du Restaurant administratif Le Gulf Stream de la Station Biologique de Roscoff (SBR), FR2424

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique - M. PETIT (Antoine)

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision d'origine d'Alain NOUAILHAT, Délégué Régional pour la circonscription de Bretagne et Pays de la Loire du 10 décembre 1993 portant institution d'une régie de recettes à compter du 1^{er} janvier 1994,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux Délégués Régionaux,

Vu, la décision n° DEC171380DAJ du 27 avril 2017 portant nomination de Mme Gabrielle INGUSCIO aux fonctions de Déléguée Régionale pour la circonscription de Bretagne et Pays de la Loire,

Vu, la décision modificative n°6, DEC200794DR17 de Mme Gabrielle INGUSCIO, Déléguée Régionale pour la circonscription de Bretagne et Pays de la Loire du 21 février 2020 portant modification de la régie de recettes du Restaurant administratif Le Gulf Stream de la Station Biologique de Roscoff.

DECIDE :

Article 1^{er} – Institution de la régie et recettes encaissées

Il a été institué auprès du Restaurant administratif Le Gulf Stream de la Station Biologique de Roscoff (SBR), FR2424, une régie de recettes permanente à compter du 1^{er} janvier 1994, installée à 400 rue Marquise de Kergariou, 29680 ROSCOFF, pour l'encaissement des recettes suivantes :

- les ventes de repas.

Le régisseur encaisse les recettes réglées par les redevables selon les modes de règlements suivants :

- en numéraire pour des règlements dont le montant n'excède pas 300 euros ;
- au moyen de chèques bancaires, postaux ou assimilés ;
- par virement sur le compte DFT de la régie ;
- par carte bancaire sur le compte DFT.

Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment la situation de ses disponibilités et la ventilation des recettes encaissées.

Article 2 – Compte de dépôt de fonds

Le régisseur ouvre un compte de dépôt de fonds au Trésor.

Article 3 – Montant de l'encaisse

Le montant maximum de l'encaisse s'élève à :

- 2 000,00€ pour les espèces détenues ;
- 10 000,00€ de solde sur le compte DFT.

L'encaisse est constituée de l'ensemble des recettes encaissée par le régisseur, tous moyens de paiement confondus.



Article 4 – Montant du fonds de caisse

Le montant du fonds de caisse permanent en espèces s'élève à :

- 100,00€ pour les espèces détenues ;
- 50,00€ de solde sur le compte DFT.

Article 5 – Encaissements en numéraires

Lorsque les recettes, prévues à l'article 1, sont encaissées en numéraire, le régisseur délivre en contrepartie, à l'usager, un ticket ou à défaut, une quittance.

Article 6 – Chèques

Les chèques bancaires sont remis à l'encaissement sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur.

Article 7 – Versement des recettes en numéraire

Les recettes encaissées en numéraire sont versées à l'Agent Comptable Secondaire :

- dès que le montant perçu atteint le montant de l'encaisse maximum fixé à l'article 3, hors montant du fonds de caisse permanent fixé à l'article 4 ;
- au minimum une fois par mois.

Article 8 – Versement des recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds

Les recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor sont versées à l'Agent Comptable Secondaire :

- dès que le montant perçu atteint le montant de l'encaisse maximum fixé à l'article 3, hors montant du fonds de caisse permanent fixé à l'article 4 ;
- au minimum une fois par mois.

Article 9 – Pièces justificatives

Le régisseur transmet à l'Agent Comptable Secondaire les pièces justificatives des recettes encaissées par ses soins (et reversées à la caisse de l'Agent Comptable Secondaire) au minimum une fois par mois.

Article 10 – Cautionnement

Conformément à l'arrêté du 27 décembre 2001 le régisseur est assujetti à un cautionnement.

Article 11 – Indemnité de responsabilité

Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

Article 12 – Responsabilité du régisseur

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 13 – Désignation du régisseur et des mandataires

Le régisseur et un mandataire suppléant sont désignés par le Délégué Régional après agrément de l'Agent Comptable Secondaire assignataire.

Article 14 – Abrogation

Sont abrogées à compter du lundi 14 février 2022 :

- I. La décision DEC201502DR17 du 02 septembre 2020 ;
- II. Toutes autres décisions antérieures concernant l'institution de la régie du Restaurant administratif Le Gulf Stream de la Station Biologique de Roscoff

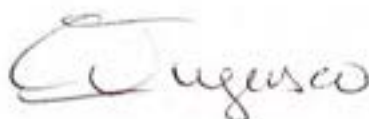
Article 15 – Dispositions finales

- I. La Déléguée Régionale et l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation de Bretagne et Pays de la Loire sont chargés de l'exécution de la présente décision ;
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait en 3 exemplaires

Fait à RENNES, le lundi 14 février 2022

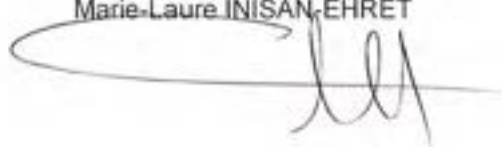
La Déléguée Régionale
Gabrielle INGUSCIO



Avis conforme de l'Agent Comptable Secondaire
Simon LE GALL



Vu, l'Agent Comptable Principal
Marie-Laure INISAN-EHRET



DEC220681DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6538 intitulée Geo-Ocean (GO)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6538 intitulée Laboratoire géosciences océan (Geo-Ocean) ;

Vu la décision DEC221210INSU du 11 avril 2022 modifiant dans la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021, l'intitulé de l'UMR6538 Geo-Ocean (GO) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6538.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 3 directeurs adjoints ;
- 10 membres élus ;
- 6 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 20/04/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221290DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6629 intitulée Laboratoire de mathématiques Jean Leray (LMJL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213793DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation de l'unité UMR6629 intitulée Laboratoire de mathématiques Jean Leray (LMJL) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6629.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus ;
- 6 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 28/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution

Avril 2022

ISSN 1148-4853

Établissement public
à caractère scientifique
et technologique Recherche

et technique
Organisation générale du CNRS
Publication légale
Règlement
Actes administratifs
des activités de recherche
« Nul n'est censé ignorer la loi »...
Article unique
Art. 1. -

Présidence du CNRS
Direction générale déléguée
Instituts : domaines scientifiques, technologiques, activités
Centres de services : UPR, UPS, "Nul n'est censé igno
ERIFR, GDR,

signature

[illegible]

dispositions statutaires communes

Préface

Decision de subvention
Circulaires et instructions
et legs consentis au CNRS

recherche

Budget, finances, comptabilité
Bibliothèque / Comptable

Decision de recherche
Decision de nomination aux fonctions
de directeur(trice) ; de délégué régional
de directeur d'unité

CNRS

Document type: **Procès-verbal**



www.cnrs.fr